

THÈSE POUR LE DOCTORAT JURIDIQUE

La Condition Juridique

DES PERSONNES ET DES BIENS

DANS L'ORDRE DE GRANDMONT

des Origines au XVIII^e Siècle

PAR

René FARNIER

Avocat à la Cour d'Appel de Limoges

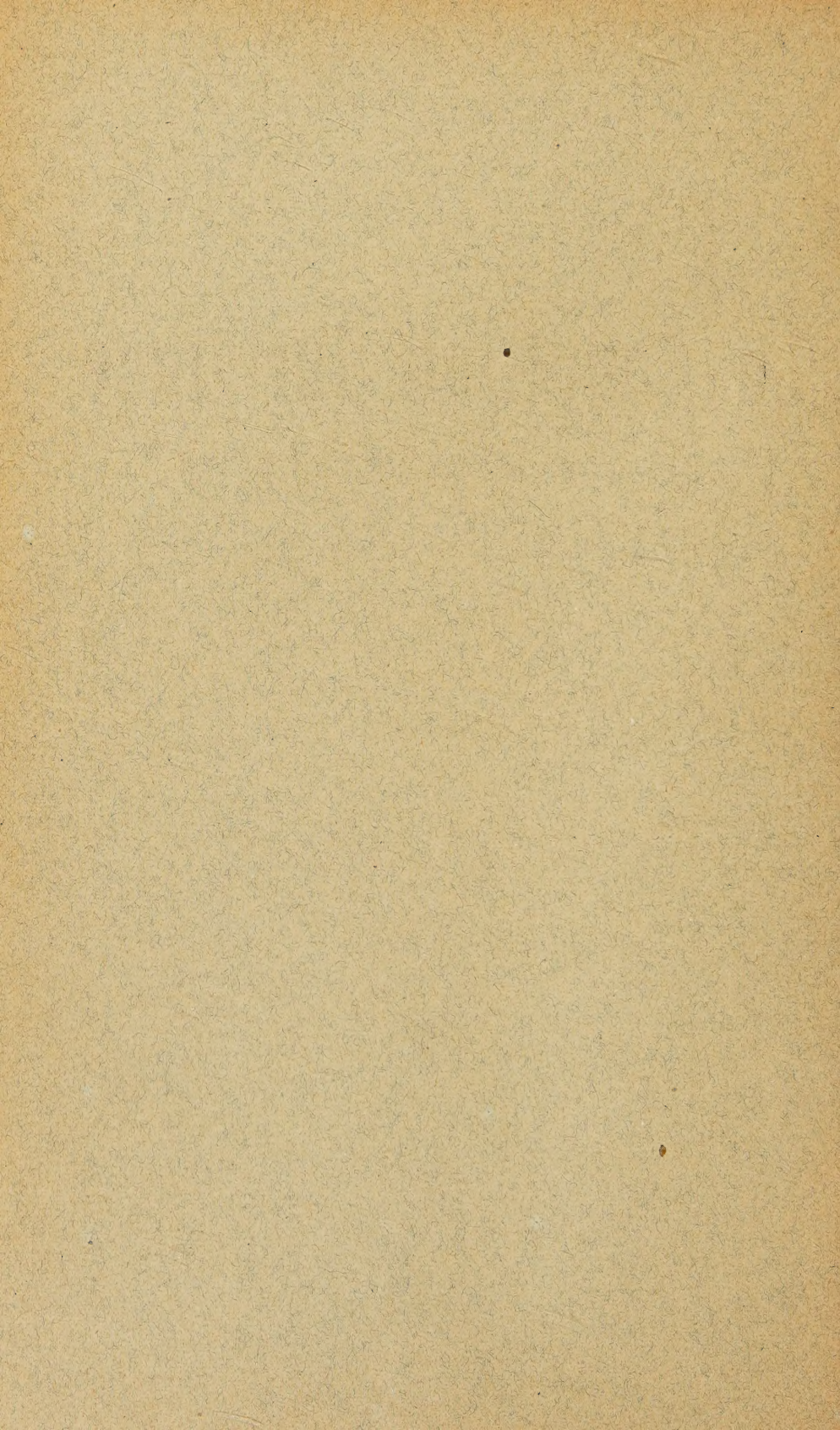
Jury.....	{	MM. CHÉNON, <i>Président.</i>	{	<i>Assesseurs.</i>
		JOBBÉ-DUVAL		
		MEYNIAL		

Soutenue le Mercredi, 26 Novembre 1913, à 1 heure 1/2



LIMOGES
IMPRIMERIE COMMERCIALE PERRETTE
7, COURS JOURDAN, 7

1913



LA CONDITION JURIDIQUE

Des Personnes et des Biens

DANS L'ORDRE DE GRANDMONT

des Origines au XVIII^e Siècle

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT JURIDIQUE

La Condition Juridique

DES PERSONNES ET DES BIENS

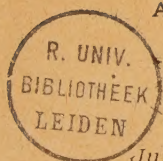
DANS L'ORDRE DE GRANDMONT

des Origines au XVIII^e Siècle

PAR

René FARNIER

Avocat à la Cour d'Appel de Limoges



Jury.....

MM. CHÉNON, *Président.*

JOBBÉ-DUVAL

MEYNIAL

} *Assesseurs.*

Soutenue le Mercredi, 26 Novembre 1913, à 1 heure 1/2



LIMOGES

IMPRIMERIE COMMERCIALE PERRETTE

7, COURS JOURDAN, 7

1913

2

La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans
les thèses ; ces opinions doivent être considé-
rées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE

A MA MÈRE

A MES MORTS

BIBLIOGRAPHIE

I. — Sources.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA HAUTE-VIENNE. —

A 531 — 543 — 1174 — 1718 — 1817 —
2948 — 4372 — 4576 — 4589 — 6686 — ;
G 9 — 659 — ; H 89 A 5451 — 90 A 5453 I.
1200 ; — Registre 1. Série Q.

ARCHIVES NATIONALES. — o 547 ; 5 6317 ; Trésor des
Chartes JJ. 45.

GALLIA CHRISTIANA NOVA *in provincias ecclesiasticas
distributa.* — *Parisiis ex typographia regia*
1720.

GILLES LE DUC. — Etat du clergé et du diocèse de
Limoges. Manuscrit de 1702 (*Bulletin de
la Société d'Archéologie de la Hte-Vienne*,
T. 28).

LEVESQUE (Dom). — *Annales ordinis Grandimontis
nunc primum edicti et in hanc epitomen
redacti, authore et collectore utrorumque
F. Johannes Levesque Trecensi priore Vil-
lemediano.* — Trecis apud Eustachium Re-
gnault, 1662.

MARTENE (Dom Edmond). — *Thesaurus novus anecdotorum*. Paris Florentini Delalane, 1720.

MÉMOIRE pour le sieur Barbou, seigneur de Monisme, contre M. de la Guérinière, abbé, chef et supérieur général de l'Ordre de Grandmont. — Limoges, Veuve Barbou, 1742.

NADAUD (Abbé). — Pouillé historique du diocèse de Limoges. Manuscrit du XVIII^e siècle. (*Bulletin de la Société d'Archéologie de la Haute-Vienne*, t. 53).

II. — Ouvrages Anciens

BONAVENTURE DE SAINT-AMABLE (R. P.). — *Histoire de saint Martial, apôtre des Gaules et notamment de l'Aquitaine et du Limousin*. Troisième partie en laquelle on traite des principales choses du Limousin depuis saint Martial jusqu'à nos jours. — Limoges, Antoine Voisin, 1685.

COUTUMES GÉNÉRALES DU HAUT-PAYS, CÔTÉ DE LA MARCHÉ. — Paris, Regnaut Chaudière, 1526.

FLEURY. — *Institution au droit ecclésiastique*. 2 vol. Paris, 1687.

HERMANT. — *Index universalis totius juris ecclesiastici*. — Paris, 1693.

LE POIX DE FRÉMINVILLE. — *Traité historique de l'o-*

rigine et de la nature des dixmes et des biens possédés par les Ecclésiastiques en franche aumône. Paris, 1762.

LOYSEL. — *Institutions coutumières.* 2 vol. Paris, 1846.

MABILLON (Dom). — *Annales Ordinis Sancti Benedicti.* Lucques Venturini, 1740.

THOMASSIN. — *Vetus et nova Ecclesiæ disciplina circa beneficia et beneficiarios.* Lyon, 1679.

III. — Ouvrages Modernes

ARBELLOT (Abbé). — *Les Ermites en Limousin.* Limoges. Ducourtieux, 1885.

AUFFRAY. — *Evolution du testament du v^e au xviii^e siècle* : Thèse. Paris, 1899.

AULAGNE (Abbé J.). — *La Réforme catholique du xvii^e siècle dans le diocèse de Limoges.* Paris. Honoré Champion, 1906.

AUTORDE. — *Histoire de la Marche : Mémoires du président Chollion (1635-1685).* Guéret. P. Amiault, 1886.

BARNY DE ROMANET. — *Histoire du Limousin.* Limoges. Barbou, 1822.

BESSE (Dom). — *Province ecclésiastique de Bourges. T. V. du Recueil historique des Archevêchés, évêchés et abbayes de France,* par Dom Baunier. Paris. Jouve, 1912.

- BONNÉLYE (F.). — *Chroniques de Geoffroy, prieur de Vigeois, depuis le règne de Robert jusqu'à 1184*. Tulle. Veuve Detournelle.
- BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE LA HAUTE-VIENNE de 1845 à 1913. — Limoges. Ducourtieux.
- CHAMARD (Dom F.). — Les abbés au Moyen Age. *Revue des questions historiques*. T. 38.
- CHÉNON (E.). — Etude sur l'histoire des Alleux en France. Paris, 1888.
- L'Eglise : dans Lavissè et Rambaud. *Histoire générale*.
- DENIS (Dom Paul). — Le cardinal de Richelieu et la Réforme des Monastères bénédictins. Paris. Honoré Champion, 1913.
- DUPLES-AGIER. — *Chroniques de Saint-Martial*, publiées d'après des manuscrits originaux. Paris, Veuve Renouard, 1874.
- ESMEIN. — Cours d'histoire du Droit Français. Paris. Larose, 1895.
- GLASSON (E.). — Histoire du Droit et des Institutions de la France, 7 vol. Paris. F. Pichon, 1891.
- GUIBERT (Louis). — Une page de l'histoire du clergé français au XVIII^e siècle : Destruction de l'Ordre et de l'abbaye de Grandmont. Paris. Honoré Champion, 1877.
- JOULLIETON. — Histoire de la Marche. 2 vol. Guéret. Betoullé, 1840.
- LAGUÉRENNE (René). — La juridiction du Chapitre

cathédral de Limoges. *Thèse*. Limoges. Perrette, 1913.

LECLER (Chanoine). — Vie du R. P. Ch. Frémon, réformateur de l'Ordre de Grandmont. Limoges, Ducourtieux et Gout, 1910.

— Histoire de l'abbaye de Grandmont. Limoges. Ducourtieux et Gout, 1911.

LEROY DE PIERREFITTE (Abbé). — Etude historique sur les monastères du Limousin et de la Marche. Guéret. Veuve Betoulle, 1863.

LEROUX. — Documents historiques concernant la Marche et le Limousin. Limoges. Ducourtieux, 1883.

LESNE (E.). — Histoire de la propriété ecclésiastique en France. Paris. Honoré Champion, 1909.

— L'origine de la Mense dans le temporel. Paris. Honoré Champion, 1912.

LEYMARIE (A.). — Les coutumes de Limoges. Limoges. M. Langle, 1839.

— Histoire du Limousin. 2 vol. Limoges, Barbou, 1844.

LUCHAIRE (A.). — Histoire des Institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens. Paris, 1890.

— La Société au temps de Philippe Auguste, Paris, 1892.

MARTIN (G.). — La Haute-Marche au XII^e siècle. Guéret, 1893.

MATER (A.). — L'Eglise catholique. Sa constitution,

son administration. Paris. Armand Colin, 1906.

MONTALEMBERT (Comte DE). — Les moines d'Occident, 5 vol. Paris, 1865-1874.

PÉNICAUT (Abbé G.). — L'idée de pauvreté chez saint Etienne de Muret. *Semaine Religieuse de Limoges*, 1902.

SENNEVILLE (DE). — Cartulaire d'Aureil et de Lartige. Limoges. Ducourtieux, 1900.

TEXIER (Abbé). — Essai historique et descriptif sur les émailleurs et les argentières de Limoges. Poitiers. de Saurin frères, 1843.

— Manuel d'épigraphie, suivi du Recueil des inscriptions du Limousin. Poitiers. Dupré, 1851.

VIOLLET (Paul). — Histoire des institutions politiques et administratives de la France. Paris, 1890.

— Précis sur l'Histoire du Droit français. Paris, 1893.

AVANT-PROPOS

Le touriste, qui visite pour la première fois les campagnes du Haut Limousin et de la Basse Marche, est frappé par l'immense quantité des étangs qu'il rencontre : au milieu des landes, au creux des vallons, entourés de collines, couvertes de bruyères ou d'ajones, ils étalent leurs eaux dormantes, souvent cachées par un mouvant tapis de nénuphars. La chaussée a belle allure ; droite, solide, formée de massifs quartiers de granit, fortement assemblés ; des chemins dallés escaladent les collines et conduisent aux villages pauvres et sales dont les maisons sont couvertes de chaume, mais bâties en pierres de taille, ainsi que les murs qui bordent les chemins et séparent les champs et les prés. L'aspect de ce paysage est quelque peu inattendu, et l'on s'étonne de voir, dans une contrée pauvre et aride, des traces d'un travail soigneux et attentif. Si l'on interroge les habitants, ils répondent : « Ce sont les Bonshommes de Grandmont qui ont fait cela autrefois. » Les bonshommes de Grandmont ! c'était le nom donné

aux moines de la puissante abbaye qui compta 149 maisons disséminées en 49 diocèses. Depuis 140 ans ils ont disparu de la contrée, mais leur souvenir y est demeuré vivace, et, pendant leur séjour de sept siècles aux confins de la Marche et du Limousin, ils ont transformé le pays et laissé des traces impérisables de leurs travaux. De l'Abbaye, chef d'Ordre, il ne reste rien, que quelques pans de muraille, et quelques pierres sobrement sculptées, mais innombrables sont les étangs, les chaussées, les écluses, les murailles, les chemins et les granges qu'ils ont bâtis.

Les historiens de la Marche et du Limousin ont eu souvent à parler de cette puissante abbaye, dont le nom revient à chaque page de l'histoire de ces provinces, à la vie desquelles elle a été intimement mêlée. Il nous a paru intéressant, en nous plaçant au seul point de vue juridique, d'étudier quelle avait été la condition de ces moines, sous quel régime s'étaient trouvés placés les biens qu'ils possédaient dans la France entière, et de faire de cette étude le sujet d'une thèse de doctorat. Notre maître M. Chénon, à qui nous avons soumis ce projet, a bien voulu nous encourager et nous aider de ses conseils.

La plupart des renseignements dont nous nous sommes servis ont été trouvés aux Archives départementales de la Haute-Vienne où le riche fonds de Grandmont n'a pas encore été complètement inventorié, ou puisés dans les annales de l'Ordre que

le Père Levesque Grandmontain du prieuré de Macheret au diocèse de Troyes, écrivit au xvii^e siècle, et que conserve la Bibliothèque municipale de Limoges. Pour ce qui est de la partie purement historique, nous avons simplement résumé les excellents ouvrages de Louis Guibert, le savant historien limousin, dont la mémoire est chère à tous les amis du passé de notre province, et de M. le chanoine Lecler qui, aux renseignements précieux fournis par ses livres, a bien voulu joindre les conseils de sa savante expérience.

Nous devons adresser l'hommage de notre reconnaissance à M. Petit, archiviste départemental de la Haute-Vienne, qui nous a guidé dans le choix des documents utiles, à travers le fonds particulièrement encombré des archives concernant Grandmont, et à MM. Caillet, conservateur, et Bouty, bibliothécaire, de la Bibliothèque municipale de Limoges, qui ont facilité nos recherches.

PREMIÈRE PARTIE

Aperçu Historique

CHAPITRE PREMIER

Les Origines

I. FONDATION DE L'ORDRE DE GRANDMONT

On croit généralement que l'Ordre de Grandmont fut fondé en l'an 1074 ou 1076, par saint Etienne de Muret. Présentée sous cette forme, l'assertion est inexacte, car elle semblerait faire supposer qu'en 1074 ou 1076, saint Etienne de Muret établit à Grandmont un ordre religieux qui prit le nom du lieu où il était fondé. Or ce n'est qu'en 1125, après la mort de son fondateur, que l'ordre établi par saint Etienne, natif de Thiers en Auvergne, s'ins-

talla à Grandmont ; il avait été fondé, 50 ans auparavant, à quelque distance de Grandmont, au lieu de Muret sur la paroisse d'Ambazac. En 1076 le fondateur de l'Ordre n'était qu'un ermite se retirant dans les bois pour mener une vie de pauvreté et d'austérité ; ses vertus attirèrent bientôt auprès de lui des disciples nombreux, qui contruisirent dans les bois de Muret des cellules autour de la sienne, et peu à peu s'aggrégèrent en ordre religieux, transformation qui était déjà accomplie au moment de la mort de saint Etienne.

II. SAINT ETIENNE DE MURET.

De nombreux biographes nous ont raconté la vie de saint Etienne. Il naquit vers l'an 1045, en Auvergne, dans la ville de Thiers. Il appartenait à une excellente famille noble, et son père, que certains auteurs nomment Guimard, était vicomte de Thiers ; il était encore tout jeune, lorsque son père le conduisit en Italie, où il tomba gravement malade. Guimard dut revenir seul en Auvergne, laissant son fils aux soins d'un compatriote, qui était un ami, saint Milon, archevêque de Bénévent. Le jeune Etienne resta douze ans auprès de saint Milon qui lui donna une forte éducation religieuse et le fit diacre. Pendant ces douze années il voyagea à travers l'Italie, et visita, un jour, en Calabre, un ermitage de cénobites, dont la vie solitaire, les austérités et les privations frappèrent vivement son imagination. Son plus vif désir fut, dès lors, de partager

leur vie. La question de savoir à quel ordre religieux appartenaient ces ermites calabrais est intéressante, car c'est probablement leur règle que saint Etienne donna, par la suite, aux ermites qui devaient se grouper autour de lui, dans les bois de Muret. Remarquons qu'au moment du voyage de saint Etienne en Calabre, le seul ordre religieux existant était celui qu'avait fondé saint Benoît sur le Mont Cassin. Il est donc permis de supposer qu'il s'agissait de moines bénédictins. Le P. Mabillon le dit positivement : « *Religiosa quaedam benedictorum congregatio* ». (Mabillon : *Annales Ordinis Sancti Benedicti*. T. V., p. 61). Mais le P. Levesque, dans ses annales de Grandmont, après avoir raconté la visite de saint Etienne aux ermites calabrais ajoute : « *Sed cujus ordinis fuerint incertum est.* » (Levesque. *Annales ordinis Grandmontis*, p. 61). Faut-il conclure de là qu'il s'agissait d'ermites n'appartenant à aucun ordre religieux et vivant en solitaires comme les anciens cénobites, ou bien que l'annaliste de Grandmont, dans son perpétuel souci de démontrer que l'ordre auquel il appartient est un ordre original et non une filiation d'un ordre antérieur, a soigneusement omis cette origine bénédictine ? Quoiqu'il en soit, saint Etienne, admirant beaucoup les ermites calabrais, et décidé à partager leur vie, partit pour la France afin de mettre sa famille au courant de ses projets. Quand il revint en Italie, quelques mois plus tard, il apprit à Bénévent la mort de saint Milon. Son éducateur spirituel dis-

paru, rien ne le retenait plus sur la Péninsule, et, modifiant son projet, Etienne se décide à revenir en France pour y fonder un ermitage à l'imitation de celui qu'il avait vu en Calabre. Il va, au préalable chercher l'approbation du Pape Grégoire VII.

« *A Romano pontifice (cui bene notus erat) devotissime petit ut ordinem quem in Calabria observari didicerat, in remissionem peccatorum (quae, ut reor, pauca erant) alicubi observare concederet.* » (Levesque, op. cit. p. 63).

Cette approbation, d'après le P. Mabillon (op. cit.), aurait été écrite, et il cite une bulle de Grégoire VII donnant à saint Etienne de Muret, avec la bénédiction pontificale, ses encouragements pour l'œuvre entreprise. Cette bulle déclare formellement que la maison que va fonder l'ermite est une filiale de saint Benoit ; c'est sans doute cette raison qui explique qu'elle n'a été citée par aucun des annalistes de Grandmont, ce qui a fait suspecter son authenticité, car les grandmontains ont eu toujours le souci de démontrer que leur ordre est absolument indépendant et le P. Levesque a cherché longuement à l'établir : *Ordo Grandimontis est specialis...* (Levesque, op cit., p. 57).

Saint Etienne est donc revenu en France ; il quitte l'Auvergne, cherchant un lieu qui conviendrait à la vie d'ermite qu'il se propose de mener. Aux confins de la basse Marche et du Limousin, le lieu de Muret lui parut convenable. Muret est situé dans les

replis des collines rocheuses et très boisées qui dominent le bassin d'Ambazac, à environ 20 kil. au nord-est de Limoges.

C'est là qu'il vécut, d'abord seul. Peu à peu les gens des environs apprirent à connaître ses vertus et son austérité, et s'habituèrent à le considérer comme un saint. Divers personnages viennent autour de lui, bâtissent des cellules et vivent dans le silence, la mortification et la prière ; ils se nourrissent des aumônes que leur font les paysans des environs, et se réunissent seulement de temps en temps pour prier en commun. Mais bientôt leur réputation grandit, on leur fait des dons de plus en plus nombreux et de plus en plus importants. Le nombre des ermites s'accroît, et l'on en envoie dans les environs, à Boisverd. Le pieux ermite et ses compagnons sont l'objet de la vénération de tous les habitants de la contrée qui viennent en foule les visiter. C'est alors que saint Etienne, prévoyant le danger que peut faire courir ce concours de fidèles, établit pour ses compagnons une règle sévère : silence absolu, sauf pendant quelques instants, pauvreté, mortification et, surtout, leur recommande avec insistance, de rester des solitaires, et de s'abstenir de toute fonction sacerdotale : confession, prédication, catéchisme, etc. En 1114 est consacrée l'église de Muret, mais les laïcs ne sont admis aux offices qu'à certains jours de fête, comme le Jeudi-Saint où les solitaires distribuaient le pain bénit, coutume qui s'est conservée jusqu'au XVIII^e siècle. La renommée des

Ermites grandissait toujours. Des grands : l'Impératrice Mathilde, Amélius de Montcocu, le seigneur de Rancon, les prenaient sous leur protection ; le Pape Calixte II envoie deux cardinaux les visiter. En 1224, à la mort de saint Etienne, un Ordre religieux est définitivement fondé, il est déjà en pleine prospérité, et les solitaires, confiants dans l'avenir, désignent un des leurs : Pierre de Limoges, pour succéder au saint fondateur.

III. LA PROSPÉRITÉ DE GRANDMONT.

L'année suivante, les moines augustins d'Ambazac, jaloux des rapides progrès des solitaires de Muret, vinrent leur chercher chicane, et envoyèrent contre eux une troupe de gens d'armes ; les solitaires ne résistèrent pas ; ils abandonnèrent Muret et se dirigèrent au nord-ouest, à travers une contrée accidentée et boisée, sur le versant méridional des monts de Sauvagnac, chaînon assez élevé des monts de la Marche ; un ange leur désigna, déclare l'annaliste de l'Ordre, l'endroit où ils devaient se fixer ; c'était à huit kilomètres environ de leur ancienne résidence, au lieu de Grandmont. Grandmont est aujourd'hui un village de la commune de Saint-Sylvestre, à 2 k. $\frac{1}{2}$ du bourg du même nom, à 25 k. au N. de Limoges, situé à une altitude de 600 mètres au pied des monts de Sauvagnac dont le point culminant est à 701 mètres, dans une région humide, froide et pauvre ; ce devait être au XII^e siècle, alors que la contrée était couverte d'épaisses fo-

rêts, et que, dans les replis des collines, s'étendaient d'immenses marais, un site particulièrement sauvage et désert, et c'est en effet l'aspect que nous dépeint Gérard Ithier qui fut prieur en 1190 et écrivit le *Speculum Grandimontense* :

« *Grandismons, inquit Gerardus, sub finem Speculi, locus est situs in montanis territorii lemovicensis, austerus et gelidus, infertilis, et scopulosus, nebulis ac ventis expositus, cujus aqua frigidior infirmitatem plus generat quam sanitatem... Omnis autem terra quae in confino illius loci habetur, vix potest sufficere ad ea quae sunt humanae vitae necessaria, nam vineae arboresque fructiferae gelu vel nebulis ut plurimum, infertiles redduntur et infructiferae. Hunc locum indicavit Dominus solitarium, aptumque pœnitentiae, in quo qui permanent asperam ducentes vitam incedunt per arduam viam quae ducit ad vitam.* (Levesque, op. cit., p. 95 et 96).

Les solitaires de Grandmont allaient transformer cette contrée ; au bout de quatre siècles d'un patient labeur de culture, d'assainissement et de défrichage, la région n'avait plus cet aspect désolé que dépeint Gérard Ithier. Le F. Pardoux de la Garde qui écrit au *xvi^e* siècle, peut dire de Grandmont : « *Grandmont est au pays et contrée de la Marche entre Lymosin et Poictou diocèse de Limoges, quatre lieues distant de laditte ville, il est assiz en bas lieu entre grandes montaignes hautes à merveille et fort pénibles à monter, et esloigné de grand chemin*

une bonne lieue, et combien qu'il soit pays fort estrange et solitaire, ce nonobstant, le lieu est singulier, très dévot et plaisant, veu le pays et le lieu où il est situé et assiz (Cité par Louis Guibert. Destruction de Grandmont).

Le lieu solitaire où les Ermites de Muret s'étaient établis était, on le voit, bien choisi pour mener l'existence de mortification que leur fondateur leur avait recommandée et pour parcourir, suivant l'expression de Gérard Itier, la route âpre et rude qui conduit à la vie éternelle. Leur réputation de sainteté les suivit dans leur nouvelle résidence, et même des miracles se produisirent sur le tombeau de saint Etienne, attirant chaque jour une foule considérable de pèlerins. Ce concours immense de fidèles, venant implorer saint Etienne, et apportant à Grandmont leurs présents, risquait de détourner les solitaires de la rude règle que leur avait donnée leur fondateur. Le prieur le comprit, et, se plaçant devant le tombeau du saint, il lui adressa une ultimatum trop beau dans l'admirable foi naïve qu'il nous révèle pour que nous résistions au désir de le citer tout entier.

« Veniens ad sepulchrum hominis Dei ante altare ei, tanquam si viveret, ita locutus est : — Serve Dei, tu ostendisti nobis paupertatis viam, et toto conamine tuo docuisti nos incedere per eam, nunc vero de arcta et ardua via quae ducit ad vitam ad latam et spatiosam quae ducit ad mortem tuis nos vis mi-

raculis revocare, praedicasti solitudinem nunc in solitudine fora nundinasque vis congregare, non ducimur curiositate ut tua miracula videre velimus, satis tuæ credimus sanctitati, cave igitur ne de cetero miracula facias quae tuam extollant sanctitatem et nostram destruant humilitatem, non sic tuae laudis provideas ut nostrae immemor sis salutis. Hoc tibi praecipimus, hoc a tua poscimus charitate, quod si aliter feceris, dicimus tibi et, per obedientiam quam tibi promisimus, constanter tibi asserimus quod tua ossa inde extrahemus et spargemus in flumen. » (Levesque, op. cit., p. 100 et 101).

Nous ne savons pas si le saint obéit à cette énergique mise en demeure, en tout cas l'Ordre ne cessa de prospérer, et jamais il ne connut une période aussi glorieuse que celle qui s'étend sur les années qui suivirent la mort de son fondateur. Les disciples accourent en foule à Grandmont et acceptent la dure et sévère règle de saint Etienne.

Des maisons (*cellæ*) se fondent un peu partout. Sous le 3^e prieur, il y en avait 60, sous le 4^e 88. En 1164 fut fondée aux portes de Paris la maison de Vincennes qui devait devenir une des plus importantes de l'Ordre. L'Ordre se répand même hors de Francs : 3 *cellæ* sont fondées en Angleterre, une en Navarre. Les Grands et les Puissants, laïques ou ecclésiastiques, rivalisent à qui comblera le plus de ses faveurs les religieux de Grandmont. Amélius de Montcoeu, seigneur de la région, leur avait fait don

de tous les bois de Grandmont où ils étaient venus s'installer. L'Impératrice Mathilde leur envoya une superbe dalmatique, encore conservée dans l'église d'Ambazac. Les Papes Urbain II, Adrien IV. Lucius III, et Alexandre III approuvèrent la règle de l'Ordre et confirmèrent ses privilèges.

« *Hanc regulam tam Urbanus quam Adrianus Alexander III ac Lucius III confirmaverunt.* » (Gallia Christiana nova II, p. 646). Amaury I, roi de Jérusalem, leur donne en 1174, un fragment de la Vraie Croix. Mais le grand protecteur de Grandmont ce fut le roi d'Angleterre Henri II ; il vint souvent au Prieuré où il s'était fait bâtir une résidence que l'on appela depuis l'Angleterre : il partageait la vie des religieux, mangeait au réfectoire, s'entretenait familièrement avec le Prieur qu'il appelait son ami. C'est à Grandmont qu'en 1182 il eut une entrevue avec son fils révolté, Henri au Court Mantel. C'est à Grandmont qu'il acheta en 1177, à Audebert I le comté de la Marche, et qu'il reçut le serment et l'hommage des barons et écuyers de cette province. Il fonda plusieurs maisons et envoya à Grandmont 800 chariots de plomb pour couvrir les bâtiments.

Cette prospérité de l'Ordre, ces dons qu'il reçoit de toute part, cette faveur si marquée de hauts personnages illustres et puissants ne diminuaient cependant ni la vertu des religieux, ni la simplicité de leur vie, ni l'indépendance de leur caractère.

Menant sur les hauteurs boisées de Grandmont la rude existence de laboureurs, défrichant et assainis-

saint la contrée, soumis à la règle sévère de saint Etienne, les solitaires conservent leur réputation de saints et l'on pense que leurs prières sont toutes puissantes auprès du Seigneur. Henri II sur le point de faire naufrage rassure ses compagnons en leur disant qu'à la même heure ses frères de Grandmont doivent prier pour eux et qu'ils ne peuvent périr.

« *Eamus audacter, quia fratres Grandimontenses, in quorum orationibus confidimus, media nocte ad orandum pro nobis surrexerunt ad matutinas et nullo modo possumus perire, ipsis fratribus vigilantibus et pro nobis orantibus.* » (Levesque, op. cit., p. 105).

Leur charité, la simplicité de leur vie laborieuse et mortifiée leur valent le nom de Bonshommes qu'ils ont toujours conservé. Dès 1156 Henri II d'Angleterre leur donne ce nom dans la Charte de fondation de la Haye d'Anger. Dom Martène écrit dans son *Thesaurus novus anecdotarum* : « *Grandimontes ob singularem pietatem et mirandam simplicitatem Boni Homines dicti sunt* (D. Martène. *Thesaurus novus anecdotorum* I. 116).

Malgré les dons qu'ils reçoivent, ils restent pauvres, ils n'avaient à cette époque ni revenu, ni rente et vivaient de charités, distribuant autour d'eux les dons qu'ils recevaient ou les employant à rehausser les cérémonies sacrées, ils conservaient la simplicité la plus austère dans les bâtiments qu'ils édifiaient. C'est ce caractère de simplicité qui distinguait leur

église consacrée par les archevêques de Bourges et de Bordeaux en 1165 ou 1166.

Nous avons vu qu'Henri II avait comblé Grandmont de ses faveurs ; cela n'empêcha pas les Bonshommes de conserver, à son égard, leur indépendance et leur dignité. Louis Guibert rappelle que, malgré ces liens d'amitié, les Grandmontains protestèrent contre le meurtre de Thomas Becket. Le Prieur renvoya sur le champ, tous les ouvriers que le Roi entretenait à Grandmont, et lui écrivit une lettre de protestation que cite l'Historien de Grandmont, et où se marque sous des phrases un peu diffuses et pompeuses, une vive indignation, en même temps qu'une grande compassion pour le roi coupable.

A la fin du XII^e siècle des religieux grandmontains furent envoyés à Cologne pour recueillir les reliques des compagnes de sainte Ursule. Ils écrivirent leur Itinéraire, véritable chef-d'œuvre de foi ardente, de grâce et de poésie, qui a été publié en 1851 par l'abbé Texier dans son manuel d'Epigraphie.

CHAPITRE II

Dissensions et Querelles. — Réforme de Jean XXII

I. LES QUERELLES DU XIII^e SIÈCLE.

Cette période de prospérité et de vie humble et édifiante ne devait pas durer longtemps. Pendant tout le xiii^e siècle et au début du xiv^e, l'Ordre de Grandmont fut troublé par les dissensions et les querelles. La plus grave, celle qui s'éternisa pendant un siècle et demi, et qui faillit amener la ruine complète de l'Ordre mit aux prises les Clercs et les Frères Convers. Saint Etienne, voulant détacher ses disciples des biens de ce monde avait décidé, dans sa Règle, que tous les soins du temporel devaient être confiés aux Convers, et que les Clercs n'y auraient aucune part. Cette disposition ne paraît pas avoir eu de conséquences fâcheuses tant que l'Ordre est resté pauvre. Les frères laïcs, chargés de recevoir

les aumônes journalières dont vivait la communauté, ne songèrent pas, dans les premiers temps, à exagérer l'importance de leur rôle.

Mais, bientôt, les richesses augmentent et nécessairement leur accroissement rehausse la fonction de leurs administrateurs. Les convers qui ont à s'occuper de biens temporels considérables, en arrivent naturellement à trouver qu'ils sont plus utiles à la communauté que les Clercs qui passent leur vie à prier et à se mortifier. Ils prennent la direction du Prieuré, et vont bientôt vouloir intervenir dans les affaires spirituelles de l'Ordre. Les Clercs forts de leurs privilèges résistent, et la lutte s'engage.

En 1185 les Convers, dont le nombre dépasse de beaucoup celui des Clercs, se révoltent ouvertement. Ils s'emparent du 6^e prieur, Guillaume de Traluniac, le traînent en prison, puis, ayant réuni un Chapitre schismatique, ils le déposent et mettent à sa place un des leurs, Etienne. Maîtres de la place, les Convers tyrannisèrent leurs adversaires, et un grand nombre de religieux durent quitter le couvent pour se mettre à l'abri des persécutions dont ils étaient menacés. Le Prieur parvint à s'enfuir de sa prison et deux cents clercs et treize laïcs le suivirent jusqu'à Rome :

« *Grandimontes gravi dissentione periclitantur ita quod Willelmus prior cum ducentis clericis et XIII laicis de domo sua prosilens, Rome obiit peregrinus* » Duples Agier. Chronique de saint Martial, p. 62.)

Il ne semble pourtant pas qu'en quittant Grandmont Guillaume de Trahinia se soit immédiatement rendu à Rome. Le P. Levesque nous dit en effet, qu'il alla chercher secours auprès de Philippe-Auguste, et que le Roi de France essaya d'apaiser le conflit, en établissant une convention entre les Clercs et les Convers, mais que cette convention échoua parce qu'elle favorisait trop de clercs.

« *Guillelmus expulsus iit Parisios ubi, in praesentia Regis Philippi et baronum suorum, facta fuit quaedam conventio inter clericos et conversos... Paulo post (quia in quibusdam articulis favebat clericis) advenientium aliorum conversorum factione, major quam antea seditio exorta est.* » (Levesque, op. cit., p. 156).

Dom Martene a publié cette convention dans le premier volume de son *Thesaurus novus Anecdotorum*. Il ne paraît pas que Philippe-Auguste ait fait autre chose que consacrer le pouvoir spirituel des Clercs, et la suprématie du prieur canoniquement élu. L'échec de cette convention doit s'expliquer pour d'autres raisons. Comme l'a montré Louis Guibert, une autre querelle s'était greffée sur celle des Clercs et des Convers, c'était la querelle des Frères Anglais et des Frères Français que le F. Pardoux de Lagarde appelle *Fratres Gallici* et *Fratres Anglici*. Grandmont était situé sur les possessions du Roi d'Angleterre ; et le parti français voulait transporter le chef d'Ordre, avec toutes ses prérogati-

ves, à Vincennes, qui dépendait du domaine de Philippe-Auguste, or le compromis fait par les Clercs et les Convers en présence du Roi de France a eu lieu à Vincennes et Philippe-Auguste était tout disposé à accéder aux désirs du parti français, mais la grande majorité des maisons de Grandmont étaient situées en territoire anglais, et l'échec de ce compromis s'explique par les préventions du parti anglais contre le roi de France.

Quoiqu'il en soit, Guillaume de Trahinia ne fut pas plus heureux à Rome où il alla mourir. Le Pape Clément III, dans une bulle citée dans la *Gallia Christiana nova* (T. II, Instrum, col. 92) déposa les deux prieurs et donna mission au Chapitre général d'en nommer un autre. Ce fut Gérard Ithier qui fut élu et accepté par tous les partis. Avec lui l'Ordre de Grandmont connut quelques années de calme. Gérard Ithier obtint la canonisation de saint Etienne de Muret, et écrivit le *Speculum grandimontense*.

Mais, quelques années plus tard, les querelles devaient renaître plus vives qu'auparavant. A maintes reprises le Pape dut envoyer à Grandmont des délégués apostoliques, qui essayèrent vainement de rétablir la paix. Le Saint Siège promulgua de nombreuses bulles, réglémentant la vie intérieure de l'Ordre, mais elles ne furent pas exécutées.

Bientôt les envoyés du Pape pensèrent que la paix ne pourrait renaître dans l'Ordre qu'en supprimant Grandmont et en unissant ses maisons à un autre ordre. Citeaux par exemple. Honorius III

donne aux Grandmontains un dernier avertissement, et ne leur cache pas que s'ils n'en tiennent pas compte, la disparition de l'Ordre suivra : « *Pro certo scituri quod si salubribis monitis nostris damnabili temeritate contemptis, pertubare vos ipsos et scandalizare alios praesumetis per jurgia consueta, nos vineam Domini, ecclesiam scilicet Grandimontis, curabimus aliis locare agricolis, qui opportunum fructum temporibus suis reddant, vobis digne datis in dispersionis opprobrium, ut quibus culpa vestra fuit scandalum poena sit in exemplum.* » D. Martene. op. cit., T. I., col. 883).

A la suite de cette énergique menace la paix semble, pendant quelques années, revenir à Grandmont. Malheureusement l'Ordre épuisé par toutes ces dissensions et ces querelles, avait de pressants besoins d'argent. En 1217 le Prieur fait appel aux maisons de l'Ordre pour leur réclamer des subsides. En 1240 le Prieur, Jean d'Aquila, décide que chaque celle devait lui venir en aide pour faire face aux charges nombreuses dont tout l'Ordre était obéré notamment à une dette contractée envers des marchands romains. (Levesque, op. cit., p. 229). En 1247 on fixe à 1800 sols tournois la somme que chaque celle doit payer annuellement au chef d'Ordre.

D'ailleurs, les querelles entre Convers et Clercs, entre Anglais et Français ont recommencé. Le Prieur ne peut plus faire respecter son autorité. Il est facilement déposé et remplacé par un intrus, ou

bien sa conduite est dénoncée au Pape ; on l'accuse des fautes les plus graves, et Rome doit désigner des délégués apostoliques pour enquêter sur les faits qui lui sont révélés. Ces délégués envoyés en 1237 pour faire une enquête, sur la conduite du Prieur Elie d'Arnaud, s'aperçurent que les plaintes des frères étaient fondées, et par une sentence rendue à Tours en 1238, ils le déposèrent, mais Elie d'Arnaud résista, fit emprisonner les délégués du Pape, et partit pour Rome afin de plaider lui-même sa cause. Il y mourut en 1240, avant d'avoir été entendu (Levesque, *op. cit.*, p. 226.

En 1282 nouvelles plaintes contre le Prieur Pierre de Caussac qui est déposé par les trois visiteurs de l'Ordre, mais qui parvint à démontrer que les accusations portées contre lui étaient mal fondées, obtint que tout ce qui avait été fait contre lui fût annulé, et que le Prieur qui avait été nommé à sa place se retirât volontairement.

En même temps que diminuait l'obéissance envers les Prieurs, les vertus de l'Ordre s'affaiblissaient, la sévère règle de saint Etienne avait reçu des mitigations nombreuses et importantes : l'heure des matines avait été reculée, l'usage de la viande s'était introduit dans l'ordinaire des frères.

Cependant pendant ce ^{xiii}^e siècle, durant lequel Grandmont a été agité et déchiré par les querelles intestines, il a reçu encore des marques de sympathie de la part de puissants personnages : Grégoire IX confirma ses privilèges. En 1306 Clément V

vint visiter Grandmont. A l'exemple de Henri II, Richard Cœur de Lion comble l'Ordre de ses bienfaits, si bien que le P. Levesque l'appelle : « *Ricardus secundus rex Angliae Ordinis Grandimontis mæcenas* (p. 189).

Mais le nombre des frères diminuait ; ils étaient près de 1200 au début du XIII^e siècle et à peine 900 à la fin.

II. RÉFORME DE JEAN XXII.

Au début du XIV^e siècle Grandmont semble avoir retrouvé le calme et reçoit dignement le Pape Clément V. Malheureusement un schisme très grave allait bientôt déchirer l'Ordre. En 1315, Grandmont était gouverné par le Prieur Jourdan de Rapistan dont la conduite privée laissait fort à désirer. Les visiteurs de l'Ordre le déposèrent et l'on choisit à sa place le correcteur de la Celle de Louye : Elie d'Adhémar. Mais Jourdan qui, d'après le P. Levesque, était soutenu par le Roi de France Louis X, résista, il s'enferma à Grandmont avec des gens d'armes et son successeur ne put y pénétrer, il se retira alors à la Celle du Chatenet, près Limoges. L'Ordre était ainsi divisé en deux partis et chaque prieur se mit à destituer et à excommunier les dignitaires nommés par l'autre. Cette crise nous est rapportée en ces termes par le Chroniqueur de saint Martial :

« *Anno domini Mccc^o xv erat quidam prior qui*

vocabatur frater Raymondus (1) de Rapistagno in prioratu Grandimontensi qui, ut dicebatur, erat prave vite et conversacionis et dilapidator bonorum dicti prioratus et aliorum domorum et omnes fratres Ordinis vel quasi insurrexerunt contra ipsum et fecerunt inquestam Lemovicis contra ipsum et, ipsi elegerunt inter se alium priorem, videlicet Heliam Ademari, et non potuit intrare apud Grandimontem quia alter prior erat infra dictam domum, cum armis, et Dominus Prior novus moratus fuit apud Chastanet (Duples Agier, op. cit., p. 183).

Une intervention du Pape était nécessaire pour sauver Grandmont de sa perte définitive. Jean XXII le comprit et en 1317 après avoir déposé les deux prieurs rivaux, il réforma complètement l'Institut de saint Etienne. Jean XXII, si l'on en croit le P. Levesque, avait été religieux de Grandmont, sinon au chef d'ordre du moins à la celle de Défens au diocèse d'Agen, dont il aurait été correcteur. Il était donc au courant des maux dont souffrait l'Institut de saint Etienne. Et sa bulle du 15 décembre 1317 dont le texte se trouve dans les Annales de Grandmont (p. 257) va essayer d'apporter les premiers remèdes. Le Souverain Pontife comprit que la discipline, l'ordre et la prospérité ne pouvaient être assurés que par un chef possédant un pouvoir suffisant sur les religieux. Le monastère de Grandmont

(1) Tous les autres textes parlent de Jordanus de Rapistagno.

est donc transformé en abbaye qui sera désormais gouvernée par un abbé.

Les Celles sont trop nombreuses et trop dispersées, avec un nombre trop restreint de religieux, et des ressources insuffisantes. On en conserve seulement 39 sur 140 et elles sont érigées en prieurés conventuels, les autres sont supprimées ou unies à ces prieurés et à l'abbaye chef d'Ordre dont la suprématie est très nettement marquée.

Le couvent de Grandmont doit compter 60 religieux au lieu de 40, non compris les Convers dont le nombre demeure indéterminé.

L'élection de l'abbé qui n'appartiendra qu'aux 60 clercs du chef d'Ordre est très minutieusement réglementée, ses pouvoirs ainsi que ceux des prieurs nettement définis.

Chaque année, le lundi qui précède l'Ascension, doit se réunir le Chapitre Général de l'Ordre qui forme l'assemblée délibérante et qui choisira huit définiteurs dont la mission consistera à contrôler l'observation de la Règle de saint Etienne.

La bulle fut reçue et acceptée sans difficulté. Quelques additions y furent apportées postérieurement par Clément VI en 1347 et par le Chapitre Général de 1368 pour régler quelques points particuliers.

III. RÉSULTATS DE LA RÉFORME.

Ces sages réformes eurent d'heureux résultats, l'ordre et la discipline ne furent plus troublés à Grand-

mont et l'institut de saint Etienne redevint célèbre par ses vertus. Les grands travaux de défrichement étaient achevés, les terres étaient aux mains de tenanciers qui les cultivaient sous la protection de la puissante abbaye. Les religieux de Grandmont pouvaient s'adonner aux travaux intellectuels et, à cette époque, l'Ordre est illustre par sa supériorité dans le domaine des lettres et des sciences. Le P. Levesque nous dit qu'au ^{xiv}^e siècle on a peine à trouver des frères qui ne soient pas bacheliers ou licenciés en droit canon : « *Hoc autem sæculo quarto (1) vix ulli nominantur fratres quibus non adjungatur titulus baccalaurei vel licenciati in decretis* (Levesque, op. cit., p. 338).

Malheureusement, si les études étaient florissantes, si la paix intérieure était revenue, l'Ordre eut à souffrir, à cette époque, fort cruellement de la Guerre de Cent ans. Après la défaite de Jean Le Bon à la bataille de Poitiers, les Anglais étaient maîtres incontestés de la plupart des provinces où les Grandmontains avaient des établissements. Le roi Edouard, en 1363, témoigna à Grandmont sa bienveillance en lui concédant de nouveaux privilèges et en ratifiant ceux que l'Ordre devait à ses prédécesseurs. Mais en 1370 la guerre recommença dans la région. L'abbaye fut ravagée de fond en comble, et le bourg de St-Sylvestre, dans la paroisse duquel elle se trouvait située, eut particulièrement à souffrir.

(1) Le quatrième depuis la fondation de l'Ordre.

frir de ces ravages. Les autres prieurés ne furent pas non plus épargnés, et un religieux grandmontain, chanta en vers français, malheureusement perdus, les malheurs des temps (Levesque, op. cit., p. 312).

En 1383 Grandmont était encore occupé par les troupes qui tenaient garnison en Limousin si bien que le nouvel abbé Ramnulphe ne put pénétrer dans l'Abbaye et qu'il dut se retirer au prieuré de Bois Rayer, près de Tours, où il mourut.

On comprend que l'Ordre fut affaibli par de tels désastres et que l'abbaye si cruellement éprouvée réclamât des subsides aux prieurés qui n'avaient pas souffert des ravages de la guerre :

« Les guerres et malheurs du temps avaient tellement appauvri ce monastère qu'il fallait envoyer le Procureur pour recevoir les pensions des priorés et que faute de vivres et d'aliments on laissait les divers offices et il fallait loger là des soldats pour garder la maison. » (Bonaventure de St-Amable. Histoire de saint Martial, T. III, p. 672).

Le nombre des religieux diminuait toujours. Au lendemain de la réforme de Jean XXII ils n'étaient plus que 712, non compris les convers ; la répartition qu'en donne le P. Levesque est intéressante à connaître :

Prieurés	Diocèses	Nombre de Frères	Prieurés	Diocèses	Nombre de Frères
Grandmont.....	Limoges.....	60	<i>Report.</i>		361
Le Chatenet	Limoges.....	18	Bois de Vincenne....	Paris.....	16
Epoisse.....	Châlons-s-S. 16		Raroi	Meaux	16
La Faye de Nevers...	Nevers	18	Puy-Chevrier.....	Poitiers.....	18
Vieuxpou.....	Sens	16	La Vayolle.....	Poitiers.....	18
Dixmonts	Sens	16	La Quarte.....	Poitiers.....	18
Châteauneuf-sur-Cher	Bourges.....	18	Bois-d'Allonne	Poitiers.....	16
Villiers	Tours.....	16	Bandouille	La Rochelle.	16
Bois-Rayer.....	Tours.....	18	Sermaize.....	Saintes....	16
Pommier-Aigre.....r.	Tours.....	15	Gavry.....	Saintes.....	16
La Haye-d'Ager.....	Anger	14	Ravaux	Angoulême.	20
Mounes.....	Anger	14	La Faye de Jumilhac.	Périgueux ..	22
Montguyon.....	Le Mans.....	14	Francœur	Cahors.....	22
Bercey.	Le Mans.....	14	Défens	Agen	16
Chenegallon	Sééz.....	16	La Garrigue	Agen	22
Beaumont-le-Roger..	Evreux.....	14	Pinel	Toulouse....	14
Grandmont-l ^{es} . Rouen	Lisieux.....	14	Mont-Herbedon....	Montpellier..	17
Boulogne.	Blois.	16	Vaye	Le Puy.....	18
Louye	Chartres. . .	18	Chavanon.....	Clermont....	18
Le Mesnel.....	Paris	16	Saint-Michel.....	Lodève.....	14
Total..		361	Macheret.	Troyes.....	18
			TOTAL		712

CHAPITRE III

La Commende et la Réforme du XVII^e siècle

1. LA COMMENDE.

Malgré la défense formelle du fondateur de l'Ordre, la Commende avait envahi certaines maisons de Grandmont, mais l'Abbaye elle-même avait évité longtemps ce malheur qui donnait à un clerc séculier la direction des religieux et contribuait à l'appauvrissement des monastères, au relâchement de la discipline et à la diminution des vertus monastiques. C'est en 1471 que Louis XI décida de donner en bénéfice l'Abbaye de Grandmont à un séculier, le cardinal de Bourbon. L'abbé Guillaume de Fumel, qui avait d'abord consenti à résigner ses fonctions aux mains du dignitaire choisi par le Roi, essaya ensuite de résister mais dut céder à la pression de Louis XI et du Pape qui accepta de priver Grandmont de la plus précieuse de ses franchises, le droit d'élire son abbé. Voici d'après Bonaventure

de Saint Amable comment les choses se passèrent :

« L'an 1471 arriva le joug fascheux des abbés commendataires; même du vivant de l'abbé. Car Guillaume, ayant promis à Jean de Bourbon duc d'Auvergne de résigner le titre de son Abbaïe ez mains du Pape, en faveur de Charles de Bourbon son frère, archeveque de Lyon, et refusant d'accomplir cela au jour assigné, le même Duc de Bourbon, à Tours en la cour de Louis onzième, impétra un mandement pour prendre le temporel dudit monastère et Abbaïe et de comparoitre en personne ce qu'il fit mais ses adversaires empeschèrent qu'il ne se présentât devant le Roy, il mit donc un procureur pour résigner l'Abbaïe de Grandmont que l'archeveque de Lyon prit en commende. » (Bonaventure de St-Amable, op. cit. p. 467).

Le cardinal de Bourbon se contenta de toucher les revenus de l'Abbaye, il ne vint jamais à Grandmont dont il prit possession par procureur ; il nomma le prieur de Vaye vicaire général et ce dernier tint en 1473 un Chapitre Général où se discuta la réforme du costume religieux.

Les effets habituels de la Commende ne se firent pas immédiatement sentir à Grandmont, grâce à la sollicitude et à la vigilance du 3^e abbé commendataire, le cardinal Brignonnet, qui s'occupa fort sérieusement des intérêts de son abbaye, il visita, ou fit visiter, les monastères de l'Ordre et s'efforça de les relever des ruines accumulées par la guerre de

Cent Ans. Il tint en 1496 un important Chapitre général. La même année, il fit faire par ses notaires le démembrement des domaines de l'Abbaye, avec les reconnaissances des tenanciers. Il se préoccupa surtout de raffermir les vertus monastiques, et de décider les religieux à accomplir convenablement leurs fonctions spirituelles ; il ne vécut malheureusement pas assez et, sous ses successeurs, l'Ordre accuse une décadence très marquée. Les effets funestes de la Commende sont multipliés, car en 1515 le pape Léon X fait avec François I^{er} le concordat de Bologne qui accorde au Roi de France le droit de présenter des candidats pour les abbayes et les prieurés conventuels. A partir de ce moment, les prieurés furent le plus souvent pourvus de prieurs commendataires et, bien que les abbés aient nommé dans chaque maison, des sous-prieurs réguliers, cette transformation eut de fâcheuses conséquences.

« A la mort de François de Neufville on ne comptait plus que huit religieux à Grandmont, les bâtiments conventuels, les voûtes des églises, les cloîtres, les maisons abbatiales elles-mêmes menaçaient ruine, les titres étaient épars dans les appartements et le grand monastère offrait l'image de la solitude et de la désolation » (Louis Guibert : Histoire de la Destruction de Grandmont, p. 93).

En 1516, François I^{er} confirme les privilèges de l'Ordre ; c'est le dernier document officiel qui soit rédigé en latin.

Henri III, par l'ordonnance de Blois, en 1579, rendit aux abbayes chefs d'ordre de Cîteaux, de Cluny, des Chartreux et de Grandmont le droit de choisir leur abbé. La commende fut ainsi supprimée et l'abbé commendataire, François de Neufville, se soumit à l'élection. Il fut ainsi le premier abbé régulier dont l'élection devait être confirmée par le Pape et par le Roi.

La commende avait eu, nous l'avons vu, des effets déplorables et l'Annaliste en constatant qu'elle disparaît à la fin du V^e siècle de la fondation de l'Ordre, souhaite ardemment que Grandmont soit à jamais débarrassé de ce fléau redoutable :

« Et hic absolvitur sæculum a fundato Grandimontense ordine quintum, ex duro commendatorium jugo, ferreum et adamentum cognominatum, quod ita finitum esse precor ut nunquam possit renovari, amen ». (Levesque, op. cit., p. 379).

II. LES GUERRES DE RELIGION.

Bien qu'ayant recouvré ses antiques franchises, Grandmont ne devait plus retrouver sa prospérité d'autrefois et, malgré les efforts qui furent tentés au xvii^e siècle pour rétablir la discipline et les vertus monastiques, bien que l'Ordre ait été administré alors par une série d'abbés intelligents, actifs et vertueux, l'institut de saint Etienne donne des signes évidents d'une décadence profonde et irrémédiable. Les dissensions et les querelles n'étaient pas

éteintes. Il y eut en 1596, une lutte interminable entre les partisans de François Marraud élu régulièrement par les frères et ceux de François d'Auberoche qui était soutenu par Henri IV.

D'autre part, l'Ordre eut à souffrir cruellement des Guerres de Religion. Les troupes de huguenots commandées par Saint-Germain-Beaupré s'emparèrent de Grandmont qu'ils dévastèrent de fond en comble ; le tombeau de l'archevêque de Lyon Aymeri, fut profané et pillé, et les Huguenots tinrent garnison dans l'abbaye, jusqu'en l'année 1604 : L'abbé Rigaud de Lavour aidé de gens d'armes de sa maison dut livrer un combat meurtrier pour les en chasser, et pénétrer ans l'Abbayé.

« *Itaque anno 1604 pax a Grandimontensi cenobio diu exul rediit dum Rigaldus, nobilium fratrum suorum dominorum Castri de Lavour armis et auxilio, copias San Germani ibidem residuas expulit, non sine magna ex utraque parte hominum caede, ipsius que Abbatis vitae periculo, (1) (Levesque, op. cit., p. 391).*

Rigaud de Lavour, ayant ainsi triomphé des usurpateurs, s'efforça de restaurer l'Ordre et de remédier aux maux innombrables causés par la Commende, les dissension et les guerres civiles. Sous

(1) Ce passage de l'annaliste de Grandmont est traduit littéralement par Bonaventure de Saint Amable dans son Histoire de Saint-Martial. T. III, p. 813.

ne se séparèrent du reste jamais de la grande famille Grandmontaine à laquelle ils restèrent, au contraire, étroitement unis (1).

IV. LA DÉCADENCE DE GRANDMONT.

Malheureusement, comme le fait très justement observer Louis Guibert, cette entreprise si louable, au lieu de sauver l'institut de saint Etienne, ne fit qu'accélérer sa décadence :

« Elle attira, en effet, à elle tous les sujets de quelque valeur, qui entraînent dans les maisons de l'ancienne observance et qui auraient pu, disséminés dans ses monastères, y entretenir la régularité, la piété et l'amour de l'étude. Elle acheva ainsi d'épuiser l'Institut et, comme elle n'eut jamais de son côté un assez grand nombre de membres pour former un corps d'une certaine importance, elle fut, au sein de l'ordre, une nouvelle cause de dépérissement et de faiblesse au lieu de lui apporter des éléments de vie, de force et de prospérité. (L. Guibert, op. cit., p. 105).

Pendant ce temps, l'Ordre de Grandmont continuait, en effet, à être tiraillé par les dissensions et les querelles. L'élection de l'abbé de Chaveroche faillit créer un schisme en 1654. En 1678, l'élection de son successeur, Alexandre Frémon amena un nouveau conflit : deux partis, celui des frères limousins

(1) On peut consulter sur la réforme de Grandmont au XVII^e siècle l'excellent ouvrage de M. le chanoine Leclerc : *La vie du R. P. Ch. Frémon.*

dans quelques maisons, sinon dans l'Ordre tout entier, un esprit plus conforme aux maximes de saint Etienne de Muret. Il aurait été difficile de restaurer dans sa rigueur primitive, la règle du fondateur de l'Ordre et le P. Frémon n'y songea pas, mais il aspirait à plus de pauvreté, à plus d'humilité, à plus de discipline et à plus de mortification, il fit à Paris de fortes études de théologie et sut intéresser à son projet le Cardinal de Richelieu qui se préoccupait, à cette époque, de la réforme des monastères (1). C'est sans doute le puissant Cardinal qui pesa sur l'abbé Barny pour le décider à encourager cette tentative. Le P. Frémon obtint donc au Chapitre de 1643 l'autorisation de tenter sa réforme. Nommé au Prieuré d'Epoisse, au diocèse de Dijon, il partit avec un seul religieux qui consentait à s'associer à son projet. D'abord mal accueilli, il finit par faire adopter par son Prieuré, la règle de saint Etienne, mitigée par Innocent IV. Quelques maisons, dont les deux importants prieurés de Louye et de Macheret, adoptèrent cette règle. En 1650 une maison fut fondée à Thiers, la patrie du fondateur de l'Ordre, et c'est là que mourut D. Ch. Frémon, en 1689. Les Religieux de l'Etroite Observance dont les vertus et les mortifications rappelaient celles des Bons hommes des premiers temps

(1) Voir Abbé Aulagne: *La Réforme Catholique au XVII^e siècle dans le diocèse de Limoges* et Dom Paul Denis: *Le cardinal de Richelieu et la réforme des monastères.*

ne se séparèrent du reste jamais de la grande famille Grandmontaine à laquelle ils restèrent, au contraire, étroitement unis (1).

IV. LA DÉCADENCE DE GRANDMONT.

Malheureusement, comme le fait très justement observer Louis Guibert, cette entreprise si louable, au lieu de sauver l'institut de saint Etienne, ne fit qu'accélérer sa décadence :

« Elle attira, en effet, à elle tous les sujets de quelque valeur, qui entraient dans les maisons de l'ancienne observance et qui auraient pu, disséminés dans ses monastères, y entretenir la régularité, la piété et l'amour de l'étude. Elle acheva ainsi d'épuiser l'Institut et, comme elle n'eut jamais de son côté un assez grand nombre de membres pour former un corps d'une certaine importance, elle fut, au sein de l'ordre, une nouvelle cause de dépérissement et de faiblesse au lieu de lui apporter des éléments de vie, de force et de prospérité. (L. Guibert, op. cit., p. 105).

Pendant ce temps, l'Ordre de Grandmont continuait, en effet, à être tiraillé par les dissensions et les querelles. L'élection de l'abbé de Chaver Roche faillit créer un schisme en 1654. En 1678, l'élection de son successeur, Alexandre Frémon amena un nouveau conflit : deux partis, celui des frères limousins

(1) On peut consulter sur la réforme de Grandmont au XVII^e siècle l'excellent ouvrage de M. le chanoine Leclerc : *La vie du R. P. Ch. Frémon.*

et celui des frères auvergnats s'étaient formés et, chacun voulant nommer son abbé, il fallut l'intervention royale pour apaiser le conflit. Les abbés suivants : Hugues de la Marche de Parnac (1687-1715), René de la Guérinière (1716-1744) et Raymond Garat (1744-1748) agirent surtout pour la défense des biens temporels de l'abbaye, mais, malgré leur valeur personnelle, la décadence s'accuse de plus en plus profonde. A la fin du xvii^e siècle, les deux observances réunies comptaient à peine 160 religieux, la discipline n'existait pour ainsi dire plus, et à chaque instant les Parlements et le Roi avaient à intervenir pour apaiser des conflits aigus. Les études si brillantes au xiv^e siècle, étaient maintenant complètement délaissées, et l'ignorance des Grandmontains proverbiale.

En 1748, à la mort de l'abbé Garat, fut élu l'abbé de La Maison Rouge qui passa toute sa vie à lutter pour empêcher la ruine définitive de son ordre. Nous le retrouverons quand nous nous occuperons de la destruction de Grandmont.

Pour le moment, ayant brièvement retracé l'histoire de l'Institut de saint Etienne, nous allons rechercher quelle y fut pendant les sept siècles de son existence la condition des personnes et des biens.

SECONDE PARTIE

La Condition des Personnes

CHAPITRE PREMIER

Les Clercs

I. L'ABBÉ.

A. Nomination

Saint Etienne n'avait sans doute pas eu, lorsqu'il groupait autour de lui, dans les bois de Muret, de pieux ermites, l'intuition qu'il fondait un Ordre religieux qui allait se perpétuer pendant des siècles : sa règle posait des principes d'humilité, de pauvreté, de charité, mais ne se préoccupait nullement

de l'administration d'un monastère. Elle laissait, par exemple, absolument dans l'ombre les détails concernant la nomination et les attributions du chef de la communauté. Saint Etienne n'avait pas en d'autre titre que celui de Pater, mais, dès le lendemain de sa mort, ses disciples comprirent la nécessité d'avoir un chef ayant des pouvoirs suffisamment étendus pour pouvoir assurer l'observation de la règle. Ils se réunirent en assemblée générale, et désignèrent un des leurs pour remplacer le saint fondateur. Ce chef fut appelé *prieur* (prior) et il n'eut pas d'autre titre jusqu'en 1317, date à laquelle Jean XXII, en érigeant en abbaye le Chef d'Ordre de Grandmont, donna à son supérieur le titre d'abbé. A ce moment, les supérieurs des maisons secondaires, qui, jusqu'alors avaient été appelés *correcteurs* (correctores) prirent le titre de prieurs. Il est probable qu'à l'origine de l'Ordre tous les religieux de Grandmont se réunissaient en chapitre général pour désigner leur supérieur. Mais, bientôt, le nombre des religieux s'étant considérablement accru, et surtout les dissensions étant nées, il fallut réglementer cette élection. Nous avons vu la grande querelle qui déchira l'Institut de saint Etienne au xiii^e siècle, en mettant aux prises les Clercs et les Convers ; chaque élection de prieur devait aviver les dissensions, et, comme le nombre des frères convers dépassait celui des clercs (1), le maintien de la règle primitive qui

(1) Au chapitre général de 1188 assistaient 225 clercs et 265 couvers (L. Guibert op cit p. 55).

confiait au Chapitre général la nomination du prieur aurait consacré d'une façon définitive la suprématie des laïcs dans l'Ordre. Aussi, le Pape Clément III décida-t-il, par une bulle de 1189, que désormais l'élection serait à deux degrés, la nomination du prieur serait faite par six clercs et six convers, les premiers nommés par les convers, les seconds par les clers. Cette disposition fut ratifiée quelques années plus tard par une bulle d'Innocent III, citée dans les Annales de Grandmont.

« *Volumus tamen quod, sicut in electione prioris vestri ordinis noscitur hactenus observatum prae-fati, sex clerici per laicos et sex laici per clericos electores eligantur.* » (Levesque, op. cit., p. 192).

Il est probable qu'à cette époque le prieur n'avait à notifier son élection ni au Pape ni au Roi. Nous voyons cependant dans le *Thesaurus Anecdotorum* qu'en 1160, le prieur Bernard notifia son élection à Henri II qui l'approuva, et se recommanda à ses prières. (D. Martene, op. cit., p. 455). Mais, étant donnés les liens d'amitié qui unissaient l'abbaye de Grandmont et le Roi Henri II, cette notification apparaît comme une marque de déférence vis-à-vis d'un souverain qui était l'ami, le bienfaiteur et le protecteur des religieux de Grandmont, sans que l'on puisse en déduire qu'elle fut généralement obligatoire.

Jean XXII, par la Réforme de 1317, érigea le chef d'Ordre de Grandmont en abbaye gouvernée par un

abbé dont l'élection était réservée aux 60 religieux profès du chef d'ordre, les convers n'y ayant plus aucune part. L'élection doit avoir lieu dans le mois qui suit la mort, la démission ou la déposition du précédent abbé ; si elle n'est pas faite dans ce délai, il appartiendra au Saint-Siège de désigner l'abbé, il en serait de même si les religieux ne pouvaient s'entendre sur le choix de leur supérieur.

« Quotiescumque vero praeftatum monasterium abbate vacare quovis modo contigerit, conventus ejusdem monasterii plenam et liberam eligendi abbatem ibidem canonice habeat potestatem. Quod si non elegerit infra mensem ab ipsius abbatis obitu numerandum eadem electio ea vice ad Sedem Apostolicam devolvatur, si vero contigerit electionem ipsam in discordia celebrari, causam electionis hujusmodi apud Sedem Apostolicam volumus ventilari. (Levesque, op. cit., p. 260).

L'abbé ainsi nommé à la majorité des suffrages devra être confirmé par les quatre visiteurs de l'Ordre et béni par le Pape.

« Visitatores speciales ipsius monasterii, vel major pars eorum, habeant auctoritate Apostolica Abbatem confirmare. » (Levesque, op. cit., p. 260).

Ces visiteurs, dont l'abbé avait à recevoir la confirmation représentaient, sans doute, les religieux des filiales de Grandmont qui n'avaient aucune part à l'élection. C'étaient les prieurs des quatre

maisons de l'Ordre les plus importantes après Grandmont : Vincennes, Bois-Rayer, Puy-Chevrier et Défens :

« *A tempore Johannis XXII Prior Vincennarum specialis est visitator Grandimontis confirmator electionis Abbátis generalis ordinis cum sociis prioribus de Boscaraheii Turonensis, Podio Capriorii Pictavensis et Defenso Agenensis diocesum* » (Levesque, op. cit., p. 117).

Quant à la bénédiction pontificale, on ne pouvait forcer l'abbé à accomplir le long et périlleux voyage de Rome, pour l'obtenir. Elle se donnait donc par procuration, par un évêque, en général l'évêque de Limoges, devant lequel le nouvel abbé prêtait le serment dont nous trouvons la formule dans les annales de Grandmont :

« *Ego N Abbas monasterii Grandimontis ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinentis, Lemoicensis diocesis, ab hoc hora in antea fidelis et obediens ero beato Petro Sanctaeque Apostolicae Romanae Ecclesiae et Domino meo Papae suisque successoribus canonice intrantibus ; non ero in consilio aut consensu vel facto ut vitam perdant aut membrum vel capiantur mala captione. Consilium vero quod mihi credutiri sint per se aut nuntios sive per litteras ad eorum damnum, me sciente, nemini pendam. Papatum Romanum et Regalia Sancti Petri adjutor eis ero ad retinendum et defendendum,*

salvo meo ordine, contra omnem hominem. Legatum Apostolicae Sedis in eundo et redeundo honorifice tractabo et in suis necessitatibus adjuvabo. Vocatus ad Synodum veniam, nisi praepeditus fuero canonica praepeditione, Apostolorum limina singulis bienniis visitabo, aut per me, aut per meum nuntium nisi Apostolica absolvar licentia. Possessiones vero ad meum monasterium pertinentes non vendam, neque donabo, neque impignorabo neque de novo infeudabo, vel aliquo modo alienabo, inconsulto Romano Pontifice. Sic me Deus adjuvet et haec Sancta Dei Evangelia. » (Levesque, op. cit., p. 281).

On procéda ainsi jusqu'en 1471, date à laquelle la Commende s'introduisit dans l'Ordre de Grandmont. Pendant un siècle les Religieux furent privés du droit de nommer leur abbé et durent se soumettre à un abbé séculier.

Nous n'insisterons pas sur la Commende qui n'a présenté à Grandmont aucune particularité remarquable. Le bénéficiaire désignait son successeur qui devait, conformément aux règles de la *resignatio in favorem*, recevoir l'approbation du Saint Siège, ainsi qu'il apparaît de ces lignes de la *Gallia Christiana nova* relatives à la succession du cardinal de Gonzague :

« *Cum ita sit quod bonae memoriae Sigismundus de Gonzaga, dum in humanis ageret cesserit commendare Monasterium Grandimontense Ordinis S.*

Stephani confessoris Lemovicensis diocesis quod tunc ex concessione et dispensatione apostolica obtinebat in manibus Domini Papae fuerit que per suam sanctitatem Francisco de Novavilla, clerico Lemovicensi, idem monasterium commandatum concessum. » (Gall. Christ. Nov., t. II, p. 658).

Henri III, en 1579, rendit aux religieux de Grandmont le droit d'élire leur abbé général. La commende fut ainsi supprimée, et l'abbé commendataire François de Neuville se soumit à l'élection.

On revint au système antérieur avec cette seule modification que l'abbé, pour entrer en charge, dut désormais obtenir la double confirmation du Pape et du Roi, remplaçant la confirmation des visiteurs qui, à cette époque, semble avoir disparu.

Nous avons trouvé, aux archives de la Haute-Vienne (A. H. V. C. 576, fol. 27), le procès-verbal de l'élection de l'abbé Maraude, en 1596, qui peut nous donner une idée de la manière dont les choses se passaient. La cérémonie se divise en trois actes.

Les frères, prieur claustral, sacristain, chantres, sous-chantres, diacres, sous-diacres et novices, étant assemblés dans le chœur de l'église pour célébrer le divin sacrifice, le juge de la chatellenie de Grandmont : *Magister Antonius Barny in legibus licentiatus, judex castellanus dicti monasterii*, annonce à ses frères la mort de l'abbé général de l'ordre D. François de Neuville, et leur expose qu'il importe de procéder à l'élection du nouvel abbé. On décide,

après avoir payé au défunt le tribut de louanges qui lui est dû, de se réunir le lendemain matin pour célébrer la messe.

Le lendemain, la messe est dite solennellement ; le Saint Esprit invoqué, le *Veni Creator* chanté, puis l'on renvoie l'élection au soir après vêpres.

Une nouvelle réunion a donc lieu après vêpres. Le prieur claustral fait un discours pour inviter les frères à nommer un abbé digne et capable, puis le vote a lieu, à bulletin secret, et en présence de deux notaires qui font le dépouillement des voix et en dressent procès-verbal.

Il semblerait résulter de ce procès-verbal que les novices, contrairement à ce qui se faisait auparavant, avaient droit de suffrage. Il n'en n'est rien cependant, et le *Mercur de France* de 1687 nous dit que l'élection de l'abbé de la Marche de Parnac a été faite par 53 suffrages sur 69 religieux profès assemblés.

L'élection ne se faisait d'ailleurs pas toujours sans difficulté. En 1654, les suffrages des religieux se partagèrent entre D. de Chaveroche et D. Talin ; un long procès s'ensuivit qui aboutit à un arrêt du 8 avril 1659 qui confirme l'abbé de Chaveroche :

« *Le Roi estant en son conseil, faisant droit sur l'instance, sans avoir esgard au dict arrest du Parlement du 8 juillet 1657 ou requeste du dict Talin du 26 mars 1658, ordonne que les arrests du dict conseil du 8 octobre 1654, 10 juillet 1656, 20 avril et*

28 septembre 1657 seront exécutés selon leur forme et conformément à iceux, que le dict de Chaveroche, abbé et chef général de l'Ordre de Grandmont jouira de tous les droits, privilèges, honneurs prééminences et prérogatives appartenant à sa dignité ainsy que ses prédécesseurs abbez et généraux du dict Ordre, fait très expresse et itérative défense au dict Talin ou tout autre de prendre la qualité d'abbé de Grandmont, de troubler le dict de Chaveroche en son droit de Général du dict Ordre, enjoint à tous les supérieurs et religieux du dict Ordre de le recognoistre, luy obéyr, exécuter ses ordres concernant la discipline régulière nonobstant opposition ou appellation quelconque pour lesquelles ne sera différé... Ordonne Sa Majesté à ses Gouverneurs et Lieutenants généraux des provinces où les couvent et prieuréz du dict Ordre sont siz et situés, enjoint à ses officiers, prévôts et lieutenants ez dicts lieux, de tenir la main à l'exécution du présent arrest. Faict au Conseil du Roy, Sa Majesté y estant. le 8^e jour d'apvril 1659. Signé : LE TELLIER (A. H. V. A. 1718).

En 1678 il y eut de nouvelles difficultés dont nous parle le président Chollion dans ses Mémoires. C'est à partir de cette date que l'intendant du Limousin assista aux élections des abbés de Grandmont.

« Au mois de novembre 1678 on fit à Grandmont l'élection du Général de leur Ordre qualifié abbé de Grandmont et qui est le chef de cet Ordre... Cette

élection avait brouillé pendant toute l'année cette maison et les religieux du dit Ordre par deux partys qui s'y estoient formés des religieux limousins contre les religieux auvergnats, chacun voulant avoir et nommer l'abbé de son party pourquoi ils s'estoient pourvus au Conseil du Roy, qui commit l'Intendant pour assister au Chapitre, mais sur la crainte qu'eurent les deux partys que le Roy ne leur donna un abbé séculier et commendataire ils s'unirent et nommèrent de concert pour abbé et général le P. Alexandre Frémon. » (Mémoires du Président Chollion LXXVI, publiées p. Autorde : Histoire de la Marche, p. 139).

L'abbé devait recevoir la confirmation de l'évêque de Limoges représentant le Pape. Un procès-verbal de cette cérémonie se trouve au registre des insinuations ecclésiastiques (A. H. V. C 596. fol. 21). Le nouvel abbé, y est-il dit, est présenté, à la bénédiction de l'évêque de Limoges, par les abbés de St-Martin et de St-Augustin et procès-verbal est dressé.

L'élection de l'abbé était également notifiée au roi qui confirmait cette élection. Voici le texte de la lettre de confirmation de l'abbé Alexandre Frémon :

« A mes très chers et très aimés religieux de l'Ordre de Grandmont. De la part du roy. Chers et bien aimés. — Etant informé que le P. Alexandre Frémon a esté par vous bien et canoniquement eslu pour abbé général de votre ordre, Nous avons eu

d'autant plus pour agréable son eslection que les témoignages avantageux qui Nous ont esté rendus de ses merite, piété et suffisance Nous~donnent lieu d'espérer qu'il en fera dignement les fonctions. C'est dans cette vue que Nous avons voulu agréer et approuver son eslection et vous dire que vous ayez à le reconnoitre et à lui obéir en la susdite qualité de vostre abbé général sans aucune difficulté, ny retardement. N'y faites donc faute car tel est Nostre plaisir. Donnée à Versailles le 26 novembre 1678. (Lecler, op. cit., p. 365).

B. Attributions et pouvoirs

Quels étaient les pouvoirs et les attributions du supérieur de l'Ordre de Grandmont ? A l'origine, il ne semble pas qu'ils aient été très nettement définis. Les religieux qui avaient accepté la dure discipline de saint Etienne n'avaient d'autres préoccupations que de mener une vie exemplaire et se laissaient gouverner par le Prieur qu'ils avaient choisi, mais leur nombre ayant augmenté, les querelles et les divisions qui déchiraient l'Ordre firent apparaître la nécessité de préciser les pouvoirs du chef d'une communauté turbulente, indisciplinée et agitée. Plusieurs Papes s'y employèrent. Dès 1189 Clément III donnait au Prieur, pourvu qu'il ait été ordonné prêtre, le pouvoir de tonsurer les clercs et de bénir les pains.

« *Praeterea priori vestro qui pro tempore fuerit*

(si tamen sit presbyter) tonsurandi fratres vestros clericos et pannes eorum benedicendi licentiam indulgemus. » (Levesque, op. cit., p. 176).

La double suprématie du Prieur, tant dans le domaine spirituel que dans le domaine temporel, est très nettement formulée dans une bulle d'Innocent III dont le P. Levesque cite le texte, mais il est bien établi que s'il veut déléguer son autorité, il ne peut le faire, en ce qui concerne les choses spirituelles qu'à un clerc, en ce qui concerne les choses temporelles qu'à un convers.

« *Priori autem tam in spiritualibus quam in temporalibus plenam concedimus, auctoritate apostolica, potestatem, ita ut unus conversorum qui magis idoneus fuerit in cellis vestris temporalia disponenda committat... Cura vero spiritualium libere de mandato Prioris circa clericos ipsos resideat* ». (Levesque, op. cit., p. 191).

Nous retrouverons plus loin son rôle très important dès l'origine, de justicier.

De nombreuses maisons secondaires s'étaient fondées, et le Prieur de Grandmont devait exercer sur elles une surveillance efficace, mais la règle de saint Etienne lui interdisait de s'absenter de son prieuré. Il fallut une bulle du Pape Honorius III, en 1217, pour lui ordonner de visiter les monastères de son Ordre, nonobstant la prohibition de sa Règle :

« *Quod Prior personaliter visitet cellas, non obs-*

tante Regulae capitulo sibi exitum prohibente. » (Levesque, op. cit., p. 200).

Mais cette innovation eut plus d'inconvénients que de bons résultats : les maisons étaient éloignées, les voyages longs et pénibles, et le prieur passait la moitié de l'année en route, laissant pendant ce temps sans surveillance et sans direction, le monastère de Grandmont. Une bulle d'Innocent IV supprima pour le Prieur le droit de s'absenter pendant une moitié de l'année pour visiter l'Ordre et lui concéda de larges pouvoirs pour se faire remplacer dans cette mission. En même temps, elle permettait au Prieur de commettre des clercs aux soins du temporel, soins jadis réservés aux convers. Nous avons vu cette bulle aux Archives de la Haute-Vienne, art. 2372. Le droit de visite fut de nouveau réglementé par Jean XXII dans sa Réforme de 1317. L'Abbé ne doit la visite personnelle des Prieurés que lorsqu'ils sont situés à moins de huit journées de marche à cheval, et il ne doit pas séjourner dans un prieuré plus de trois nuits. (Levesque, op. cit., p. 262).

Le titre d'Abbé donné au Supérieur de Grandmont allait nécessairement augmenter ses prérogatives, ainsi que les honneurs qui devaient lui être rendus. A l'origine rien ne distinguait le Prieur des autres religieux et la convention consentie entre les Clercs et les Convers sous les auspices du roi Philippe-Auguste, mentionnait expressément qu'il devait, à moins de maladie, coucher dans le dortoir commun :

« *Prior lectum suum habebit in dormitorio et dormiet cum fratribus cum sanus fuerit* ». (D Martène, op. cit., T. I., p. 630). Mais, à mesure que la prospérité de l'Ordre s'accrut, son supérieur gagna des honneurs. En 1274 le Prieur Dom Foucher est convoqué par le Pape Grégoire X au Concile de Lyon. L'abbé de Grandmont est également appelé au Concile de Constance en 1415 (Levesque, p. 326). En 1353 le Pape Innocent V permet à l'abbé de porter mitre, crosse et autres insignes épiscopaux, de célébrer *in pontificalibus*, et de donner la bénédiction solennelle, sauf en présence des évêques et des Légats pontificaux. Bonaventure de St-Amable nous apprend qu'en 1576 l'abbé de Grandmont fut député du clergé limousin aux Etats Généraux :

« *En 1576 l'abbé de Neuville fut député par le clergé de Limoges pour assister à l'assemblée générale des Etats de France ; il eut séance après l'abbé de Citeaux, quoiqu'il le dut précéder mais celui de Citeaux plus vénérable à cause de son age et de sa sainte vie emporta le premier rang sur celui de Grandmont.* » (Bonaventure de St-Amable, op. cit., p. 795).

L'abbé, lorsqu'il visitait un monastère était reçu avec magnificence et, ce qui nous le prouve, c'est que pour conseiller à l'abbé de ne pas faire personnellement ses visites, le Pape Clément VII dans sa bulle de 1347 donne pour raisons que cela entraînerait de trop grandes dépenses pour les prieurés.

« Abbas vero, etiamsi Prioratus personaliter visitaret (1) domos hujus modi per se minime visitabit, quia forsan in expensis nimium gravarentur ». (Lévesque, op. cit., p. 303).

Les devoirs de l'Abbé sont résumés dans le serment qu'il devait prêter au lendemain de son élection, et que nous avons cité plus haut : obéissance et fidélité au Saint Siège devant lequel il se rendra tous les deux ans, assistance aux Conciles auxquels il sera convoqué, aide pécuniaire, matériel et moral, pour la défense des prérogatives du Saint Siège, direction spirituelle de son Ordre, administration et conservation du temporel de Grandmont. Ce n'est qu'en cas d'absolue nécessité qu'il peut lever des subsides sur les maisons secondaires. Jean XXII lui accorde, cependant, le droit de retenir pour son usage personnel un des meilleurs chevaux, vases, pierres et joyaux qui se trouveraient dans la succession des prieurs décédés ou sortis de charge, le reste de la succession devant être employé au mieux des intérêts du prieuré.

« Praesentium auctoritate statuimus quod cedente vel decedente aut amoto aliquo de Prioribus antedictis Abbas Grandimontis qui est, aut pro tempore fuerit, de bonis prioris cedentis vel decedentis aut amoti nonnisi unum equum, seu equitaturam,

(1) Il s'agit des prieurés situés seulement à sept jours de marche de Grandmont et que l'abbé devrait, d'après la Bulle de Jean XXII, visiter personnellement

unum breviarum, et unum de melioribus vasis aureis vel argentibus et jocalibus ac lapidibus pretiosis ac de quolibet jocali unum melius duntaxat et non ultra petere debeat vel habere, sed totum aliud ipsi Prioratui convertendum in utilitatem ipsius volumus remanere. » (Levesque, op. cit., p. 269).

Sous le régime de la Commende les Abbés généraux se préoccupèrent surtout de toucher les revenus de Grandmont déléguant à des vicaires généraux leur autorité pour la direction spirituelle.

Quand la régularité des élections fut rétablie, les Abbés eurent d'abord à réparer tous les maux causés par la Commende et les guerres civiles. Ils sont alors, jusqu'à la fin de l'Ordre, de hauts et puissants seigneurs dirigeant leur Abbaye, sans que les Papes, ni les Rois songent à restreindre leurs pouvoirs ; percevant les revenus sans aucun contrôle, ne convoquant plus qu'à de très rares intervalles les Chapitres Généraux, ayant enlevé tout pouvoir effectif aux auxiliaires, visiteurs ou définiteurs qui leur avaient été adjoints à l'origine. Dans les derniers siècles de son existence, l'Abbaye de Grandmont donne l'image d'une monarchie absolue, mais ce n'était point là ce qui devait causer sa perte. Les Abbés de cette époque s'occupent activement à maintenir les privilèges de leur Ordre, à conserver et à accroître son temporel, ils laissent aux prieurés secondaires une autonomie presque complète. Malheureusement, absorbés par l'administration d'une

immense fortune, ils oublient un peu leurs fonctions spirituelles, et ne s'occupent plus de l'observation de la Règle de saint Etienne, même mitigée bien des fois.

C. Les auxiliaires de l'Abbé

Si au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècles, l'abbé de Grandmont a pu diriger son Ordre seul et sans contrôle, il n'en a pas été toujours ainsi, et ses auxiliaires, les Visiteurs et les Définiteurs ont joué à l'origine un rôle important. Il nous faut donc en dire quelques mots, ainsi que des Chapitres généraux, assemblées délibérantes de l'Ordre.

Les VISITEURS étaient, nous l'avons vu, les prieurs des quatre maisons les plus importantes après le Chef d'Ordre : Vincennes, Bois Rayer, Puy Chevrier et Défens. Ils avaient été institués par une bulle d'Honorius III, du 1^{er} mars 1219, avec mission de visiter chaque année le chef d'Ordre, et pouvoir de corriger tout ce qu'ils trouveraient à corriger. C'est en leur présence que le Prieur devait vérifier les comptes qui lui étaient rendus, il devait également prendre leur avis pour désigner chaque année deux clercs et un convers qui visiteraient toutes les maisons de l'Ordre. En 1280, on se rappelle qu'ils déposèrent le Prieur Pierre de Caussac. Jean XXII leur donna la mission de confirmer l'Abbé. Au Chapitre de 1473 le Prieur de Défens se trouvant être séculier, par suite de la Commende, fut remplacé par celui du Chatenet, car le rôle de Visiteur ne paraît

pas devoir appartenir à un séculier « *Quia videlicet Priores saeculares ab hoc excluduntur officio.* » (Levesque, op. cit., p. 345). A partir de cette époque, il n'est du reste, plus question des Visiteurs ; il est probable que l'institution n'a pas tardé à disparaître car, en 1576, le Chatenet devint un monastère de religieuses sous la direction d'une prieure et en 1584 le Prieuré de Vincennes fut échangé contre le Collège Mignon, à Paris, et il n'est nulle part question du remplacement de ces prieurs qui étaient deux des quatres visiteurs de l'Ordre.

LES DÉFINITEURS ont été institués par Jean XXII en 1317, avec mission de surveiller l'observation de la Règle. Ils étaient au nombre de huit, élus pour un an au Chapitre général parmi les Clercs ayant fait profession dans l'Ordre depuis au moins six ans. L'abbé fait partie de droit du corps des définiteurs ce qui porte leur nombre à neuf. Clément VII en ajoute un autre n'appartenant pas à l'Ordre de Grandmont. Les Définiteurs n'ont qu'un droit de surveillance sans pouvoir prendre aucune sanction, ils peuvent seulement faire une enquête, et un rapport qui seront discutés au Chapitre Général. Ce sont également eux qui établissent le budget et l'ordre du jour de chaque Chapitre. Ils paraissent du reste avoir eu un rôle assez effacé, et il n'en n'est plus question à partir du xv^e siècle.

LES CHAPITRES GÉNÉRAUX se réunissaient, à l'origine tous les ans à la fête de saint Jean-Baptiste, et groupaient tous les membres de l'Ordre : clercs et

convers. Ils devaient se réunir également à la mort de chaque prieur pour lui désigner un successeur, soit directement à l'origine, soit en nommant des délégués chargés de cette élection au moment des luttes entre Clercs et Convers.

Jean XXII, en 1317, décide que le Chapitre aura lieu annuellement le lundi qui précède l'Ascension ; il devra commencer par la célébration de la messe et l'invocation du Saint-Esprit ; à ce Chapitre devront assister tous les prieurs conventuels de l'Ordre, et chacun sera accompagné d'un religieux profès de son prieuré. S'ils sont légitimement empêchés de venir, ils devront envoyer un frère de leur couvent présenter leur excuse, et cette excuse devra être constatée par acte authentique et appuyée du serment d'une personne en qui l'on peut avoir confiance :

« *Ad hujus modi autem Generale Capitulum venire teneantur et debeant omnes et singuli Priores conventuales dicti ordinis, quilibet videlicet cum uno tantum socio sui conventus clerico et professo, si vero venire nequiverint, canonico impedimento detenti, excusationem suam per unum fratrem sui conventus, clericum et professum, sub instrumento publico vel sigillo authentico mittere teneantur, qui coram notario qui excusationis hujusmodi conficiet instrumentum, vel authentica persona cui fides adhiberi potest, excusationem justam ipsam esse veram et legitimam asserueret proprio jramento.* » (Levesque, op. cit., p. 268).

Le Chapitre général doit durer six jours et, en cas de nécessité, il peut être par l'abbé et les Définites prorogé de six autres jours.

Plusieurs décisions importantes, concernant l'application de la règle de saint Etienne, ont été prises dans ces Chapitres généraux. Dans les premiers siècles l'Abbé ne prenait aucune décision importante, ne prononçait aucune punition grave, en tant que juge spirituel, sans avoir pris l'avis de cette assemblée. Mais nous avons vu qu'au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècle, les Chapitres généraux se firent de plus en plus rares (1). Au ^{xviii}^e siècle, désespérant de pouvoir obtenir de bon gré la convocation d'un Chapitre par l'abbé de la Guérinière, certains prieurs n'hésitèrent pas à s'adresser à la justice et au Roi, mais ils furent déboutés par un arrêt du 29 mai 1734, qu'il est intéressant de faire connaître.

« Vu par le Roi étant en Son Conseil la requête présentée en iceluy par F. Lalanne, prieur titulaire et les religieux de Beaumont-le-Roger en Normandie, J. A. Delmas procureur général de l'Ordre de Grandmont et les religieux du prieuré de Vaye en Velay, L. Dalmais de Boissy, prieur claustral et les religieux du prieuré de N. D. du Parc le Rouen, S. Vacherie, prieur claustral et les religieux du prieuré de Grandmont lez Tours, P.

Nous savons cependant qu'en 1643 eut lieu un Chapitre très important (*Capitulum Capitulorum*) dans lequel fut approuvé la réforme du P. Ch. Frémon.

Parfait, prieur claustral et les religieux du prieuré de N. D. de Boulogne près Blois, F. Delmas, prieur claustral et les religieux du prieuré de Bercey diocèse du Mans, la communauté des religieux du prieuré de La Primaudière en Bretagne, a défaut de prieur, tous Ordres de Grandmont, tant pour eux que pour les autres communautés du dit Ordre, contenant que, remplis de leur constitution ils ne peuvent se dispenser de faire de très humbles représentations à Sa Majesté sur la nécessité d'assembler un Chapitre Général de leur Ordre pour satisfaire aux devoirs de ses constitutions et trouver les moyens de pourvoir aux besoins de plusieurs maisons et principalement de l'Abbaye de Grandmont, chef de leur Ordre, qui se trouve dans une situation d'être totalement détruite et d'entraîner avec son anéantissement le renversement général d'un Ordre, que l'antiquité a rendu respectable, et qui s'est maintenu, dans les temps les plus critiques, par la tenue des Chapitres généraux où l'on a pris des résolutions capables de prévenir les abus pour l'avenir et de remédier aux maux qui étoient présents, de sorte qu'en suivant ces judicieuses résolutions les événements dont tout l'Ordre est aujourd'hui menacé seront facilement dissipés, ladite requête tendant à ce qu'il plut à Sa Majesté pour les susdites raisons et pour plusieurs autres qui y sont employées, ordonner que le Chapitre général de Grandmont sera convoqué dans un certain temps et dans telle maison du dit Ordre qu'il plaira à Sa Majesté d'indiquer

pour y être tenu pendant le temps qui sera jugé nécessaire par ceux qui composeront le dit Chapitre pour régler les affaires de l'Ordre, attendu la longue interruption des assemblées du dit Chapitre et que dans celui qui sera tenu suivant les intentions de Sa Majesté il sera convenu des termes dans lesquels le Chapitre suivant devra être assemblé, enjoindre au sieur Abbé Général et autres supérieurs du dit Ordre de se conformer aux délibérations qui seront prises dans le dit Chapitre et de tenir chacun à leur égard la main à l'exécution des constitutions du dit Ordre, aux offres que font les dits prieurs titulaires et claustraux de contribuer à ce qui serait jugé nécessaire par le Chapitre général pour le rétablissement de l'Abbaye, chef d'Ordre de Grandmont. — La requête du sieur de la Guérinière servant de réponse à celle des dits prieurs titulaires et claustraux, contenant que leur demande est non recevable en la forme, sur ce qu'ils ne peuvent la porter à Sa Majesté, qu'après avoir requis le Supérieur majeur et constaté son refus, qu'au fond il n'y avait pas lieu de l'admettre par plusieurs raisons. La première que les bâtimens de l'Abbaye où se devaient tenir les Chapitres Généraux étaient dans une dégradation qui ne permettait pas d'y en assembler un, la 2^e que depuis dix ans il y regnoit une colique cruelle qui y causait beaucoup de mortalité, la 3^e qu'il était de la prudence de ne point tenir de Chapitre général pendant des troubles tels que ceux qui

agitaient l'Eglise (1), la dite requête tendant à ce que, pour ces raisons et pour plusieurs autres, il plût à Sa Majesté déclarer les dits prieurs titulaires et claustraux non recevables en leur demande, ou les en débouter eu égard au bon ordre et à la subordination si fortement blessés par la susdite requête, ordonner ce que la sagesse de Sa Majesté Luy inspirera, vu les autres requêtes, répliques et mémoire respectueusement produites, Sa Majesté étant en Son Conseil, a déclaré et déclare les dits prieurs titulaires et claustraux non recevables en leur demande tendant à ce que le sieur Abbé de Grandmont soit tenu de convoquer un Chapitre Général. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 29^e jour de may 1734. Signé : Phelippeaux (A. H. V., art. 1817).

D. Sortie de charge

Il nous reste à examiner comment le Supérieur de Grandmont qu'il fût prier ou Abbé sortait de charge. Nommé à vie ses fonctions ne cessaient généralement qu'à sa mort et l'on sait que depuis 1317 les religieux du Chef d'Ordre devaient se réunir dans le mois qui suivait le décès de l'abbé pour désigner son successeur.

Pouvait-il, de son plein gré, abandonner la charge qui lui avait été confiée ? La question se posa au

(1) Allusion à l'agitation qui suivit la publication de la bulle « *Unigenitus* » et aux incidents récents (1732) du cimetière Saint-Médard.

début du xvii^e siècle. Le 28 mai 1603, l'abbé Dom F. Marraud convoqua un Chapitre Général, auquel n'assistèrent du reste que 11 religieux profès (le chef d'Ordre étant assiégé par les troupes de Saint-Germain-Baupré) ; il les pria de lui donner un successeur, et de le laisser désormais vivre dans la retraite, on lui objecta qu'on ne pouvait procéder à l'élection d'un nouvel abbé qu'à la mort de son prédécesseur. Il insista, en disant qu'il ne se sentait pas la force ni l'énergie nécessaires pour diriger l'Ordre dans une époque aussi troublée. On lui céda et Rigaud de Lavaur fut élu abbé. C'est, croyons-nous, l'unique exemple de démission d'un abbé régulièrement élu. Mais au siècle précédant, les abbés commendataires avaient souvent, de leur vivant, résigné leur bénéfice à quelque parent, ou à quelque puissant personnage.

Il fallait également prévoir le cas où le Supérieur de l'Ordre ne se montrerait pas digne de la confiance que l'on avait eue en lui. A l'origine, des prieurs ont été déposés assez souvent. Nous avons vu qu'en 1185 Guillaume de Trahiniac avait été déposé par les Convers révoltés, qui avaient élu un nouveau prieur. En 1238, Elie d'Arnaud fut déposé par trois juges délégués par Grégoire IX. Enfin, en 1280, les Visiteurs de l'Ordre crurent pouvoir de leur propre autorité, déposer le Prieur Pierre de Caussac, en l'accusant de parjure, d'ignorance et de simonie ; ils le chassèrent de Grandmont après l'avoir excommunié, mais le Prieur en appela au

Pape qui désigna les Abbés de St-Martial et de St-Martin, de Limoges, pour juger l'affaire. S'étant rendus à Grandmont, les commissaires apostoliques virent que les accusations des Visiteurs n'étaient pas fondées, et ils rétablirent Pierre de Causac dans toutes ses fonctions (Levesque, op. cit., p. 245).

Ces dépositions ayant été fréquentes il est naturel que Jean XXII ait songé à les régler. Il commence par interdire à qui que ce soit de s'arroger le droit de déposer un abbé. Si la conduite de l'abbé semble mériter cette grave sanction, les définiteurs doivent commencer une enquête qui ne doit pas durer plus d'un mois. Dès qu'elle est terminée un d'entre eux doit se rendre immédiatement à Rome pour faire connaître au Pape son résultat. Mais, avant de partir, ils doivent avoir soin de communiquer l'enquête à l'abbé. Cette communication de l'acte d'accusation que l'on va porter à Rome contre lui, doit être faite en présence de témoins honorables, afin qu'il puisse préparer sa défense, soit en se rendant directement auprès du Pape, soit en lui envoyant un délégué :

« *Volumus... quod Abbas et priores ex quacumque causa per diffinitores ipsos deponi seu amoveri non possint. Sed, si Abbas talia fecerit aut commiserit propter quae videretur debere deponi, seu de jure a sua administratione repelli, in Capitulo generale diffinitores ipsius Capituli solerter inqui-*

rant, et inquisitione peracta infra mensem a die peractae inquisitionis hujusmodi, per se vel per procuratores idoneos numerandum iter arripiant, et, continuatis diebus, ad Apostolicam sedem accedant, Romano Pontifici et Apostolico sedi ea quae per inquisitionem ipsam invenerunt relaturi. Verum tamen, priusquam de loco ipso Grandimontis rescedant, insinuent Abbati capitula super quibus contra eum per ipsos fuerit inquisitum et de quibus intendunt eidem Romano Pontifici et Sedi Apostolico referre, adhibitis in insinuatione hujus modi aliquibus probis viris in quorum praesentia fiat insinuatio supradicta, ut Abbas ipsi provideat, aut providere caveat, an oporteat eum personaliter ad Curiam Romanam accedere, vel idoneum pro se mittere responsalem. » (Levesque, op. cit., p. 263).

C'était on le voit une réglementation sérieuse, et en même temps très soucieuse d'assurer la défense de l'accusé, réservant au Pape seul le droit de dire si l'abbé avait mérité d'être déposé. Elle eut d'excellents résultats puisqu'à partir de 1317 on ne trouve plus à Grandmont d'exemple de déposition.

II. LES PRIEURS.

Du vivant même de saint Etienne de Muret, quelques disciples avaient fondé une filiale de l'Ordre naissant, à Boisverd. Ces maisons secondaires (Cellae) devinrent vite fort nombreuses. En 1295 l'Ordre ne comprenait pas moins de 121 maisons. Leur

organisation était calquée sur celle du Chef d'Ordre, à leur tête se trouvait un Correcteur (Corrector) supérieur des Clercs et des Convers nommé par le Prieur de Grandmont. A l'origine quelques maisons seulement avaient connu ce système. Mais l'annaliste de Grandmont nous apprend qu'en 1209 il fut généralisé et appliqué à l'Ordre tout entier. Le 8^e prieur, Aymar était allé à Rome, pour témoigner de la sainteté de Guillaume décédé archevêque de Bourges, qui avait été longtemps correcteur de la Celle de Peutilloux (diocèse de Bourges) (Podio Tiliolo), et dont on sollicitait la canonisation : Aymar rapporta de Rome l'autorisation de nommer un Correcteur dans chacune des maisons de l'Ordre, comme cela se faisait déjà dans quelques-unes d'entre elles.

« Ademarus quoque, pro meliori Ordinis sui regimini, obtinuit, ab Innocentio Papa, privilegium quo posset omnibus Cellis præficere unum correctorem, sacerdotem et superiorem tam clericorum quam conversorum, sicut jam in quibusdam cellis introductum fuerat, » (Levesque, op. cit., p. 205).

Les correcteurs demeuraient sous la surveillance du Prieur de Grandmont qui les nommait et les révoquait à volonté et devait visiter toutes les maisons de l'Ordre. Aussi, arriva-t-il souvent dans les luttes du xiii^e siècle que le nouveau prieur eût hâte de révoquer tous les correcteurs nommés par son prédécesseur. En revanche, nous l'avons vu, cer-

tain correcteurs de Celles importantes étaient devenus visiteurs de l'Ordre, et avaient à leur tour parfois déposé les Prieurs.

Les Correcteurs avaient la direction générale de leur Celle ; ils devaient déléguer l'administration du temporel, sur laquelle ils n'avaient qu'un droit de surveillance, à un *curiosus* et pouvaient concéder une partie de leur autorité à un *procurator* : Curieux et Procureurs devaient rendre chaque mois leur comptes au Correcteur. Honorius III avait, en effet, décidé en 1217 :

« *Quod bona Ordinis sint in custodia Correctorum et Curiosorum simul — Quod Curiosi, seu procuratores, singulis mensibus reddant rationem Correctoribus* » (Levesque, op. cit., p. 212).

La réforme de Jean XXII devait apporter des modifications importantes à cette organisation. Un grand nombre de Celles furent supprimées ou réunies à d'autres, il n'en resta que 39 érigées en prieurés conventuels. L'Abbé perdit le droit de nomination des supérieurs de ces prieurés, il n'eut plus que le droit de confirmer leur élection. Désormais le Prieur fut élu par les religieux de son prieuré. Cette élection devait avoir lieu dans le mois qui suit la vacance. Si l'on laissait écouler ce délai, la désignation du Prieur appartenait de droit à l'Abbé de Grandmont, de même, s'il y avait quelque irrégularité dans l'élection. Le Prieur ainsi élu, ajoute la Bulle, aura les mêmes pouvoirs sur ses subordonnés

que ceux que le droit canonique accorde aux prélats sur les leurs.

« Quoties autem aliquem de Prioratibus ipsis, quocumque modo, vacare contigerit, electio canonica Prioris ad conventum Prioratus sic vacantis confirmatio vero dicti Prioris pertineat ad Abbatem. Et, si infra unius mensis spatium, a die vacationis computandum, ad electionem ipsam idem conventus non duxerit ad procedendum, vel talem scienter elegerit quod ipsius electio de jure cassetur, providendi ea vice de priore ipsi Prioratus ad eundem Abbatem potestas plenaria devolvatur. Quibus sic confirmati, illud circa eorum subditos licere decernimus quod aliis praelatis, circa eorum subditos, canonica jura permittunt. » (Levesque, op. cit., p. 263).

L'Abbé ne pouvait pas non plus révoquer à son gré les prieurs. L'Abbé doit préalablement faire une enquête très exacte sur ceux contre lesquels il existe des sujets de plainte, et, si leur culpabilité apparaît très clairement, il peut les déposer ou les écarter de leurs fonctions ; il est absolument interdit de procéder contre un absent, et tout prieur, en cas d'injustice, a le droit d'en appeler au Saint-Siège.

Quelques années plus tard, l'Abbé obtint cependant le droit de nommer des prieurs, mais seulement aux quatre premiers prieurés qui deviendraient vacants à partir de son élection. Ce don de joyeux avènement fut accordé à l'Abbé de Grand-

mont par le Pape Clément VII, dont une Bulle de 1347 disait :

« *Abbas qui nunc est et qui erit pro tempore, quatuor prioratibus conventualibus Ordinis sui proxime vacaturis de personis idoneis poterit providere.* » (Levesque, op. cit., p. 305).

Les Abbés de Grandmont conservèrent ce privilège jusqu'à la fin ; même à l'époque où les élections des prieurs ne se faisaient plus, et où leur désignation appartenait au Roi. Gilles Le Duc, qui décrit en 1702 l'état du Clergé et du Diocèse de Limoges, dit en effet :

« *L'Abbé général a joui du privilège accordé par les Papes et conservé par les Rois, de pourvoir aux quatre premiers bénéfices de son Ordre qui vaquent après son élection et ceux qui vaquent ensuite sont nommés et pourvus par le Roi.* » (Gilles Le Duc, Etat du Clergé et du Diocèse de Limoges. Manuscrit de 1702 publié par le *Bulletin de la Société Archéologique de la Haute-Vienne*, t. 28, p. 366).

Qu'il ait été nommé par l'Abbé, ou régulièrement élu par les religieux de son couvent, le nouveau prieur devait se rendre à Grandmont dans la chambre de l'Abbé et, agenouillé devant lui, il devait prêter le serment dont nous trouvons la formule dans les annales de l'Ordre :

« *Quilibet prior a conventu suo canonice electus, vel pro jucundo adventu à Domino Abbate nomi-*

natus, veniens ad monasterium, in camera Abbatis, coram eo genuflexus, dicebat : — Ego. F. N., Prior Prioratus vestri de N., diocesis de N., Ordinis vestri Grandimontis, promitto vobis, Domino °N., Abbati Grandimontis et successoribus vestris canonicè substitutis, esse ab hora in antea obediens et fidelis. Et quod cessante impedimento canonico, vocatus ad capitulum generale vestri veniam, pensiones vobis et monasterio debitas soluturus et alia factururus quae mihi subjecto vestro, ad utilitatem vestram monasterii et Ordinis praedictorum duxeritis injungenda ; et quod dicti Prioratus de N. possessiones non vendam, neque donabo, neque infeudabo aut alio modo alienabo, inconsulto Domino Abbate Grandimontis. Sic me Deus adjuvet et haec sancta Dei Evangelia. » (Levesque, op. cit., p. 329).

Les obligations du prieur envers l'Abbé sont nettement déterminées dans ce serment : Assister, à moins d'empêchement légitime, au Chapitre général, payer les pensions annuelles qui sont dues par le prieuré au chef d'Ordre, se soumettre à la juridiction de l'Abbé, obéir en fidèle sujet aux mesures qu'il prendrait dans l'intérêt de tous, enfin conserver les possessions du prieuré et ne pas les aliéner sans le consentement de l'Abbé.

Ces obligations n'étaient pas, comme on le voit, bien lourdes, et de plus en plus les liens se relâchèrent, et chaque prieuré forma, à l'intérieur de l'Ordre, un petit état presque autonome sous la direc-

tion effective du Prieur. Le Prieur était le gardien des privilèges et des biens temporels de son couvent, il les défendait même contre l'Abbé de Grandmont. Ainsi : en 1410, la conventualité ayant presque disparu au prieuré de Sermaize, Jean XXIII l'unit à l'abbaye chef d'Ordre, mais le Prieur de Sermaize, Jean Doucet, résista âprement, portant l'affaire devant les parlements de Poitiers et de Paris et en Cour de Rome jusqu'en 1430, date à laquelle il fut condamné à quitter définitivement Sermaize et à payer tous les dépens (Levesque, op. cit., p. 326). Nous savons que Jean XXII avait uni à chaque prieuré conventuel un certain nombre de celles.

Les prieurs nommèrent des personnes, moines ou laïcs, pour diriger l'administration du temporel dans ces celles éloignées où la conventualité avait été supprimée ; mais il arriva que ces administrateurs s'arrogèrent des droits qu'ils n'avaient jamais eus, voulant nommer les prieurs, ou bien se détachant complètement des prieurés, et possédant comme des bénéfices propres les celles qu'ils devaient gérer. Il fallut un arrêt du Parlement de Paris, de 1661, pour régulariser cette situation et réunir aux prieurés les celles qui s'en étaient détachées. (Levesque, op. cit., p. 306).

Au xv^e siècle, la Commende s'introduisit dans un grand nombre de prieurés. Le Chapitre de 1473 essaya de porter remède aux maux inévitables engendrés par cette institution, en décidant que les Prieurs devaient, sous peine d'excommunication,

résider dans leurs prieurés. (Levèsque, op. cit., p. 345). Mais le Concordat de Bologne en 1515, entre Léon X et François I^{er}, rendit inutile cette disposition. On sait, en effet, que ce Concordat accordait au Roi de France le droit de nommer à tous les prieurés conventuels. Depuis ce moment, les prieurés dépendant de Grandmont, à l'exception des quatre premiers qui deviendraient vacants après l'élection de l'Abbé, furent pourvus de prieurs commendataires. C'étaient des clercs séculiers qui percevaient les revenus du Prieuré, sans y résider, sans avoir aucun pouvoir effectif sur les religieux, auxquels ils donnaient seulement les moyens de vivre.

Les Abbés généraux de Grandmont nommèrent dans chaque maison un sous-prieur régulier pour diriger le prieuré et faire observer la règle ; ce fut, dans la suite, le sujet de grandes controverses et même de procès portés devant les Parlements, car ces sous-prieurs se considéraient comme succédant aux anciens correcteurs et déniaient à l'Abbé de Grandmont le droit de les révoquer ou de les changer (1).

« *Verum cum eosdem pro libito suo institutos deponere ac mutare vellent* (2), *novissimis diebus super hoc mota est controversia etiam usque ad Parisiensem, Burdegalensem, Tholosanum et Rothomagensen senatus ventilata, afferentibus superioribus*

(1) V. chanoine Lecler. Histoire de l'abbaye de Grammont p. 275.

(2) Les abbés de Grandmont.

se in Priorum seu correctorum antiquorum locum successisse. (Levesque, op. cit., p. 374).

III. LES MOINES.

La vie des disciples de saint Etienne de Muret était semblable à celle des ermites de la Thébaïde : isolés dans leurs huttes ils ne se réunissaient que pour prier et chanter ; mais à la mort du fondateur, dès qu'ils furent installés à Grandmont, ils abandonnèrent cette existence de solitaires pour adopter la vie monastique. Rappelons que jamais l'Ordre ne compta plus de membres que dans les premiers siècles de sa fondation.

A. *Les Novices*

Avant d'être admis à la Profession qui ferait d'eux des religieux, les postulants devaient être novices pendant un certain temps.

Saint Etienne de Muret exigeait que les personnes qui voulaient partager sa vie de solitaire et accepter sa règle fussent âgées d'au moins vingt ans, sans aucune infirmité, et non engagés dans une autre « religion », c'est-à-dire un autre Ordre religieux. Ce furent également les conditions requises pour être admis au noviciat Grandmontain.

L'âge de vingt ans pourrait sembler assez tardif puisqu'au Moyen-Age il suffisait d'être pubère et que le Concile de Trente et l'Ordonnance de Blois décidaient que l'on ne pourrait être admis à la profession monastique avant l'âge de seize ans, cepen-

quae dicuntur... Non loquaris cum aliquo saeculari vel alterius religionis fratre, nisi de Abbatis vel de Prioris licentia aut locum tenentis ». (D. Martene op. cit. V. p. 1834).

Enfin, même dans sa manière de dormir, le novice doit suivre certaines règles que le manuel énumère minutieusement :

« De Modo Dormiendi. Semper cum veneris ad horam dormiendi te prius aqua benedicta asperge et tunc, vadens ad lectum, aliquem orationem praemittas, et, facto signo crucis, in lecto, te humiliter Deo commendato, honeste et composite jaceas, in dextro latere vel sinistro nunquam supinus vel aliter inhonestus ; in lecto autem sic positus, indutus camisa grossa de stupis, donec somnus te occupet, dicas psalmos sumissa voce, vel aliquid aliud meditare, vel, quod utilius est, imaginare Jesum in Cruce pendentem quod si sollicite cogites, nunquam poterit te diabolus molestare quia per devotam meditationem passionis Christi exercitus demonum effugatur (ibidem, p. 1832).

Les parents du novice, ou le novice lui-même, en entrant dans l'Ordre, avaient coutume de faire une donation au prieuré où il allait prendre l'habit, mais cette donation ne devenait valable que deux mois avant le jour fixé pour la profession et, si cette profession n'avait pas lieu, le prieuré devait restituer au novice, ou à sa famille, toutes les libéralités

nem recipient, dummodo aliquid canonicum non obstat. » (Levesque, op. cit., p. 305).

En entrant dans l'Ordre, les novices prenaient l'habit de Grandmontain, sans que nous puissions affirmer que leur costume fut exactement celui des profès. Ils menaient, pendant le temps d'épreuve, dont la durée n'était pas à l'origine déterminée, mais qui fut dans la suite invariablement fixé à un an, l'existence même des religieux profès, ils partageaient leurs travaux, se réunissaient à eux pour prier et chanter, apprenaient la règle de saint Etienne, etc... Un abbé du début du xiv^e siècle a composé une sorte de manuel du Parfait Novice Grandmontain dans lequel il leur donne de longs conseils pour toutes les circonstances de leur vie. Ce manuel a été publié par D. Martene dans son *Thesaurus Anecdotorum* il nous permet de nous faire une idée de ce qu'était la vie d'un Novice à Grandmont : il doit pratiquer les vertus monastiques, travail, pauvreté, obéissance passive, pureté absolue. Comme les religieux, il doit garder le silence, s'il se trouve avec un frère il ne doit jamais parler le premier, mais seulement répondre s'il est interrogé, il ne peut parler à un séculier ou à un religieux d'un autre ordre sans l'autorisation de l'abbé ou du Prieur :

« Cum autem fueris cum fratribus pro aliquo servitio faciendo cave ne loquaris ibidem nisi forte interrogatus et tunc diligenter audias cum silentio

quae dicuntur... Non loquaris cum aliquo saeculari vel alterius religionis fratre, nisi de Abbatis vel de Prioris licentia aut locum tenentis ». (D. Martene op. cit. V. p. 1834).

Enfin, même dans sa manière de dormir, le novice doit suivre certaines règles que le manuel énumère minutieusement :

« De Modo Dormiendi. Semper cum veneris ad horam dormiendi te prius aqua benedicta asperge et tunc, vadens ad lectum, aliquem orationem praemittas, et, facto signo crucis, in lecto, te humiliter Deo commendato, honeste et composite jaceas, in dextro latere vel sinistro nunquam supinus vel aliter inhonestus ; in lecto autem sic positus, indutus camisia grossa de stupis, donec somnus te occupet, dicas psalmos sumissa voce, vel aliquid aliud meditare, vel, quod utilius est, imaginare Jesum in Cruce pendentem quod si sollicite cogites, nunquam poterit te diabolus molestare quia per devotam meditationem passionis Christi exercitus demonum effugatur (ibidem, p. 1832).

Les parents du novice, ou le novice lui-même, en entrant dans l'Ordre, avaient coutume de faire une donation au prieuré où il allait prendre l'habit, mais cette donation ne devenait valable que deux mois avant le jour fixé pour la profession et, si cette profession n'avait pas lieu, le prieuré devait restituer au novice, ou à sa famille, toutes les libéralités

qu'il avait reçues de lui, déduction faite cependant de ses frais de nourriture et d'habillement.

Avant d'être admis à la Profession, le novice Grandmontain avait à passer un examen. En 1347 Clément VII décida que cet examen serait présidé par l'Abbé ou son remplaçant lors de la visite du prieuré, assisté de trois des plus anciens religieux du couvent :

« *Abbas, vel alius sui loco in Prioratibus, visitationis suae tempore, novitios ibi repertos cum tribus de senioribus ibi existentibus examinabunt et sufficientes ad professionem admitti, insufficientes vero de Ordine expelli, declarabunt.* » (Levesque, op. cit., p. 303).

B. La profession

Si le novice avait satisfait à l'examen auquel il avait été soumis, et s'il persistait dans sa résolution d'entrer dans l'Ordre de saint Etienne, il était admis, pourvu qu'il ait accompli un an de noviciat, à la profession : après une cérémonie religieuse, il prononçait, en présence des frères assemblés, les trois vœux solennels de pauvreté, d'obéissance et de chasteté, en jurant sur les Saints Evangiles de les observer fidèlement ; ensuite, le frère signait l'acte de profession dont la formule est citée par le P. Levesque et qu'il dit avoir été indiquée en 1310 par Clément V (Levesque, op. cit., p. 253). Nous avons retrouvé aux Archives de la Haute-Vien-

ne l'acte de profession de François Marraud, qui devint plus tard Abbé de Grandmont, et cet acte est absolument conforme au modèle que donne l'Annaliste de l'Ordre.

« *Ego, Franciscus Marraud, clericus, promitto stabilitatem, conversionem morum meorum et obedientiam secundum regulam beati Stephani confessoris coram Deo et faciem Ejus, in hoc monasterio quod vocatur Grandismons, constructo in honorem Beatae Mariae Virginis et praefati beati Stephani confessoris et omnium Sanctorum, in presentia Francisci de Novavilla, Abbatis hujus Abbatiae Grandimontis, et in presentia Fratris Johannis Massias, prioris claustralis dicti monasterii et omnium fratrum. Teste signo meo manuali hic apposito. Die undecima Mensis Augusti, Anno Domini millesimo quingentesimo sexagesimo. Franciscus Marraud.* » (A. H. V. — A 4576).

Ces actes de profession étaient rédigés sur des feuilles volantes qui se perdaient facilement et ce n'est qu'au milieu du XVIII^e siècle que l'on trouve à Grandmont des registres contenant ces actes et en outre ceux de noviciat et de vêtue. Ces registres sont conservés aux Archives de la Haute-Vienne depuis l'année 1745 jusqu'à la suppression de l'Ordre. Ils ont été établis conformément à l'Ordonnance du 9 avril 1736 qui dispose « que dans les maisons religieuses il y aura deux registres en papier commun collés par premier et dernier, et parafés sur chaque

feuillet par le supérieur ou la supérieure sans aucun blanc. On y inscrira tous les actes de vêtue, noviciat et profession, lesquels actes devront contenir le nom ou surnom et l'âge de celui, ou celle, qui prendra l'habit, ou fera profession, les noms, qualité et domicile de ses père et mère, le lieu de son origine et le jour de l'acte et être signés sur les deux registres tant par le supérieur ou la supérieure que par celui qui prendra l'habit ou fera la profession, ensemble par l'évêque ou autre personne ecclésiastique qui aura fait la cérémonie, et par deux des plus proches parents et amis qui y auront assisté. L'un de ces registres restera au couvent et l'autre sera déposé au greffe du bailliage, ou autre siège royal. »

La prononciation des vœux et la signature de l'acte de profession devaient avoir été librement consenties. Aussi le religieux avait-il cinq ans pour faire annuler la prononciation de ses vœux pour cause de contrainte ou de violence.

La prononciation des trois vœux solennels communs à toutes les congrégations religieuses proprement dites n'avait pas eu, à l'origine, d'autre but que de permettre aux moines une vie plus chrétienne et plus parfaite, mais on tira de ces vœux des conséquences qui expliquent la situation des religieuses tant au point de vue de leur condition civile qu'au point de vue de la vie monastique. Ce sont ces deux points qu'il nous faut examiner maintenant.

C. Condition civile

La condition civile des Grandmontains ne diffère pas de celle des autres religieux, nous nous bornons donc à l'étudier brièvement.

En entrant dans l'Ordre, par la prononciation des vœux solennels et par la profession, le religieux est mort pour le monde, il est frappé d'une sorte de mort civile. Aussi, doit-il, deux mois avant sa profession, faire son testament et se dépouiller de tous ses biens. Il lui est interdit de s'assurer la conservation de quelques-uns d'entre eux en en faisant profiter le monastère dans lequel il entre ; toute disposition de ce genre est nulle de plein droit, on lui permet seulement, au moment de son noviciat, de faire une donation entre vifs au profit du monastère, donation qui devenait caduque s'il ne faisait pas sa profession dans le monastère ainsi gratifié. S'il n'a pas fait son testament, le profès est cependant dépouillé de ses biens au profit de ses héritiers qui lui succèdent ab intestat. En même temps qu'il perd tous ses biens présents, le profès perd également l'espoir d'en acquérir d'autres, car il ne peut plus, désormais, accepter d'héritage ou de donation sans une dispense expresse du Pape ; enfin la mort civile entraîne la rupture des fiançailles et même la dissolution du mariage s'il n'a pas été consommé.

Les trois vœux solennels d'obéissance, de chasteté et de pauvreté, entraînent des conséquences importantes au point de vue de la condition civile des

religieux, conséquences qui peuvent, du reste, également s'expliquer, pour la plupart, par la mort civile dont est frappé le moine en entrant en religion.

Par le vœu d'obéissance, le Religieux se soumet à l'observation intégrale de la règle du monastère dans lequel il a fait profession, il doit une obéissance passive et de tous les instants à ses supérieurs, Prieurs ou Abbés, il se soumet à leur juridiction et promet d'accepter sans récrimination toutes les sentences qu'ils croiraient devoir prononcer contre lui pour infraction à la règle ou à la discipline.

Par le vœu de chasteté, le Religieux renonce pour toujours au mariage ; ce vœu forme désormais un empêchement dérimant au mariage (*impedimentum voti solemnitis*) et celui qui serait contracté néanmoins serait nul de plein droit et les enfants issus de cette union illégitimes ; enfin, le vœu de chasteté dissoudrait même un mariage contracté antérieurement qui n'aurait pas été consommé avant la profession.

Le vœu de pauvreté interdit au religieux de rien posséder en propre, pas même ses vêtements, si, à la mort d'un moine on s'apercevait qu'il avait un pécule caché, il était, suivant l'ancienne discipline, privé de la sépulture religieuse. Cependant à Grandmont, les Prieurs et l'Abbé pouvaient posséder en propre, certains biens, surtout à partir du moment où la Commende s'introduisit dans l'Ordre ; mais, à leur mort, ces biens retournaient de plein droit à leur monastère ; nous avons vu pour-

tant que l'Abbé général pouvait se réserver certains objets dans la succession de chaque prieur (1).

D. La vie monastique à Grandmont

Examinons maintenant d'une manière moins générale quelle était la vie des religieux grandmontains.

Le vœu d'obéissance qu'ils avaient prononcé leur imposait l'obligation de se soumettre à la règle de saint Etienne. Cette règle était très sévère :

« Le saint permettoit un peu de vin et de se coucher sur des lits, mais non pas de plumes ; ils jouaient depuis l'Exaltation de la Sainte Croix jusqu'à Pâques, ne mangeoient jamais de chair (2) ni sains ni malades ; ils retranschoient les œufs et le fromage depuis la Toussaint jusqu'à Noël. Les religieux parloient ensemble une fois le jour, celui qui mettoit en avant des propos inutiles ou mondains estoit contraint de subir une bonne discipline. Le saint leur inculquoit sans cesse la fuite des personnes séculières. » (Bonaventure de St-Amable, op. cit., p. 418).

La solitude et le silence étaient, on le voit, les principes fondamentaux de cette règle. Les religieux ne devaient avoir aucune relation avec des séculiers, ce soin était dévolu aux frères Convers, saint Etienne recommandait, il est vrai, de prati-

(1) Voir plus haut p. 64.

(2) Exception faite pour la chair de poisson.

quer l'hospitalité, mais les hôtes n'avaient de rapport qu'avec les frères lais et étaient reçus en dehors des bâtiments réguliers.

« *Hospitalitatem maxime commendavit S. Stephanus, sicut patet ex integro capitulo regulæ, sed hospites domos regulares non ingrediebantur nam extra Conventum solebant recipi.* » (Levesque, op. cit., p. 62).

L'abbé qui a composé un recueil de conseils à l'usage des novices leur recommandait également de fuir avec soin le commerce des personnes séculières :

« *Toto tempore vitæ tuæ studeas, quantum poteris, bono modo familiaritates, saecularium devitare* ». (D. Martene, op. cit., T. V., p. 1834).

L'Ordre de Grandmont était un Ordre contemplatif. Saint Etienne permettait le travail à ses disciples, mais seulement comme pénitence de leurs péchés, de fait les Clercs ne s'y livrèrent jamais d'une manière bien active et laissèrent les gros travaux aux frères Convers à qui l'on doit le défrichement des landes et l'assainissement des marais par la construction de nombreux étangs. Les Clercs s'adonnaient surtout à la méditation et à la prière, il se levaient à minuit pour chanter matines, assistaient chaque jour à la messe où ils récitaient en entier l'office de la Sainte Vierge et l'office des morts, puis se rendaient processionnellement trois fois au cime-

tière. Saint Etienne leur avait défendu de s'occuper de fonctions pastorales, il leur était interdit de prêcher, de confesser, ou d'administrer les sacrements, ils n'auraient pu, en tout cas, le faire sans une autorisation du curé de la paroisse sous peine d'excommunication depuis le Concile de 1440, cependant, le Pape leur avait permis d'administrer les sacrements à leurs serviteurs et à leurs hôtes.

La règle de saint Etienne recommandait aux frères une grande humilité et l'on voit dans les *Antiqua statuta Ordinis Grandimontensium* publiés dans le *Thesaurus Anecdotorum* que, pour pratiquer cette vertu, il leur était enjoint de remplir, chacun pendant huit jours, l'office de cuisinier : « *Fratres per septimanas in coquinae officio sibi succedant.* » (D. Martène, op. cit., T. IV, p. 1230).

La mortification leur était également recommandée et nous trouvons dans les mêmes statuts des conseils de tempérance.

« *Attendite ne graventur corda vestra in crapula et ebrietate, cibi potusque superfluitatem omnino devitate.* » (Ibidem).

Leur costume était sévère ; l'abbé de Saint Bertin Jean Yper le décrit ainsi au ^{xiv}^e siècle :

« *Habitu gerunt brunum, sive griseum, tunicam scilicet et scapularem desuperque non cucullam aut frocum, sed capam ante scissam.* » (D. Martene, op. cit., t. III, p. 586).

Les annales de Grandmont nous^o apprennent qu'au Chapitre de 1473 on apporta des modifications à ce costume :

« *Item statuitur ut fratres deferant magnum habitum sutum cum pannis seu scapulati et zonu seu lizeriis, quae non sit de serico sed de lana et quod parvus habitus in Ordine portari consuetus nullatenus deferatur nisi equitando vel laborando et quod talis habitus sit longus, largus et honestus et, in locis famosis, semper magnus habitus deferatur ; nec deferant cornetas de serico sed de panno, neque gerant capellos, nisi equitando et in casa necessitatis, nec sotulares rostratos nec vestes apertas ante seu retro.* » (Levesque, op. cit., p. 345).

Le vœu d'obéissance que les religieux^o avaient prononcé, non seulement les obligeait à suivre strictement la règle de saint Etienne, règle qui, d'ailleurs, reçut au cours de l'existence de Grandmont de nombreuses et importantes mitigations, mais encore à se soumettre complètement à l'autorité de leurs supérieurs. Honorius III, dès 1217, proclame que ces supérieurs ont droit à l'obéissance absolue et au respect des frères. Comme marque de respect dû à leurs supérieurs il leur était interdit de se lever de table avant d'y avoir été invités. (Levesque, op. cit., p. 345).

Enfin, tous étaient soumis à la juridiction de l'Abbé.

Ajoutons qu'un grand nombre de religieux s'a-

donnaient à l'étude du droit canon et des lettres et le P. Levesque, on se le rappelle, nous dit qu'au xiv^e siècle il était difficile de découvrir un frère qui ne fût pas bachelier ou licencié (1). La chose n'est pas étonnante si l'on songe que l'on obéissait à une prescription de Jean XXII qui avait décidé que chaque année l'Abbé désignerait douze frères dociles et doués pour les envoyer à Paris étudier les lettres et le droit, et qu'il leur fournirait tous les moyens de poursuivre dignement ces études ; malheureusement cette sage coutume tomba en désuétude sous la domination des abbés commenditaires et, à part les religieux qui enseignaient au célèbre collège Mignon, à Paris, les Grandmontains étaient au xvii^e et au xviii^e siècles réputés pour leur ignorance dont on leur fit grand grief au moment de la suppression de l'Ordre.

Le vœu de chasteté obligeait les religieux à une grande réserve, il leur était formellement interdit de parler à une femme, et un frère ne devait jamais sortir seul du monastère.

« *Quando fratres a cella exierint, causa eundem in aliquem locum, duo sint minus.* » (D. Martenè, op. cit.; p. 230).

Leur costume était, lorsqu'ils sortaient, encore plus sévère et il leur était interdit alors de porter des vêtements ouverts ou simplement fermés par

(1) Voir plus haut p. 38.

des cordelettes. (Levesque, op. cit., p. 321). Les infractions à ce vœu étaient d'ailleurs punies de l'excommunication et de l'expulsion de l'Ordre.

Enfin, le vœu de pauvreté était très rigoureusement observé. L'abbé qui écrit des conseils à l'usage des novices leur déclare qu'ils doivent se rappeler qu'ils ne posséderont rien en propre et qu'ils devront même abdiquer la possession de leur volonté :

« *Numquam proprium possedere praesumas. Est enim proprium quidquid possides praeter victum et vestium et manifestas necessitates. Qui proprio renunciat, non solum possessiones, sed propriam voluntatem relinquere debet.* » (D. Martene, op. cit., t. V, p. 1832).

Nous trouvons également dans les antiques statuts certains préceptes conformes à cette règle de pauvreté. Les frères doivent se garder de vendre, aliéner, ou échanger les objets qui leur ont été confiés pour leur usage personnel à moins d'en avoir reçu l'ordre exprès de leur supérieur.

« *Nullus frater alii dare vel vendere aut cum alio commutare debet hoc quod ei traditur ad utendum, nisi a proprio correctore praecipiat.* » (Ibidem, t. IV, p. 1230).

De même, il leur est interdit de rien donner à leurs parents ou aux parents de leurs frères, à moins que ce ne soit un objet sans valeur et que le fait ne se renouvelle pas souvent.

« *Frater diligenter caveat ne suis aut aliorum fratrum cognatis aliquid, praeter hospitalitatem et quodlibet munusculum, quod pretium quatuor nummorum non excedat, dare praesumat, quod tamen non saepe, sed raro, fiat.* » (Ibidem).

On pouvait sortir de l'Ordre par cinq procédés : (1).

1° Par dispense du Saint Siège.

2° Par changement ; mais si le nouvel ordre a une règle moins sévère que le premier, il faut une dispense du Pape.

3° Par annulation des vœux. Lorsqu'une condition de leur validité a manqué, le religieux ou ses parents peuvent intenter, dans le délai de cinq ans, un procès en nullité devant l'Evêque du diocèse. Benoit XIV en a fixé la procédure dans la Constitution *Si datum* de mars 1748.

4° Par expulsion, qui peut être prononcée pour des cas graves prévus par la règle.

5° Enfin par sécularisation, mais ce dernier cas a donné lieu à des controverses entre canonistes.

IV. LES RELIGIEUSES.

A. Les couvents de Grandmontaines

Saint Etienne de Muret avait formellement interdit de recevoir des femmes dans l'Institut qu'il fon-

(1) Voir André Mater : l'Eglise catholique. Sa constitution. Son administration.

dait, mais, si cette interdiction était toute naturelle alors qu'il s'agissait de mener une vie d'ermite et de solitaire au fond des bois de Muret, elle apparut sans fondement une fois que la vie monastique eut été réglementée et l'on pensa que rien ne s'opposait plus à ce que des couvents de femmes adoptassent la règle de saint Etienne. Les religieuses et les couvents dépendant de l'Ordre de Grandmont n'ont, d'ailleurs, jamais été nombreux. Le P. Levesque nous apprend qu'il n'y eut que trois prieurés de Grandmontaines.

« *Tres duntaxat¹ reperiuntur conventus monialium Ordinis Grandmontis* » (Levesque, op. cit., p. 298) tous les trois situés dans le diocèse de Limoges. C'étaient : La Drouille Blanche, le plus ancien prieuré, bâti au flanc d'une colline boisée de la paroisse de Bonnac, à 14 k. au N. de Limoges, à 10 k. au S. de Grandmont, la Drouille Noire à 800 mètres environ du précédent, au fond d'un vallon et dans la même paroisse, enfin, le Chatenet, d'abord prieuré d'hommes et qui ne fut habité par des Grandmontaines qu'à la fin du xvi^e siècle, situé aux environs de Feytiat à 10 k. S. E. de Limoges.

On ne peut pas savoir exactement à quelle époque ont été fondés les prieurés de la Drouille, ni à quel moment les religieuses qui les habitaient ont adopté la règle de saint Etienne. Louis Guibert a trouvé aux Archives de la Haute-Vienne une donation faite aux religieuses de la Drouille Blanche au début du xii^e siècle en présence du Prieur de Grand-

mont, nous ne pensons pas que ce soit là une preuve irréfutable de l'affiliation du prieuré à l'Institut de saint Etienne. Nous voyons en effet dans le cartulaire d'Aureil et de l'Artige publié par M. de Senneville (p. 108), une donation faite au Prieuré d'Aureil, en 1147, en présence du prieur de Grandmont et le prieuré d'Aureil a toujours été absolument étranger à l'Ordre de Grandmont. Tout ce que l'on peut dire de certain relativement aux Prieurés de la Drouille, c'est que la règle de saint Etienne y était établie en 1317 date de la réforme de l'Ordre, par Jean XII, bien que la Bulle de ce Pape n'en fasse pas mention.

Le Chatenet avait été primitivementsm habité par des moines, ce n'est qu'en 1576 que l'abbé François de Neuville y plaça des religieuses soumises à la règle de saint Etienne, ce fut le seul prieuré de Grandmontaines qui survécut à la destruction de l'Abbaye. La prieure du Chatenet demeura soumise à la juridiction du dernier abbé de Grandmont jusqu'à sa mort, elle passa ensuite sous celle de l'évêque de Limoges. Le Chatenet fut supprimé pendant la Révolution. La Drouille Blanche et La Drouille Noire disparurent beaucoup plus tôt. Le dernier prieuré était au XVIII^e siècle en ruine et sans conventualité, l'autorité ecclésiastique unit en 1747, ses revenus à la mense du Chatenet. A la même époque la Drouille Blanche n'avait plus que 7 religieuses, en 1744 on interdit d'y recevoir des novices et le 30 décembre 1756, avec le consentement de l'abbé de

Grandmont, un décret royal éteint et supprime à perpétuité ce prieuré et unit ses revenus et ses bâtiments à ceux du Chastenet (Abbé Nadaud. Pouillé historique du Diocèse de Limoges, p. 409).

B. La Prieure

Les Prieurés de Grandmontaines étaient dirigés par une prieure dont le mode de nomination a varié suivant les époques. A l'origine, les religieuses des couvents de La Drouille élisaient leur supérieure sous la surveillance de deux religieux envoyés par le Prieur de Grandmont et qui servaient de secrétaires à l'élection, cependant le Prieur pouvait nommer directement la supérieure. Ceci résulte d'un Compromis entre le Prieur de Grandmont et l'évêque de Limoges, compromis qui se trouve aux Archives de la Haute-Vienne :

« *Quando electio priorissae fiet in dicta domo de Drulhâ Alba pertineat ad conventum ipsarum monialium, ita tamem quod Prior Grandimontensis mittat, ad expensas suas, duos fratres sui ordinis idoneos qui, capitulo congregato ad eligendum die prefixa et dicto Priori denunciato, vota illarum quae habent vocem in electione diligenter inquirant et in scriptis redigant et redacta mox publicent in communi, nisi aliter divina inspiratione vel per forman promissi vel compromissi ipse de prioressa voluerit providere.* » (A. H. V., G. 9, fol. 47).

Cet acte est nécessairement antérieur à 1317 puis-

qu'à cette date Jean XXII érigea Grandmont en Abbaye et qu'il n'y est question que de Prieur. Un peu plus tard, une nouvelle transaction supprima complètement l'élection et donna à l'Abbé le droit de nommer directement la Prieure.

« Circa 1340, facta est solemnitas compositio inter Episcopum Lemovicensem et Abbatem Grandimontensem super Drulia Alba cujus prioressae electio pleno jure pertinet ad Abbatem. » (Levesque, op. cit., p. 298).

Enfin, en 1515, l'Abbé perdit le droit de nomination, qui appartint au Roi de France, à moins que le Prieuré ne se trouvât être un des quatre premiers vacants après l'élection de l'Abbé. L'Abbé ne conserve que le droit de visite dans les couvents qui suivent la règle de saint Etienne.

« Nunc etiam idem Abbas in hoc parthenone de Drulia Alba, sicut et in alio de Drulia Nigra, visitator agnoscitur sed et ipsorum monasteriorum sanctionales observant constitutiones ejusdem ordinis Grandimontis quemadmodum aliae in Prioratum de Castaneo constituae sub Francisco de Novavilla Abbate, idque apostolica auctoritate. » (Levesque, op. cit., p. 298).

En 1702, la conventualité a disparu à la Drouille Noire, mais la Drouille Blanche et le Chatenet sont dans la même situation que cinquante ans aupara-

vant lorsqu'écrivait le P. Levesque. Gilles Le Duc écrit en effet à cette époque :

« La Prieure du Chatenet est perpétuelle et de nomination royale, quand il ne vaque pas un des quatre premiers après l'élection de l'Abbé général de Grandmont qui en est le supérieur temporel et spirituel et qui y nomme deux de ses religieux pour diriger la supérieure et ses religieuses ». (Gilles Le Duc, op. cit., p. 366).

C'est au cours d'une visite, faite à la Drouille-Blanche, dont sa sœur était prieure, que l'Abbé de la Marche de Parnac y mourut en 1715.

Quel que fut son mode de nomination, la Prieure devait, dans les huit jours qui suivaient, se rendre à Grandmont auprès de l'Abbé et prêter serment devant lui. Nous avons trouvé la formule d'un serment prêté par une prieure du xvi^e siècle :

« *Ego Gabriela de Cappet, prioressa prioratus monialium de Drulia Alba, Grandimontis Ordinis, Lemovicense dioceso, ab hac hora in antea fidelis et obediens ero beato Petro, Sanctaeque Apostolicae Romanae Ecclesiae et Domino meo Papae suisque successoribus canonice intrantibus. Non ero in consilio, consensu, tenctatu vel facto ut vitam perdant aut membrum seu capiantur mala captione. Legatum apostolicum Sedis in eundo aut redeundo honorifice tractabo et in suis necessitatibus adjuvabo. Possessiones vero ad Prioratum meum pertinentes*

non vendam neque donabo; neque impignorabo, neque de novo infeudabo vel, aliquo modo, alienabo inconsulto Romano Pontifice. Sic me Deus adjuvet et haec Sancta Dei Evangelia. » (A. H. V., A. 2948).

On peut remarquer que cette formule se rapproche beaucoup plus de celle du serment de l'Abbé général que de celle du serment des Prieurs. Il n'y est pas fait mention des devoirs de la Prieure envers le chef d'Ordre et l'on voit que c'est le Souverain Pontife, et non l'Abbé de Grandmont, qui peut autoriser les aliénations de biens ; on peut en conclure que les prieurés de femmes jouissaient d'une plus grande autonomie que les prieurés d'hommes.

Les Prieures avaient mission de diriger leurs religieuses et d'administrer les biens temporels de leur couvent. Ce dernier soin était particulièrement pénible pour des femmes, aussi l'Abbé pouvait-il désigner deux de ses religieux pour les conseiller, ainsi que nous le rapporte Gilles Le Duc, ce qui ne les empêcha pas, du reste, parfois, de se faire représenter par des laïques ainsi qu'il apparaît de la procuration suivante :

« Le seizième jour du mois d'avril l'an 1617, au lieu et monastère de la Drouille-Noire paroisse de Bonnac, après-midy, a esté présente dame Anne de la Chasseigne, prieuresse du dit prieuré de la ditte Drouille Noire, diocèse de Limoges, laquelle de son bon gré, a faict et constitué son procureur noble

Guérin Gouyon, écuyer, sieur de la Fosse, auquel elle a laissé charge de comparoir pour elle en toutes ses causes meües et à mouvoir et spécialement, pour et au nom de la ditte constituante d'affirmer tout le revenu qui lui peut compétter et appartenir à cause de son dit prieuré, soit cens, rentes dixmes mesteries et tous autres revenus dûs à son dit prieuré tant en Lymousin qu'au pays du Périgord, généralement de faire ce que la ditte constituante feroit comme si présente et en sa personne y estoit, promettant sous la foy et serment de sa personne, obligation et hypothèque de tous et chacun ses biens. A quoy a esté condamnée et s'en soumet en Cours Seneschalle et Presidiale du Lymousin et par devant tous autres juges qu'il appartiendra. Ez présence de M Jehan Mousnier prestre curé de Bonnac et de M^e Jehan Cantillon aussy prestre de la ditte paroisse, tesmoingts cognus et ainsy signé.

Signé : Anne de la Chassaigne, Mousnier prestre, Cantillon prestre et Forge notaire royal. » A. H. V. A., 1174, fol. 45).

Il existe aux Archives de la Haute-Vienne un grand nombre de pièces concernant La Drouille et le Chatenet : copies de titre, actes de procédure, lièves, etc., qui prouvent que les Prieures n'ont pas négligé, quoique femmes, l'administration de leurs biens temporels.

C. Les Religieuses

Les Religieuses, après un an de noviciat, étaient admises à la profession et prononçaient leurs vœux ; elles devaient en outre être âgées de vingt ans, avoir le consentement de leurs parents et payer au Prieuré une dot qui, au Chatenet, était fixée à 2.500 livres. La prononciation des vœux entraînait pour elles, comme pour les moines, la mort civile avec toutes les conséquences que nous avons étudiées. Les fonctions subalternes étaient confiées à des sœurs converses, aidées de servantes. Il semble qu'au Chatenet, au XVIII^e siècle, les Grandmontaines se soient occupées d'enseignement puisqu'un Etat de 1748, cité par Louis Guibert, nous rapporte qu'il y avait à cette date au Chatenet 23 religieuses de chœur, une novice, 3 converses et une dizaine d'élèves pensionnaires (L. Guibert, op. cit., Appendice).

Les Grandmontaines étaient soumises à la règle de saint Etienne mitigée, mais elles n'étaient pas réputées pour leur austérité. Une tradition populaire, dont nous avons entendu bien souvent les échos persistants, accuse les religieuses de la Drouille Blanche et de la Drouille Noire des plus graves débordements. Louis Guibert, qui connaissait cette tradition, dit n'avoir rien trouvé pouvant la corroborer. Nous pouvons, en tout cas, voir, d'après un document des Archives de la Haute-Vienne, qu'une prieure de la Drouille Noire n'a pas eu une conduite

exemplaire. En 1591, la Prieure de ce couvent, voulant réclamer certaines rentes et ne pouvant représenter les titres qui les constataient, affirma qu'ils avaient été détruits dans un pillage du prieuré au moment des Guerres de Religion. Une enquête fut ouverte pour vérifier cette allégation et c'est le procès-verbal de cette enquête qui nous a été conservé. Nous croyons devoir reproduire ce document, bien qu'un peu long, car, outre qu'il nous donne des renseignements sur la conduite de la Prieure Marguerite Couraud, il nous apprend quelle était la forme d'une Enquête à la fin du xvi^e siècle et nous constatons que bien des formalités se sont maintenues dans notre Procédurê Civile :

« Du 13^e jour de septembre 1591 par nous Jehan Baignol, conseiller, juge magistrat et enquesteur pour le Roy, en la sénéchaussée du Lymosin et siège présidial de Limoges. Michel Leduc, natif du village de Cloup parroisse de Saint-Sylvestre, demeurant de présent au village de Bleymont, mé-tayer, en la paroisse de Chaptelat, d'âge de cinquante ans ou environ, tesmoingt produit, juré et receu de la partye de dame Françoise de Salaignac, prioressse de la Drouille Noire, demanderessse contre Jehan Lagnau et aultres tenanciers du Grand Mas-neu deffendeurs, ouy et examiné sur les faicts contenus dans son enqueste signée J. Mourest, transcrite, Monsieur playse vous ouyr et enquérir. — Michel Leduc dépose cognoître les parties de veue

et fréquentation seulement et n'estre leur parent, allyé ny domestique, dit que l'année du Grand camp, de laquelle année ny du temps il n'est à présent plus aultrement mémoratif, sy n'est qu'il estoit lors métayer au lieu de la Droulhe Noire, ayant oüy dire que les troupes arrivoient, il prit dans un sac des jambons, du lard et des hardes qu'il avoit pour les réfugier en quelque lieu secret, afin d'éviter que les soldats ne les prissent, et, comme il fut sorty de la porte de la maison au dit lieu de la Droulhe, aucuns soldats des dittes troupes le prirent et le menèrent au bourg de Bonnet, ils luy ostèrent les hardes qu'il portoit et, ayant été ainsi dévalyzé, il retourna le lendemain au dit lieu de la Droulhe, même au prieuré, où il trouva et reconnut qu'aucuns soldats des dittes troupes y avoient passé et avoient pris la plus grande partye et les plus précieux des ustancyles, joyaux et aultres choses qu'ils y trouvèrent, et avoir rompu les papiers et titres qui y estoient et n'avoir laissé aucune chose en son entier, car comme il vit, avoir rompu les portes, coffres et papiers, que le dit desposant vit qui estoient rompus et foullés parmy les chambres, toutefois ne scait si entre les dits papiers estoient les titres et papiers concernant les revenus du dit prieuré, dit avoir aussi cognu de veue et fréquentation feue Marguerite Coural qui avoit esté prieure, du dit prieuré même l'année dudit Grand Camp, laquelle il avoit oüy tenir et nommer, durant son vivant, en réputation de femme débordée et de mauvaise vie et qu'elle n'a-

voit aucun soin de gouverner le bien dudit prieuré ny son honneur..... Guillaume le petit, de Traschiéras... dépose que l'année appelée du Grand Camp, de laquelle peut avoir, comme luy semble, vingt-cinq ans ou environ, que demeurant pour lors au dit village de Traschiéras dont il est natif, lequel village est prochain dudit lieu de la Droulhe Noire d'environ trois jeux d'arbaleste, craignant qu'aucuns des soldats qui estoient des troupes du dit Grand Camp allassent loger et ravagier au dit village de Traschiéras, luy et ses circonvoisins quittèrent ledit village pour garantir quelque chose de leurs meubles et, s'estant réfugiés au lieu noble de l'Eychosière et environ ledit déposant ouyt dire tant à Martial de Cloup, qui estoit pour lors métayer du dit lieu de la Droulhe, qu'à plusieurs aultres personnages, qu'aucuns soldats des troupes de la ditte armée estoient entrés dans ledit prieuré et qu'ils avoient pris et emporté d'ycelui les meubles, ustancyles, joyaux et aultres choses qu'ils y avoient trouvé, rompu et mis en pièces les papiers, titres qui y estoient et que les dits papiers et titres estoient foulés sous les pieds en chacune des chambres du dit prieuré et, de fait, vit passer plusieurs soldats conduisant des chevaux qui estoient chargés de pillage sortant du dit prieuré... dit davantage avoir connu feue Marguerite Coural, laquelle, es ditte année du Grand Camp, voir longtemps auparavant, estoit prieure du dit prieuré, estant en fort mauvaise réputation, car n'estoit bonne ménagère et ne se fai-

soit de compte de serrer les titres servant à la conservation des renttes du dit prieuré, ainsy les vendoit à qui que ce soit, vendit ainsy que le dit déposant oüyt dire au dit temps une rente de 5 septiers bled qui estoit due sur le village de la Betoulle, paroisse des Eglises et estoit tenue en réputation de femme débordée et de mauvaise vie, toutefois ne le scait le dit déposant aultrement, ny autre chose du contenu des dits faicts. A luy lu et donné à entendre de mot à autre et n'a sceu signer sur le tout dûment enquis et signé. Signé Guyot, greffier. (A. H. V. A. 1174, fol. 2 et 3).

V. LES PRÊTRES SÉCULIERS.

L'abbé Nadaud, dans son Pouillé historique du diocèse de Limoges, nous dit : « *Les Ermites de Grandmont ne pouvaient posséder d'églises, c'est-à-dire de paroisses. Ce point de leur règle n'a été sujet, jusqu'à présent, ni à mitigation ni à réforme, ils ne nomment donc à aucune cure.* » (Abbé Nadaud, op. cit., p. 416). Grandmont n'a donc jamais eu de paroisses à gérer et nous n'aurions pas à nous occuper de prêtres séculiers (1) s'il ne nous fallait dire quelques mots des chapelains des prieurés de femmes du Chatenet et des deux Drouilles. L'abbé Nadaud nous donne tous les renseignements nécessaires à ce sujet. La Drouille Noire et le Chatenet

(1) Nous avons vu qu'au moment de la Commende un certain nombre d'Abbés et de Prieurs Commendataires avaient été des séculiers.

eurent un aumônier nommé par la Prieure et confirmé par l'évêque de Limoges, son rôle se bornait dans ces deux couvents, à dire la messe et à administrer les sacrements aux religieuses. Celui de la Drouille Blanche prit une plus grande importance. Dès le ^{xiii}^e siècle, probablement avant l'affiliation à Grandmont il est, dans un acte de 1272, qualifié « *Durandus capellanus et rector domus de Drulhia Alba, procurator priorissae et conventus* » (Abbé Nadaud, op. cit., p. 411).

Dans la transaction conclue entre le Prieur de Grandmont et l'évêque de Limoges il est dit que la prieure et les religieuses de la Drouille Blanche conserveront le droit de choisir leur aumônier, qui devra être confirmé par l'évêque de Limoges :

« ...*Et etiam ad prioressam et conventum ejusdem pertineat electio et presentatio cappelani qui eisdem ecclesiastica sacramenta ministret et curam habeat animarum quem ab Episcopo Lemovicensi recipere teneatur.* (A. II. V., C. 9. fol. 47. 5°).

Mais, dans la suite, cette fonction d'aumônier devint de plus en plus importante, au point de constituer un véritable bénéfice, tout comme une cure de paroisse : l'abbé Nadaud nous apprend, en effet, que, malgré la défense de saint Etienne de Muret, tous les habitants des environs assistaient à la messe, les dimanches et jours de fête, dans la chapelle de la Drouille Blanche qui avait peine à contenir la foule qui s'y pressait, le peuple y allait avec d'autant plus

de plaisir, dit l'abbé Nadaud, que l'on n'y faisait ni prône, ni instruction, ni rien de tout ce qui allonge les offices dans les églises paroissiales.

Il arriva même qu'en 1605 le chapelain de la Drouille crut pouvoir affermer sa charge. L'abbé Nadaud nous dit, en effet, que le 17 novembre 1605 François Vouzelle, prêtre, curé de la Drouille Blanche afferme à Martial Jaunac le jeune, prêtre, pour trois ans à compter du jour de bail, le revenu de cette cure. Vouzelle cède tout celui qui viendra dans l'église et six setiers de blé, mesure de Limoges, que la dame de la Drouille est tenue de balher chacun an au curé, il cède aussi la maison et verger appartenant au dit curé, se réserve la rente d'une maison située dans la ville de Limoges et la fondation faite par feu M. François Vauzelle, curé de la dite cure, qui est de 100 sols de rente, pour des messes que le dit Vauzelle pourra dire à St-Sylvestre ou où bon lui semblera, Vauzelle sera tenu de payer les décimes. Jaunac fera le service et donnera chaque année 9 livres. Si la prieuresse ne fournit pas un prêtre les fêtes annuelles pour chanter l'office, Vauzelle en fournira un, si besoin est. Au cas qu'il veuille la cure pour lui, Jaunac sera tenu de la lui quitter étant préalablement remboursé de ce qu'il aura servi. (Abbé Nadaud, *op. cit.*, p. 411).

On voit d'après ce texte qu'il s'agissait d'un véritable bénéfice, et que le couvent de la Drouille devait fournir à son chapelain le logement et une ren-

te de six setiers de blé, en plus de ce qu'il pouvait gagner comme curé, mais on se demande ce que devient dans ce contrat, le droit de la prieure et de ses religieuses de choisir librement leur chapelain.

CHAPITRE II

Les Laïques

Observation. — Presque tous les documents concernant Grandmont sont l'œuvre d'ecclésiastiques qui se sont surtout placés au point de vue religieux et qui sont très sobres de détails sur les laïques dépendant de l'Ordre ; aussi, nous bornerons-nous, dans ce Chapitre, à quelques observations, aimant mieux être accusés d'indigence que de nous aventurer dans des hypothèses que nous ne pourrions appuyer sur aucun texte précis.

I. LES FRÈRES CONVERS.

Les Frères Convers sont des moines qui n'ont pas reçu les Ordres, qui sont donc des laïques bien qu'ils prononcent des vœux et qu'ils soient revêtus d'un vêtement à peu près semblable à celui des re-

ligieux profès. Ils ont été dans l'Ordre de Grandmont très nombreux à l'origine, ce qui s'explique très bien par la disposition de la règle de saint Etienne qui interdisait aux Clercs de s'occuper de travaux manuels, sauf exceptionnellement à titre de pénitence ; les Grandmontains n'eurent jamais, pensons-nous, sous leurs ordres de travailleurs salariés ; tous les grands travaux, qui au Moyen Age transformèrent la contrée, sont l'œuvre des frères convers ; ce sont eux qui édifièrent les bâtiments du chef d'Ordre et les granges avoisinantes, défrichèrent les landes et construisirent quinze étangs dans les environs de Grandmont.

Les convers étaient en général de pauvres gens qui avaient été recueillis à Grandmont : serfs maltraités par leur seigneur, ou déguerpissant de leurs terres sur lesquelles ils ne trouvaient plus de quoi vivre, ou même hommes libres qui, désireux d'être nourris et logés à l'abri de la faim et des guerres civiles, se donnaient au Prieuré. En entrant à Grandmont ils prononçaient simplement le vœu d'obéissance par lequel ils se soumettaient au Prieur et promettaient d'observer la règle particulière qui leur était imposée ; la prononciation de ce vœu ne les frappait pas de mort civile, mais ils se trouvaient dans une condition toute voisine car ils devenaient en quelque sorte des serfs ecclésiastiques, ne pouvant plus sortir du prieuré et n'ayant le droit de rien posséder en propre. Ils étaient revêtus d'un costume très voisin de celui des profès mais avec

plus de commodité pour le travail, en outre ils portaient la barbe tandis que les clercs étaient rasés : leur nourriture, leur boisson, leur dortoir, leur réfectoire devaient être semblables à ceux des clercs, leurs vêtements d'aussi bonne qualité que les leurs :

« *Communitas et æqualitas erit omnibus tam clericis quam laïcis in cibo, in potu, in dormitorio et in refectorio et de æque bonis pannis vestientur.* » (D. Martene, op. cit., I, 630).

Leurs fonctions étaient doubles. Ils s'occupaient d'abord des travaux manuels : construction de bâtiments et de chaussées d'étangs, défrichage et labourage, etc. ; ils étaient, en outre, chargés, sous la direction du Prieur, de l'administration du temporel ; bien que les Clercs n'eussent aucune part à cette administration, le Prieur pouvait cependant à ce sujet, prendre l'avis de quelques-uns d'entre eux.

« *Verum tamen in ordinatione temporalium poterit Prior clericos advocare quos voluerit et eorum consilium habere licebit Priori.* » (D. Martène, ibidem).

Les convers devaient également recevoir les aumônes, mais il leur était enjoint d'énumérer chaque matin dans un chapitre public les aumônes reçues la veille et de faire connaître les noms des donateurs :

« *Eleemosynas et eleemosynarum quantitas eorumque datores mane dicentur in capitulo publico in quibuscumque datae fuerint cellis* (D. Martène, *ibidem*).

Nous savons que cette administration du temporel devenant chaque jour plus importante, donna aux convers l'idée de s'arroger des droits qu'ils n'avaient pas, ils voulurent s'immiscer dans le domaine spirituel, nommant et déposant les prieurs, voulant ordonner les offices, ils violèrent ouvertement la règle, dissipant les biens du Prieuré et molestant les clercs ; leurs usurpations intolérables nous sont connues par une lettre qu'en 1215 les clercs de Grandmont écrivirent au Pape pour se plaindre de la triste situation qui leur était faite par les convers :

« *... Non est princeps in populo suscitatus a Domino qui liberet nos de manu laicali. Ipsi siquidem laici nos opprimunt, ultra quam credi potest, affligunt. De servientibus facti sunt domini, magistri de discipulis et divites de egenis, nolunt corrigi sed corrigere, non doceri sed docere, volunt videri philosophi, cum sint omnino stolidi, sapientes tamen sunt ut faciant mala, bona autem facere nesciunt quia Dei non sunt ; domos Ordinis destruunt, instituta religionis violant, bona communia dissipant... De receptis et expensis, juxta mandatum tuum Domine, nolunt reddere rationem sed contradicunt dicentes quod curam habent temporalium*

de mandato tuo et prout voluerint dispensabunt... Manus scilicet in nos ejicient violentas et minantur fendere cerebrum si in aliquo eorum pravae voluerimus resistere voluntati. Cibos nostros coinquant ut sic nos puniant. Temporalia omnino sibi venducant et etiam spiritualia nihilominus usurpare praesumant : ad collationem enim pulsant, processiones ordinant, sanctuaria portant et quod ita debeat fieri pariter dicunt et affirmant ; ipsi etiam nos accusant simul et judicant, et si forte aliquem illorum nos reprehendimus, vel pro aliquo delicto imposuerimus ei judicium quod in aliquo sit suae voluntati contrarium, contradicet nobis aperte asserens se scire quomodo debet judicari. »

Les frères convers disparurent de Grandmont peu après la réforme de Jean XXII ; leurs exactions avaient démontré l'inconvénient de la disposition de la règle de saint Etienne, qui confiait à des laïques l'administration du temporel. A partir de 1317, les abbés prirent le gouvernement effectif des âmes et des biens de leur Ordre ; d'autre part, les gros travaux accomplis par les convers étaient achevés, et les Grandmontains renoncèrent peu à peu à exploiter directement leurs grands domaines, ils accensèrent leurs terres, et se contentèrent d'en toucher les revenus.

Il est bien, de temps en temps, dans les textes postérieurs, question de sœurs et de frères convers des prieurés grandmontains, mais il ne s'agit plus

que des religieux ou religieuses à qui sont confiés des emplois subalternes : cuisinier, jardinier, portier, etc...

II. LES FRÈRES DONNÉS (*Donati*).

Grandmont n'a jamais eu, comme l'Ordre des Chartreux, un grand nombre de « frères donnés » ; on en trouve cependant quelques exemples, et il est utile de fournir quelques explications sur leur condition. Les frères donnés (*Fratres donati*) étaient des laïques, le plus souvent de grands seigneurs qui, par piété, se donnaient à un Prieuré ou à une Abbaye, auxquels ils faisaient abandon de tout ou partie de leurs biens, et qui, en retour devaient les nourrir et les entretenir ; c'était donc un véritable contrat qui intervenait entre le frère donné et le prieuré où il entraît. Il ne prononçait aucun vœu et s'engageait seulement à suivre une règle particulière. Sa détermination n'influaît nullement sur sa condition civile et il était libre de sortir du monastère lorsqu'il le jugeait bon ; pendant son séjour, il participait à tous les exercices spirituels des moines.

Un des plus illustres frères donnés de Grandmont fut le vicomte Eble de Ventadour, dont nous trouvons l'engagement dans les Annales de Grandmont. Ce document est intéressant à étudier ; on y voit le vicomte de Ventadour avec le consentement de sa femme et de ses fils, avant d'entrer à Grandmont, soumettre tous ses biens à la puissance et à

la juridiction de l'archevêque de Bourges et de l'évêque de Limoges et les mettre en gage pour tous les frais et pour tous les dommages que pourrait causer à l'Ordre sa réception ; il promet en outre de n'user d'aucune exception, se soumet d'avance, si besoin est, à la censure ecclésiastique pour l'exécution de sa promesse et donne, comme cautions solidaires de son engagement, de puissants seigneurs et de respectables ecclésiastiques. Voici le texte de ce document :

a. Notum sit omnibus, tam presentibus quam futuris, quod ego Ebolus, Vicecomes de Ventadour et Maria, uxor mea vicecomitessa, et nos Robertus et Ebolus filii eorum (sic), nos et totam terram nostram exposuimus et obligavimus jurisdictioni et potestati Venerabilium Virorum et Dominorum Bituricensis Archiepiscopi et episcopi Lemovicensis antequam ego Ebolus acciperem habitum Ordinis Grandimontensis (1) ad persolvendos omnes clamores et debita et quaestiones quaecumque poterunt fieri vel moveri de receptione mea. Venerabli Priori Grandimontis, vel ejus Ordini, promittentes eisdem praestito juramento praefatum Ordinem ab omni damno et vexatione semper servare indemnem et restituere omnes expensas quas dictus Prior et ejusdem Ordinis fratres facient in causis vel alio modo

(1) Ces termes laissent même supposer que le comte de Ventadour^r entre comme religieux profès à Grandmont.

pro praedicta receptione. Quamobrem humiliter petimus a praedictis Venerabilibus viris quatenus ob petitionem jam dicti Prioris et fratrum ejusdem Ordinis ad exequendam praefatam promissionem si necesse fuerit per censuram ecclesiasticam nos et nostros competant. Insuper dedimus eis plegios de promissis nobiles viros Robertum vicecomitem de Turenna et R. fratrem ejus, et venerabilem et religiosum virum Guillelmum Abbatem Meymacensum et Bertrandum de Molsea et Constantinum de la Chassaigna et Hugonem fratrem ejus milites, qui abrenunciantes in hoc facto omni exceptioni (exemptioni) quae eis prodesse posset, quilibet promiserunt in solidum Priori et fratribus Grandimontis et totum Ordinem indemnes et restituere omne damnum et omnes expensas quas domus Grandimontis, Prior et fratres ejus fecerent in causis vel alio modo pro praedicta receptione mea vel sepultura. Haec autem promissio facta fuit in presentia Venerabilium virorum Guillelmi Abbatum (sic) (1) Tutelensis et Meymacensis et Guillelmi de Malmor canonici Lemovicensis et multorum aliorum religiosorum et saecularium. Et ut hoc ratum et firmum permaneat nostris et presentium verorum sigillis presentem paginam fecimus roborare. Actum Grandimonte infra octavas Pentecostes Anno Domini MCC primo. » (Levesque, op. cit., p. 185).

(1) Il y avait peut-être deux Abbés du nom de Guillaume, un Abbé de Tulle et l'autre de Meymac.

Nous n'avons pas trouvé dans les textes postérieurs mention des frères donnés. L'institution a peut-être disparu assez vite. En revanche, on trouve encore au xviii^e siècle des confréries groupées autour des prieurés grandmontains. Les confrères étaient des laïques s'associant pour accomplir des exercices religieux sous la direction de certains ecclésiastiques. En 1741, on faisait encore au prieuré de Sainte Croix de Puytilloux, diocèse de Bourges, une procession le dimanche qui suivait la Sainte Croix de mai. Le prieuré distribuait des cierges aux confrères de la Sainte Croix qui payaient en retour 2 l. 6 den. (1).

III. LES SERFS.

Au moment de la fondation de Grandmont l'esclavage a complètement disparu en France, l'Institut de saint Etienne n'eut donc jamais d'esclaves, mais il posséda un certain nombre de serfs. Lorsqu'un seigneur donnait à Grandmont une terre, il donnait en même temps en général un certain nombre d'hommes vivant sur cette terre. Prenons par exemple la Charte par laquelle Richard II donnait aux Bonshommes de Grandmont le domaine de Sarmaze près de Rouen et le pré d'Andillac, nous voyons qu'il donne en même temps des serfs sur

(1) Ce renseignement nous est communiqué par notre président de thèse, M. Chénon, dont la famille possède actuellement Puytilloux et qui n'ignore rien de l'histoire de ce prieuré.

lesquels il abandonne au profit du monastère tous ses droits de seigneur.

«... *Dedimus etiam memoratis Priori et bonis hominibus Joannem Sorret cum heredibus suis natis et nascituris apud Andillec ad custodienda saepe dicta prata, qui homo et heredes erunt semper liberi et immunes per totam jurisdictionem nostram ab omni pedagio et venda, telloneo, passagio, fossagio, vinagio, exercitu, equitatu et tallia et ab omnibus consuetudinibus occasionibus et exactionibus ad nos vel ad heredes seu successores nostros pertinentibus... Item praefatis Priori et bonis hominibus dedimus unum hominem apud Rupellam et alium hominem apud Maranthum.* » (Levesque, op. cit., p. 412).

D'autre part, il est fort probable que certains seigneurs abandonnèrent leurs serfs au monastère pour adoucir leur sort, sans que cet abandon fut le corollaire d'une donation de biens et que certains hommes libres adoptèrent le servage ecclésiastique pour se soustraire à la misère et aux dangers des guerres civiles ; enfin, ajoutons qu'un enfant né d'une femme serve de Grandmont était serf comme sa mère. Mais, bien que ces sources du servage paraissent abondantes, nous ne pensons pas que les serfs aient été bien nombreux dans l'Ordre de Grandmont. Jusqu'au ^{xiv}^e siècle les convers ont suffi à l'exploitation des terres et à partir de ce moment le servage tend de plus en plus à disparaître

de France, et les sujets de l'Abbaye nous apparaissent d'après les documents comme des tenanciers de condition libre.

Cependant dans la table des matières du Terrier de 1496, les habitants du village des Brugières, paroisse de St-Sylvestre, sont indiqués comme taillables et corvéables à merci. (A. H. V. H 90 A 5453) ce qui nous semble prouver qu'ils étaient serfs. Aux Brugières le seigneur pouvait donc prélever sans limite les redevances en argent et en nature dont il pouvait avoir besoin et exiger tous les services qui lui étaient nécessaires ; il n'aurait pas pu le faire si les habitants de ce village avaient été des tenanciers libres.

Il nous est absolument impossible de savoir quelle était exactement la condition des serfs de Grandmont, car nous n'avons trouvé aucun document à ce sujet et nous savons que la situation des serfs a varié à l'infini suivant les régions et suivant les époques. Nous pouvons seulement remarquer que Grandmont n'a certainement pas possédé de serfs avant la fin du XII^e siècle et qu'à cette époque la condition servile s'était déjà très sensiblement améliorée ; on reconnaît au serf certains droits de famille et de propriété ; il peut naturellement se marier, avoir une famille mais de plus posséder un patrimoine qui reviendra à sa mort à ses enfants. (Les établissements de saint Louis décidaient que les enfants du serf avaient droit, à sa mort, à la moitié de son mobilier). Il est également probable que l'in-

fluence bienfaisante de l'Eglise s'est fait sentir à Grandmont comme ailleurs, que l'abbaye traitait ses serfs avec douceur et que leur condition était très voisine de celle des tenanciers libres.

IV. LES TENANCIERS.

Les tenanciers étaient des hommes libres à qui une terre avait été concédée à perpétuité avec réserve d'un droit supérieur et de certains services. A partir du ^{xiv}^e siècle, au moment où les frères convers ont disparu, tous les domaines de Grandmont ont été exploités en tenures. Nous retrouverons les Censives quand nous nous occuperons dans notre troisième partie de la condition des terres, pour le moment nous devons dire seulement quelques mots de la situation des tenanciers ou censitaires.

C'étaient des hommes libres qui étaient seulement soumis à la juridiction de leur seigneur, ils avaient les droits de famille les plus complets, pouvaient posséder un patrimoine, tester, s'obliger, etc., sur la terre qui leur avait été concédée leur droit était considérable, ils la cultivaient comme ils l'entendaient, récoltaient ses produits, pouvaient même l'aliéner, à condition de payer au seigneur un droit de lods et vente ; à leur mort elle passait à leurs héritiers qui payaient un droit de mutation.

Leur dépendance vis-à-vis du seigneur se marquait par le paiement d'un cens recognitif en argent ou en nature, et par l'obligation de lui rendre

certains services. Nous trouverons plus loin le cens, il faut nous demander maintenant de quelle nature étaient des services dus à Grandmont par ses tenanciers. Nous venons de voir qu'il faut considérer comme de véritables serfs les tenanciers qui nous sont indiqués comme taillables et corvéables à merci. Mais le fait est excessivement rare et dans toutes les reconnaissances que nous avons vues les services dus par les tenanciers sont très minutieusement déterminés. Ces services ou corvées varient beaucoup ; celui qui revient le plus souvent est la corvée de charroi, mais certains tenanciers chargés de ce service, les habitants du village de Muret, par exemple, indiquent dans leur reconnaissance que les bouviers qui se rendent de Muret à Grandmont doivent être nourris à l'abbaye (A. H. V., A. 89, A. 5451, fol. 258). D'autres villages sont tenus de recevoir, au plus une fois par an, l'abbé et sa suite et de leur offrir l'hospitalité (A. H. V., 531). Enfin les tenanciers des environs de Grandmont sont chargés de contribuer à la défense militaire de l'abbaye nécessaire pendant les guerres du xv^e et du xvi^e siècle. Ils doivent le service de guet. Ce service a été limité par une Ordonnance de Louis XI qui décidait qu'il ne devait être imposé, qu'en cas de nécessité, qu'il serait seulement dû depuis le coucher jusqu'au lever du soleil, et qu'enfin, les seigneurs pourraient en dispenser leur sujet moyennant une redevance qui ne devait pas dépasser 5 sous par an (1). Nous

(1) V. Glasson : *Histoire du Droit et des Institutions de la France*. T IV, p. 452, en note.

trouvons dans le Reconnaissance de 1577 du village du Petit Coudier une application de cette Ordonnance :

« ... Comme le syndic du dit abbé et religieux de l'Abbaïe de Grandmont nous ont remontré que outre les devoirs susdits par la recognoissance du sizième de may mil quatre cent nonante six est notamment porté que les dits tenantiers dudit village du Petit Coudier doivent le guet abborné à cinq sols pourtant a recognu qu'en suivant la dite recognoissance les dits tenantiers du Petit Coudier disent qu'ils n'ont jamais accoutumés à payer les dits cinq sols, bien sont venus faire le guet comme les autres comme offrent faire quand besoing sera ou payer les cinq sols pourvu qu'ils soient exempts du service de guet pour l'advenir. Nous commissaire susdit ayant vut la recognoissance susdatée et en suivant leur offre lesquels comparant comme dessus ont recognu le dit guet à raison de cinq sols et protestant qu'en payant les cinq sols ils seront déchargés du service. Le tout fait ez prézence de MM. Vincent et Jean Le Contid du Grand Coudier tesmoings le dit jour mois et an que dessus. » (A. H. V., A. 89, A. 5451, fol. 8).

CHAPITRE III

La Juridiction de Grandmont

Observation. — Quand on étudie la juridiction d'un abbé dans notre Ancien Droit on a en général trois points à examiner : 1° la juridiction spirituelle que l'abbé exerce sur tous les religieux de son ordre ; 2° la juridiction seigneuriale qu'il possède en sa qualité de seigneur féodal sur toutes les terres dépendant de l'abbaye ; 3° enfin la juridiction civile, par laquelle l'abbé avait à juger certains litiges (compétence *ratione materiae*) ou certaines personnes (compétence *ratione personae*).

En ce qui concerne Grandmont, il n'existe aucune trace de cette dernière juridiction et il y a lieu de supposer que les Abbés n'ont eu que les deux premières. La chose n'est d'ailleurs pas étonnante : la juridiction civile ecclésiastique se partageait dans notre ancien Droit entre les évêques et les abbés des monastères, or, lorsque Grandmont fut fondé, l'é-

vêque de Limoges, évêché ancien et illustre, étendait sa juridiction sur tout le diocèse, et jamais ni les Prieurs, ni les Abbés de Grandmont n'ont pu songer à disputer aux successeurs de saint Martial (1) leurs prérogatives. Ils se sont, au contraire, soumis à leur juridiction, et un grand nombre de procès concernant Grandmont ont été portés devant l'Officialité de Limoges. Nous n'aurons donc à nous occuper que de la juridiction spirituelle et de la juridiction seigneuriale.

I. JURIDICTION SPIRITUELLE.

Dès l'origine, le supérieur des religieux, Prieur au chef d'Ordre, Correcteur dans les celles, avait pour mission de faire respecter la Règle, et naturellement le droit de punir toute infraction à cette règle. Clément III, en 1189, avait expressément reconnu ce droit au Prieur de Grandmont.

« *Priori... corrigendi etiam quae tam in personis quam observantiis regularibus fuerit corrigenda cum majoris sanioris partis clericorum et laïcorum consilio et assensu, salvo tamen institutionibus Ordinis, et privilegio Sedis Apostolicae, liberam et sine appellatione et contradictione qualibet concedimus facultatem.* » (Levesque, op. cit., p. 176).

Mais, on voit qu'il n'établissait pas un juge unique et que le Prieur devait consulter ses religieux : Les

(1) Saint Martial, apôtre d'Aquitaine, fut, on le sait, le premier évêque de Limoges.

antiques statuts de Grandmont prévoient, en effet, pour des fautes spirituelles toute une procédure se déroulant devant le Chapitre de l'Ordre, mais Innocent III permit au Prieur d'excommunier seul les frères qui auraient encouru cette peine :

« *Ne aliquis clericus Ordinis vestri nisi prior fuerit, vel hoc fecerit de mandato prioris, fratres suos excommunicare praesumat.* » (Levesque, op. cit., p. 191).

Bien avant 1317, le Prieur est déjà le juge unique qui doit punir toutes les infractions à la discipline ou à la Règle ; la réforme de Jean XXII qui lui confère la dignité d'Abbé, ne fait que confirmer son pouvoir. Nous allons, en restant toujours dans le domaine spirituel, examiner quelle était la compétence de l'Abbé, rechercher s'il y avait une procédure devant lui, et enfin voir quelles étaient les peines qui étaient appliquées, comment étaient exécutées les sentences, et s'il était possible d'en appeler à une autorité supérieure.

A. Compétence

1° *Compétence Ratione personae.* — Le supérieur de Grandmont avait la juridiction spirituelle sur tous les religieux de son Ordre, et nous prenons ce terme religieux dans un sens large, comprenant non seulement les religieux profès, mais encore les novices, les convers et les frères donnés. Nul ne pouvait lui disputer cette prérogative, pas même les

évêques ou autres dignitaires ecclésiastiques. C'est ce qui apparaît très nettement dans le Privilège d'Innocent III.

« *Si episcopi, vel alii ecclesiarum praelati, vel rectores in ecclesias in personas vestras inibi constitutas suspensiones excommunicationis aut interdicti sententiam promulgaverint, sive etiam in mercenarios vestros pro eo quod non decimas solvetis, sive aliqua occasione illorum quae a benignitate vobis apostolica sint indulta, seu benefectores vestros pro eo quod aliqua beneficia vobis vel obsequia ex charitate praestiterint, sententiam eandem protulerint ipsam tamquam contra Sedis Apostolicae indulta prolatam decernimus irritandum.* » (Levesque, op. cit., p. 191).

On voit même que le Pape étend très largement la compétence *ratione personae* du prieur, puisqu'il lui concède la juridiction unique, indirectement il est vrai, non seulement sur tous ses religieux, mais encore sur toutes les personnes dépendant de l'Ordre, et même sur les serviteurs salariés, si tant est qu'il y en ait jamais eu à Grandmont ; il ne faudrait cependant pas exagérer la portée de ce texte et croire qu'Innocent III accorde au Prieur Grandmontain compétence pour toutes les difficultés concernant l'exécution des dons faits à l'Ordre par ses bienfaiteurs. Le Pape dit seulement que tout ce qui serait fait pour entraver l'exécution de ces bienfaits serait cassé comme contraire aux privilèges concé-

dés à l'Ordre par l'Autorité apostolique. Si absolue cependant que soit la compétence de l'Abbé sur les Grandmontains au point de vue spirituel, elle ne s'étend que sur les personnes, et il a été décidé que l'Abbé n'a pas le droit d'interdire une église, même si elle appartient à son Ordre.

« *An Abbas Grandimontis possit interdicere ecclesias sui Ordinis definitur non posse.* » (Levesque, op. cit., p. 300).

Il arriva parfois que l'Abbé de Grandmont fut chargé par le Pape de juger un litige entre ecclésiastiques étrangers à son Ordre. C'est ainsi que Rigaud de Lavaud reçut commission du Pape Grégoire XV pour trancher un différend survenu entre le Chapitre et les vicaires de l'église cathédrale de Limoges et un autre né entre les Carmes et l'évêque de Saint-Flour. (Levesque, op. cit., p. 341).

2° *Compétence Ratione materiae.* — L'Abbé est le juge spirituel de toutes les infractions à la discipline et à la Règle de saint Etienne et nous verrons qu'à l'origine cette compétence s'étendait même sur des fautes qui nous apparaissent comme de véritables délits de droit commun ; toute infraction aux vœux d'obéissance, de pauvreté et de chasteté, toute transgression à la règle, par exemple le fait d'avoir troublé le silence sans motif, d'être sorti sans compagnon, d'avoir abandonné son monastère est une faute spirituelle que l'Abbé doit punir, mais, en

outre, si un frère en a frappé un autre, s'il a dérobé des objets de la communauté, ce sont là de véritables délits mais qui rentrent dans la compétence de l'abbé, juge spirituel de son Ordre.

B. Procédure

D'après ce que nous venons de dire, on voit que l'Abbé remplit surtout un rôle moral ; il doit corriger tous les actes répréhensibles, toutes les fautes qu'il découvre, il ne semble donc pas que l'on ait à parler d'une procédure quelconque devant lui ; on en trouve pourtant trace à l'origine, alors que le Prieur ne pouvait statuer qu'en Chapitre général après avoir pris l'avis des religieux assemblés : les antiques statuts de Grandmont publiés dans le *Thesaurus Anecdotorum* nous fournissent à ce sujet quelques détails intéressants :

Lorsque le Chapitre est réuni, seuls celui qui le préside, l'accusateur et l'accusé peuvent prendre la parole.

« *Dum capitulum tenetur, nullus loquatur sine licentia, nisi ille qui capitulum tenet et accusator et accusatus.* » (D. Martene, op. cit., IV, p. 1230, § 43).

L'accusateur doit appuyer son accusation sur des faits précis et non sur de simples soupçons.

« *Nullus clamet aliquem ex sola suspicione.* » (Ibidem).

Il doit dire brièvement et sans détour, le péché

commis par l'accusé et celui-ci ne peut pas répondre de sa place, il doit s'approcher du Prieur et réclamer son pardon :

« *Qui aliquem clamaverit non quaerat circuitiones in clamore suo, sed aperte dicat : ille fecit hoc, et qui clamatus fuerit, mox ut audietur nomen suum, non respondens in sua sede sed veniens proprius, veniam petat.* » (Ibidem, § 42).

Enfin, quiconque a péché publiquement ne peut être absous que s'il a demandé pardon en public et devant le Chapitre réuni.

« *Qui publice peccavit, non nisi publice et in capitulo veniam petat, absolvetur.* » (Ibidem, § 43).

Dans les cas très graves, cette procédure ne s'appliquait pas, ce n'était plus aux frères qu'il appartenait de juger leurs frères, mais au Prieur seul, ou à celui à qui il en avait donné mission :

« *De percussione autem et de luxuria et de furto, cum manifeste fuerint probata, frater fratrem non judicet, nisi solus pastor vel ille cui hoc quandoque duxerit injugendum.* » (Ibidem, § 52).

Mais dans la suite, l'Abbé étant devenu, dans tous les cas, juge unique, toute trace de procédure disparaît en même temps que la publicité des débats ; les choses se passaient beaucoup moins solennellement, le coupable était amené devant l'Abbé ainsi que son dénonciateur et que les frères qui pouvaient

fournir des renseignements utiles et après avoir entendu les uns et les autres, l'Abbé jugeait ce qu'il avait à faire.

C. Peines

Les peines variaient beaucoup, la plus grave était sans contredit l'excommunication que l'Abbé seul avait le droit de prononcer et qui entraînait l'expulsion de l'Ordre, elle était, surtout dans les premiers temps, encourue assez fréquemment et pour des fautes qui ne paraissaient pas très graves, par exemple la sortie sans un compagnon des lieux réguliers.

L'Abbé pouvait également ordonner le déplacement du délinquant, ou l'envoyer dans une autre maison de l'Ordre, mais il fallait le consentement du prieur et de la majorité des religieux de la maison ainsi désignée comme lieu de correction et de pénitence. (Levesque, op. cit., 280), les religieux déplacés par pénitence n'avaient pas le droit de prendre part aux votes ni aux délibérations du couvent dans lequel ils étaient envoyés. (Levesque, op. cit., p. 345).

L'emprisonnement était également prononcé dans quelques cas graves. Mais la peine qui, à l'origine, était le plus souvent appliquée, c'était la discipline ou châtimement corporel. Les antiques statuts nous apprennent qu'à chaque chapitre les verges doivent se trouver en permanence :

« In capitulo virgae maneant quibus fratres disciplinam faciant cum necesse fuerit. » (D. Martene,

op. cit., t. IV, p. 230 § 62). Elles servent à châtier les frères qui ont désobéi (Ibidem, § 53), ceux qui ont continué à parler lorsqu'ils ont reçu l'ordre de se taire (Ibidem, § 52), ceux qui ont troublé le silence par des propos inutiles ou frivoles (Bonaventure de Saint-Amable, op. cit., p. 418); mais ces châtiments corporels ont dû le plus souvent être remplacés par des réprimandes ou des pénitences purement spirituelles lorsque l'Abbé a eu à juger seul ces fautes légères.

D. Appel

Il semble bien qu'il n'a pas été prévu d'appel à la sentence du juge spirituel, les antiques statuts nous disent que le frère qui a été réprimandé ne peut pas à son tour réprimander son accusateur quand même il aurait de justes motifs de le faire :

« *Cum frater reprehenditur reprehendentem se non debet reprehendere quamvis recte reprehendere possit. Quod si faciat reprehensio sua non est accipienda.* » (Ibidem, § 38).

D'autre part nous avons vu que le Pape a donné au Prieur de droit de corriger ce qui doit être corrigé *sine appellatione et contradictione*. (V. plus haut p. 129). Enfin M. le chanoine Lecler a trouvé aux Archives de la Haute-Vienne une lettre du Pape Innocent III pour plaider la cause d'un frère qui s'était enfui du couvent. On verra dans cette lettre que le Pape parle en sollicitateur, reconnaissant au Prieur

le droit d'agir comme bon lui semblera et non en juge suprême :

« *Innocentius episcopus, servus servorum Dei, Dilecto filio Priori Grandimontensi salutem apostolicam benedictionem. Pro dilecto filio Aymerico, latore praesentium, confratre tuo qui claustrum tuum reliquit animi levitate, devotionem tuam rogamus attentius et monemus per Apostoli ea tibi scripta mandantes. Quatenus sic ipsum ad te humiliter redeuntem pro reverentia beati Petri et nostri recipias salva ordinis disciplina. Datum Lateran Kal Maii Pontificato nostro anno quinto decimo.* »

E. Délégation de la justice

L'Abbé n'exerçait la juridiction spirituelle que pour le chef d'Ordre et dans les maisons secondaires lors de sa visite. Chaque Prieur exerçait les mêmes fonctions dans son prieuré ; depuis le Chapitre de 1496, tenu sous les auspices du cardinal Bricconnet, il pouvait même faire incarcérer tout religieux grandmontain qui serait trouvé vagabondant ou causant du scandale, quand même il n'appartien-drait pas à son prieuré jusqu'à ce qu'il ait été statué sur son sort par son supérieur direct.

« *Capitulum statuitur quod quilibet Prior possit capere fratrem vagabundentem et Ordinem scandalizantem et captum incarceratione quo usque a proprio Priore vel a Domino Abbate aliud recipiat in mandatis* ». (Levesque, op. cit., p. 365).

Quand l'Abbé ou les Prieurs s'absentaient ils pouvaient déléguer des administrateurs, révocables à volonté, qui avaient mission de corriger leurs frères sans pouvoir cependant les punir de prison ou d'une peine plus grave à moins d'en avoir référé à leurs supérieurs : « *Transgressiones vero quae incarcerationes, vel poenam majorem requirent, referre suis superioribus tenebuntur. A quibus superioribus dicti administratores amoveri poterunt quandocumque eis videbitur expedire.* » (Levesque, op. cit., p. 302):

Cependant, les Prieurs étaient eux-mêmes, dans certains cas, soumis à la juridiction spirituelle de l'Abbé Général ; nous avons vu qu'ils pouvaient être déposés par lui, si une enquête faite en leur présence avait démontré leur indignité, mais qu'ils pouvaient toujours en appeler de cette sentence au Saint Siège. L'Abbé pouvait également citer les prieurs devant lui pour toutes les difficultés concernant leur élection ou le paiement des redevances annuelles dues par le Prieuré au Chef d'Ordre et c'était là, d'après le P. Levesque, une conséquence du serment prêté par le Prieur. (Levesque, op. cit., p. 329).

II. JURIDICTION SEIGNEURIALE.

Grandmont, dont les possessions commencèrent à s'accroître considérablement dans les années qui suivirent la mort de son fondateur, devint bientôt

le chef-lieu d'une importante seigneurie, dont le seigneur : prieur ou abbé, possédait la juridiction sur toutes les terres en dépendant. En effet, la plupart du temps, les seigneurs qui donnaient à Grandmont des terres ou des rentes pour le salut de leur âme, leur donnaient en même temps la justice qu'ils possédaient sur ces terres ou sur les immeubles sur lesquels étaient prélevées ces rentes. C'est ainsi qu'en 1192 Richard II d'Angleterre, à la suite de la donation du domaine de Sarmaze en Normandie, donne au supérieur de Grandmont la justice haute et basse sur toutes les terres que possédera l'Ordre dans ce duché sans que personne puisse y porter atteinte :

« *Volentes et præcipientes quod infra determinata signa in singulis locis dicti Prior et Boni homines ibidem serviētes habeant omne jus et dominum altum et bassum et nullus eisdem aliquā extorsionem aut violentiam in quolibet accidenti inferre præsumat.* » (Levesque, op. cit., p. 413).

Le même Richard fait une pareille concession de justice à la suite de la donation du Parc de Rouen .

« *...Ita etiam quod de cetero non teneantur stare in judicio coram nobis aut hominibus aut subditis nostris vel ipsorum heredibus aut successoribus quibuscumque, sed prædicti Prior et Boni homines et eorum quilibet successores in singulis locis sui Ordinis universis et singulis supra scriptis omni*

conquerenti per se vel per alios justitiam exhibebunt. » (Levesques, op. cit., p. 419). •

Pareilles donations de juridiction sur des terres isolées sont faites par l'Abbé de St-Augustin et le seigneur de Montcocu (Levesque, op. cit., p. 190).

La juridiction de Grandmont s'étant ainsi constituée devait fatalement se trouver en conflit avec celle des seigneurs féodaux voisins ; c'est ce qui arriva à la fin du xiii^e siècle, où, à la suite de dissensions et de procès, qui ne durèrent pas moins de vingt ans, des bornes et autres marques de clôture furent plantées, afin de fixer les limites des terres de Grandmont sur lesquelles les supérieurs de l'Ordre avaient pleine juridiction à l'encontre des prétentions des comtes de la Marche.

« *Anno 1313, clausura Grandimontis per cruces et alia evidentia signa fuit innovata de speciali mandato Philippi Quarti Francorum regis, post contentiones per viginti annos contra Comitem Marchiae habitas, intra quas limites domus Grandimontis haberet omnimodum justitiam et jurisdictionem de fratribus donatis, famulis familiariibus eorumque allocatis, etc...* » (Levesque, op. cit., p. 254).

Cet arrangement intervint, nous dit l'Annaliste de l'Ordre, à la suite d'un mandement du Roi de France Philippe IV ; ce document, qui se trouve aux Archives Nationales (Trésor des Chartes, J. J.,

45) a été publié par M. Leroux ; il est intéressant de le reproduire, car il nous permet de savoir très exactement ce que l'on doit entendre par la juridiction seigneuriale de Grandmont au xiv^e siècle.

« Philippus, Dèi Gratia Francorum rex, notum facimus tam presentibus quam futuris, quod cum dudum inter Il Bruni quondam Marchiae et Engolisimae Comitem, ex parte una et religiosos viros priorem et conventum domus Grandimontis ex altera, mota fuisset materia questionis super eo quod idem Comes dicebat se habere altam bassam justiciam et omnimodam jurisdictionem in terris locis et hominibus ad dictos religiosos et eorum domos et administraciones spectantibus ubicumque in terra et comitatu Marchiae existentibus ; praedictis religiosis in contrarium dicentibus se habere et debere habere ab antiquo et de antiqua consuetudine et ex concessione regum quondam Angliae ac Comitum Marchiae prognitorum et predecessorum Comitis memorati, confirmata per Nos et predecessores nostros altam bassam et mediam justiciam nec non merum et mixtum imperium et omnimodam jurisdictionem in predictis locis et hominibus et terris ad ipsos et monasterium suum spectantibus et spectaturis quomodo libet. In futurum ac se et monasterium suum predictum esse et fuisse in possessione vel quasi exercendi premissa per se vel allocatos suos per tantum temporis spacium cujus memoria contrarii non extitit, cum-

que questio predicta inter prefatos comitem et religiosos in curia nostra Montis Maurillii per viginti annos et amplius cum aplegiamentis et contra aplegiamentis durasse dicatur nos, finem litibus imponere cupientes, facta informatione per gentes nostros ad humilem supplicationem religiosorum ipsorum, quomodo religiosi ipsi de jurisdictione huius modi utebantur et usi fuerint temporibus retroactis, visisque et plenius intellectis privilegiis eorum, declarando eadem privilegia et contenta in eisdem super premissis, auctoritate nostra regia in modum qui sequitur duximus ordinandum.

Videlicet quod predicti religiosi infra metas eorum et prout in metis muris et aliis certis signis per dilectum et fidelem H. de Cella militem nostrum, cui quoad hoc liberam concedimus tenore presentium potestatem, declarandis circumcluduntur, habeant et possident perpetuo pacifice et quiete altam et bassam justiciam merum et mixtum imperium de fratribus donatis famulis et familiaribus eorum ac allocatis cum ipsis tantum et si ita esset quod alie persone aliunde venientes ibidem delinquerent criminaliter in tantum quod deberent pati mortem vel mutilacionem membrorum ipsi poterunt ipsos capere et captos reddere preposito de Dompnino qui pro tempore fuerit emenda secundum consuetudinem patriae debita secundum delinquentium fore factum infra metas predictas, excepta alta justicia dictis religiosis salva et quod nullus aliis in dictis locis aliquid jurisdictionis seu explecti

vel aliter quomodo libet petere poterit seu exigere nisi in casibus predictis et casus predictos tangenti-
bus et ex casibus dependentibus supradictis. In aliis autem locis aut terris suis sitis extra dictas clausuras et metas prout se extendunt et declara-
buntur per dilectum militem nostrum, ipsi religiosi et eorum successores habeant perpetuo, teneant et explectent pacifice et quiete et sine contradiccione quacumque per se vel per allocatos suos bassam et mediam vigeriam et cognicionem hominum suorum et omnium locorum in Castellania de Dompnonio existencium et aliarum personarum relinquencium ibidem et teneant assisias dictorum hominum et aliorum predictorum et habeant emendas eorundem usque ad summam duntaxat sexaginta solidorum Turonensium, item quod nec prepositus de Dompnino nec aliquis alius poterunt vocare dictos religiosos nec homines ipsorum in iudicio in casibus predictis nisi in casu ressorti superioritatis vel alte justicie et si contrarium fecerent, tenebuntur remittere dictos homines suos ad examen ipsorum religiosorum cum super hoc ab ipsis religiosis vel eorum certo mandato fuerint requisiti et tenebitur quilibet prepositus de Dompnino qui pro tempore fuerit jurare ad Sancta Dei Evangelia servaturum dictas ordinaciones nec dictis religiosis aut hominibus ipsorum imponere submissiones impeditas nec vocare eos in iuribus suis predictis, nec ipsorum in Castellania de Dompnino existencium citare vel verare quoquo modo ad suas assisias nisi

in casibus supradictis quod si facere quilibet prepositus de Dompnino recusaverit, non tenebuntur dicti religiosi nec homines ipsorum in aliquo coram ipso preposito respondere quousque fecerit dictum juramentum prout superius est expressum. Item ordinamus quod propter hujus modi declarationem eorum privelegiis immunitatibus quibuscumque et libertatibus aliis nulla tenus derrogetur immodicta privilegia perpetuo in suo robore duratura auctoritate nostra predicta regia permanent...

Actum Parisiis anno Domini M CCC X mense Aprilis.

(Leroux, Documents historiques concernant la Marche et le Limousin, p. 83).

On le voit, le document établit une distinction très nette entre les possessions de l'Ordre closes par des bornes ou autres marques apparentes de clôture et les autres possessions de Grandmont situées au-delà de ces bornes.

Sur les premières, le supérieur possède haute, moyenne et basse juridiction s'exerçant sur les religieux, les frères donnés, les serviteurs et les tenanciers ; elle peut même s'exercer au criminel sur les personnes étrangères à l'Ordre qui commettraient un délit à l'intérieur de ces clôtures, sauf cependant si la peine encourue est celle de la mort ou celle de la mutilation, auquel cas ces délinquants peuvent seulement être emprisonnés mais doivent être tra-

duits, pour être jugés, devant le Préposé du comte de la Marche en la Chatellenie du Dognon.

Sur les possessions de Grandmont situées en dehors des clôtures, le Prieur n'a qu'un droit de moyenne et basse vigerie sur les mêmes personnes dépendant de l'Ordre, et il peut, au criminel, condamner le délinquant jusqu'à une amende de 60 sous tournois. Les affaires de haute justice et les appels de ces décisions sont réservées au juge du Dognon.

Nous n'avons pas trouvé d'autres documents concernant la justice seigneuriale de Grandmont ; il est probable qu'elle n'a jamais été très active et qu'elle a disparu assez vite. En 1368, il fallut déjà une décision du Chapitre Général pour obliger les personnes appartenant à l'Ordre et ayant entre elles un procès, à le faire juger à Grandmont et pour leur interdire de s'engager mutuellement devant une juridiction extérieure.

« In Capitulo Generale innovatur antiquum et papale statutum quod causae quae emergunt inter personas Ordinis intra Ordinem audiantur et nullus frater alium trahere audeat coram forense iudice cujuscumque auctoritatis existat, aut saisinam in praejudicium personarum aut locorum ipsius Ordinis cujuscumque forensis iudicis ponere procuret, nec aliquis Prior vel frater se obliget alteri priori vel fratri sub sigillis iudicium forensium quorumcumque et contrarium facientes causam amittant et

contractus vel obligationes nulli sint eo ipso et ultra puniantur ad arbitrium Abbatis et diffinitorum. » (Levesque, op. cit., p. 313).

Cependant on trouve encore au xvii^e siècle, une nomination de notaire faite par l'Abbé, en sa qualité de seigneur de Grandmont : le document a été retrouvé et publié par M. le chanoine Leclerc :

« Georges Barny, Abbé de Grandmont, chef et général de tout l'Ordre, conseiller aumonier du roy. A tous qu'il appartiendra sçavoir faisons que, pour le bon et louable rapport à nous fait de la personne de M. Vincent Muret praticien demeurant au lieu de Grandmont et de sa capacité, vie, mœurs et religion catholique et de sa fidélité et pour récompense des services qu'il nous a rendus et espérons qu'il nous rendra à l'avenir, nous lui avons donné et donnons octroyons et conférons par ces présentes l'état et office de notaire et procureur postulant en nos terres et juridictions de Grandmont, St-Sylvestre, Trezen et Boisverd pour icelluy exercer dorénavant aux droits et immunités y attribués enjoignons à nos sujets de le reconnoître et à nos officiers de le recevoir en la charge et icelluy Vincent Muret installer et mettre en la possession d'icelluy le serment de lui préalablement pris à Grandmont le 25 may 1653. Signé : F. Barny, abbé. (Leclerc, op. cit., p. 342).

TROISIÈME PARTIE

Les Biens

CHAPITRE PREMIER

Origine des Biens

I. RÈGLE DE SAINT ETIENNE DE MURET CONCERNANT LA POSSESSION DES BIENS.

Pendant les sept siècles de son existence, l'Ordre de Grandmont a acquis des richesses considérables et, au xvm^e siècle, c'était certainement un des Ordres les plus riches du Royaume, eu égard au petit nombre des religieux qui le composaient. Cette situation a de quoi étonner, si l'on songe que saint

Etienne de Muret faisait de la pauvreté la principale des règles qu'il imposait à ses adeptes. Il avait cependant prévu la fondation d'un monastère et autorisait ses disciples à posséder tout ce qui se trouvait à l'intérieur des clôtures de ce monastère mais leurs possessions ne pouvaient pas s'étendre au-delà, car ils ne devaient jamais perdre de vue que leur mission n'était pas d'acquérir des biens en ce monde mais de gagner leur place future dans le ciel :

« Omnes terrarum possessiones quae sunt extra metas locorum vestrorum vobis, tanquam peregrinis et hic manentem civitatem non habentibus sed futuram in coelis inquirentibus, ex toto interdictimus... »

Et Bonaventure de Saint-Amable qui cite ce texte, ajoute :

« Au chapitre IV^e il passe plus outre ne voulant pas qu'ils passent aucun contrat sur les choses qu'ils ont reçues ou qui leur sont données cy après. » (Bonaventure de Saint-Amable, op. cit., t. III, p. 547).

Dans les années qui suivirent la mort de leur fondateur, les Grandmontains obéirent fidèlement à cette règle et se firent un devoir de ne rien posséder en propre ; ils vivaient d'aumônes et, en 1156, Henri II pouvait appeler le Prieur de Grandmont : *Prior pauperum Grandimontis* (1), mais, bientôt, leur fidélité au principe de pauvreté s'alléra et on

(1) Chanoine Lecler, op. cit., p. 56.

les vit accepter des dons que leur faisaient les seigneurs du voisinage qui se montraient d'autant plus généreux que les Grandmontains avaient acquis alors une véritable réputation de sainteté, leurs prières devaient donc attirer sur leurs bienfaiteurs les bénédictions du Ciel, et que les terres qu'ils abandonnaient étaient pauvres et incultes ; mais, les Grandmontains ne se rebutaient pas devant l'âpreté du sol et ils savaient défricher et assainir les terrains les plus arides et les plus marécageux, ils ne croyaient, d'ailleurs, pas violer la règle de leur fondateur puisqu'ils ne s'occupaient pas de l'administration de ces biens temporels et qu'ils laissaient ce soin aux Convers, auxquels ils demandaient seulement de leur assurer la vie de chaque jour et de leur permettre d'honorer convenablement Dieu. Le Pape Innocent III confirma, du reste, toutes les possessions qu'ils avaient acquises : « *Confirmantur generaliter omnia quae possidet Ordo Grandmontis.* » (Levesque, op. cit., p. 189).

Mais, au cours de la lutte qu'ils soutinrent au ^{xiii}^e siècle contre les Clercs, les Convers songèrent au Chapitre de la règle de saint Etienne que nous avons cité plus haut ; ils écrivirent au Pape pour lui dénoncer la violation des ordres du fondateur de Grandmont. Sur leur demande, le Pape Honorius III écrivit aux évêques de France pour leur ordonner de se saisir des biens acquis contrairement à la règle, de vendre les immeubles et d'en conserver le prix ainsi que les meubles jusqu'à ce que le Pape

leur ait indiqué l'usage qu'ils devaient en faire dans l'intérêt de Grandmont :

« *Conversi... obtinuerunt litteras apostolicas, quibus Honorius mandabat omnibus Archiepiscopis et episcopis regni Franciae ut omnia tam immobilia quam mobilia, bona ipsius Ordinis contra tenorem Regulae obtenta sibi facerent Ecclesiae Romanae nomine assignari et distractis immobilibus cum consilio Prioris et fratrum, eorum pretium atque mobilia fideliter conservarent, donec de ipsis ad utilitatem ipsius Ordinis aliter duceret Papa providendum.* » (Levesque, op. cit., p. 208).

Mais l'archevêque de Bourges et l'évêque de Limoges protestèrent contre une pareille décision et écrivirent au Pape pour lui dire qu'elle entraînerait à bref délai la destruction de l'Ordre. Honorius III donna alors mission aux évêques du Mans et d'Orléans d'étudier la règle de saint Etienne et de faire une enquête sur la situation de Grandmont. Ces commissaires se réunirent à Bourges et, après avoir entendu l'archevêque, les évêques de Limoges et de Clermont, le Prieur de Grandmont et un certain nombre de religieux appartenant à d'autres Ordres, dont l'Abbé de Cîteaux, ils reconnurent que cette disposition de la règle de saint Etienne était maintenant sans objet vu le développement qu'avait pris l'Institut et que n'avait pas prévu son fondateur, qu'elle n'avait été rappelée au Pape par les Convers que par esprit de vengeance contre les

Cleres, et qu'il y avait lieu de la supprimer. Honorius III leur donna satisfaction et, dès lors, Grandmont put acquérir sans restriction.

II. MODES D'ACQUISITION DES BIENS DE GRANDMONT.

A. Donations

Les donations sont les sources les plus abondantes des richesses de Grandmont. Dès l'origine, tous les seigneurs du voisinage rivalisèrent à qui comblerait le plus de ses faveurs l'Ordre naissant.

« En l'an 1132, Amélius de Montcocu leur donna tout le bois qui estoit en la montagne de Grandmont.. Amblard, Abbé de Saint-Martial de Limoges, leur céda du consentement de ses moines, l'estang de Sauvage, Mathilde, impératrice, et Henri, duc de Normandie et d'Anjou, puis Roy d'Angleterre, leur donnèrent 1.000 écus pour bâtir... Guillaume, chevalier de Razès, donna à Grandmont, pour son anniversaire, le Mas d'Engelar... » (Bonaventure de Saint-Amable, op. cit., p. 459 et 440).

Ces nombreuses donations ne doivent pas nous étonner. Nous savons qu'au Moyen-Age, les donations entre vifs étaient fréquentes : les coutumes ne s'étaient pas prémunies contre elles, la donation entre vifs apparaissant comme beaucoup moins dangereuse que le testament ; car elle dépouillait le donateur de son vivant, aussi n'était-il pas tenté de gaspiller, d'une manière inconsidérée, les biens de famille par des dons importants qui l'appauvris-

saient d'autant, si bien que les coutumes si défiantes contre le testament, dans leur souci de conserver les biens dans une famille et de ne pas dépouiller les héritiers de ce qui leur reviendrait, n'eurent pas à intervenir contre la donation, sinon pour la rendre irrévocable, frein nouveau ajouté au dépouillement actuel.

Les dons aux églises et aux abbayes étaient faits pour assurer le repos de l'âme du donateur ; avant d'être adressés au couvent ils le sont à Dieu ou au saint patron ; enfin, la plupart du temps le donateur n'agit pas seul ; sa femme et ses héritiers interviennent et c'est d'une véritable donation de famille qu'il s'agit :

« ...*Bernardus de Cospiac, miles et sua almodia uxor, sua filia quonda Helia de Reses et Helias Cospiac filius dedunt et concesserunt in perpetuum Deo et Beatae Mariae et conventui de Drulia Alba, pro salute animarum suarum et parenctum suorum nemus de...* » (A. H. V., A. 6686).

Parfois, la donation est indirecte et intervient sous forme d'une charge imposée dans un contrat à un tiers comme dans l'acte suivant qui se trouve à la suite de la reconnaissance des tenanciers de l'an 1577 :

« *Sachent tous, présents et advenir, que, par devant le notaire sousigné et les tesmoingts cy après nommés, au lieu noble du Mazet, paroisse d'Amba-*

zac, en la Marche, a esté présent et personnellement estably Jean Sarazin, escuyer, seigneur du Mazet. pour luy et les siens héritiers et successeurs présents et advenir d'une part, et Léonard Carneys son gendre et Charlotte Sarazin sa femme, aussy pour eux présent et advenir quelconques d'autre part ; le dit Jean Sarazin, de son bon gré et vollonté, a baillé, ceddé, quitté et delayssé et perpétuellement transporté de cens et rente perpétuelle aux dits Leonard Carneys et sa femme présents et acceptants, scavoir un sien pré appelé de Les Gadis, contenant un journal environ, sittué au territoire des Pierres confrontant..., plus une terre nommée de las Roschas..., plus une autre terre nommée de Boun Cirié... plus une chastagnerée nommée de Li Sartades... lesquels pré et pièces de terre, le dit Mazet s'estoit reservé pour en disposer à son playsir et vollonté comme bon luy semblera, du consentement de Charles Robin son gendre et de Charlotte Sarazin, comme appert par un contrat passé à Limoges par Morel, notaire Royal, lesquelles susdittes pièces reservées au dit sieur, le dit sieur les a baillées à Leonard Carneys et sa femme présents et acceptant à rente annuelle et perpétuelle à la charge de payer la somme de sept livres par chascun an au jour et feste de Noël, à la charge et condition que les dits sieurs Carneys et sa femme ne pourront charger les dittes pièces, laquelle rente le dit sieur a donné et donne au monastère de l'Abbaye de Grandmont pour le droit de fondation d'une messe qu'il entend

et désire estre cellebrée toutes les semaynes, le Vendredy par F. Jean de St-Goussaud religieux de la ditte Abbaye et Monastere de Grandmont et, après le deceds de St-Goussaud, le dit Léonard Carneys et sa femme et leurs hoirs et successeurs légitimes en nommeront un autre tel bon leur semblera, suppliant le dit seigneur Abbé vouloir laditte fondation, plus, sera tenu le chappelain qui dira la messe, trois coups de cloche sonner avant la célébrer et pour ce a donné au Sacristain de laditte Abbaye cinq sols tournois de cens et rente perpétuelle sur lesdittes pièces au terme de Noël payables par les dits preneurs leurs hoirs et successeurs qui à ce faire se sont obligés...

Donné et fait au lieu du Mazet en la présence de N. N et N. tesmoingts cognus et à ce appelés qui ont déclaré ne scavoir signer. Le sixième jour du mois de décembre, l'an mil cinq cent soixante et quatorze. » (A. H. V., H. 89, A. 5451, fol. 396. »

Les donations dont l'Ordre était gratifié étant fort nombreuses les Grandmontains purent se montrer scrupuleux sur leur acceptation et refuser les dons qui leur paraissaient devoir entraîner des contestations ou des litiges. C'est ainsi qu'ils furent amenés à refuser une rente à laquelle le Prieuré d'Aureil pouvait prétendre :

« *Quidam pauper homo de Nobiliaco, Johannes Claudus, qui cognomine de Buxo appellabatur, dedit filium suum Geraldo de Muris Canonico Sancti*

Johannis, et ipse nutritum eum in Aurelio de beneficiis monasterii postea morte Johanno patre pueris, Petrus Rotgerius, qui consanguinis illorum credebatur, dixit terram Johannis esse suam et condonatum sibi ab illo, misit se in Grantmon (sic) cum Bonis Hominibus et illis donavit duos sextarios de frumento ad Buxeriam in uno orto qui erat alodium Johannis patris pueris Audita hac re in Aurelio, Gerardus de Muris perrexit in Grantmon et fortiter illis calumniavit. Prior et ceteri fratres elegerunt magis puero in perpetuum relinquere quam sibi in injuste retineri frumentum. » (De Senneville. Cartulaire d'Aureil, p. 205).

B. Legs.

Le testament a reparu, on le sait, dès les temps mérovingiens, sous l'influence de l'Eglise (1) et, jusqu'au règne de saint Louis, tout testament était nul s'il ne contenait pas un legs pieux pour le salut de l'âme du testateur et la rémission de ses péchés. Nous n'avons pas trouvé de testaments gratifiant Grandmont de legs pieux, sans doute parce que ces documents n'étaient pas conservés dans les Archives de l'Abbaye, mais il est certain qu'il dut y en avoir car le Pape Clément III permit expressément aux Grandmontains d'accepter des legs de cette sorte :

(1) V. la thèse de M. Auffroy : *Evolution du testament du V^e au XIII^e siècle.*

« Clemens episcopus, servus servorum Dei. Dilectis filiis et fratribus Grandmontensis Ordinis salutem et apostolicam benedictionem. Cum juri et rationi conveniat ut viri religiosi et domus venerabiles specialibus privelegiis muniantur, constat eos ab hisque de jure communi quibus libet competunt nullatenus prohibendos. Ea propter litterarum presentium auctoritate sanctimus ut ea quæ vobis pia largitione fidelium fuerint ultima voluntate relicta, libere et absque contradictione qualibet recipere valeatis. Et super illis laudabilem testatoris sine ullius appellationis et contradictionis obstaculo exequi voluntatem. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostrae confirmationis infringere vel ei, ausu temerario, contra ire. Si quis autem hoc attemptare praesumpserit indignationem Omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. » (Gallia Christiana Nova, II, instrum. 192).

C. Acquisitions onéreuses

L'Ordre de Grandmont, enrichi par des dons gratuits, n'eut que fort rarement besoin d'acheter des biens. Cependant nous trouvons dans une liève du Chatenet et de la Drouille, de 1582, mention de l'achat de divers immeubles fait par le couvent du Chatenet en 1235.

« Le samedi après la Saint Michel 1235 Aymeric de Jaunhac chevalier, Pierre Bernardi chevalier,

Bernard et Guillaume ses frères, vendent pour 40 livres à la maison du Chatenet des bois et terres incultes le tout situé près du Bois et les maisons du Chatenet, ne se réservant ni propriété ni feodalité. » (Liève de 1582, A. H. V., A. 543, p. 122).

Nous avons également trouvé aux Archives de la Haute-Vienne l'acte de vente d'un pré, acte beaucoup plus récent puisqu'il est daté de 1529, mais qui nous paraît intéressant à un double point de vue.

D'abord cette vente est mêlée de libéralité. Le pré est vendu au-dessous de sa valeur, mais l'acheteur est en revanche tenu de prier pour le vendeur.

Ensuite le vendeur, un paysan des environs du prieuré, n'est que tenancier du pré qu'il vend, il doit au seigneur foncier une redevance annuelle dont l'acheteur aura désormais la charge, mais ce qui est remarquable c'est qu'il n'est pas autrement question de ce seigneur foncier, qu'il n'est nullement dit que son consentement à la vente ait été obtenu ni même sollicité. Il semblerait pourtant que le remplacement de ses tenanciers ordinaires par les religieuses de la Drouille Noire avait pour lui quelque intérêt, il est vrai qu'il ne s'agit que d'une aliénation partielle sans grande importance et qu'il est très probable que le vendeur du pré reste tenancier de son seigneur foncier pour d'autres domaines beaucoup plus considérables. Voici le texte de cet acte :

« Nous, garde du scel auctentique royal estably aux contrâctz ez bailliage de Limoges pour le roy nostre syre, scavoir faisons à tous que par devant nostre féal commissaire et juré du dit scel cy dessous escrit et les tesmoingts cy après nommez personnellement constitué et estably en droit Guillaume dit Guillaumot de Trâschiéras parroisse de Bonnat pour luy ses hoirs et successeurs lequel de son bon gré pure franche et libérale vollonté a vendu cédde quitté delayssé et perpétuellement transporté à noble et vénérable Dame Loyse de Coignac prioressse de la Drouille Noire de la ditte paroisse de Bonnat présente et pour ses successeurs, stipulant acheptant et acceptant scavoir est un petit pré contenant envyron un journal de pré siz ez appartenances du dit lieu de Trâschiéras confinant... avec chascune ses aysances et la charge requise par quartier deue au seigneur foncier dudit pré payable chascun an par la dite de Coignac et ses successeurs et ce pour la somme de 8 livres tournois monnoye ayant cours laquelle somme la ditte dame Loyse de Coignac prioressse a illecquo payé et baillé reellement et du faict au dit de Trâschiéras vendeur présent en monnoye blanche en prézence du notaire et des tesmoingts dessous nommés et s'engage la ditte dame à payer chascun an au seigneur foncier de l'Eychosière les redevances deues et accoustumées et pour que le dit pré dessus confronté vaut plus que la somme de 8 livres tournois ditte monnoye le dit Guillaumot de Trâschiéras vendeur a donné cédde

et quitté au dit prieuré toute la plus vailleue et autre quelconque droict et ce pour et afin que la ditte prioressse de la Drouille Noire et les autres qui seront en temps advenir au dit Prieuré soient tenues de prier et faire prier Dieu pour le dit Guillaumot pour le salut de son ame et les ames de ses parens amys et bienfaicteurs... A promis et promet le dit Guillaumot de Traschiéras vendeur pour luy et ses hoirs à la ditte dame prioressse et achepteresse présente et comme dessus stipulant et acceptant garantir et deffendre envers tous et contre tous de toutes obligations hypotécques saisines et detours... et a promis moyennant foy et serment faict et presté par le dit vendeur sur les Saincts Evangiles de Nostre Seigneur touchant le livre manuellement de non venir contre le contenu des présentes pour luy ni autruy aucunement en temps advenir et avec obligation et hypotécque de un chacun ses biens meubles et immeubles prezents et advenir quelconque que pour ce faire le dit Guillaumot a expressément obligé affecté et hypotecqué à la ditte prioressse Loyse dessus stipulant et acceptant... Donné et faict au lieu et prieuré de la Droulhe Noire parroisse de Bonniat ez présence de... tesmoingts cognus et à ce requis et appelez le 12 mars 1529. Signé : de Réculés. » (A. H. V., A. 4372).

D. Echanges

Les échanges ont dû être assez fréquents ; la Liève de 1582 nous en rapporte un datant de 1267 con-

cernant le Chatenet. On voit dans ce texte que les tenanciers des terres échangées acceptent le contrat. Nous ne pouvons cependant pas affirmer qu'à cette époque ce consentement soit toujours obligatoire.

« *Le 11 des kalendes de juin 1267, Guy prieur de Grandmont, cède en échange à Agnès Abbessse de la Règle une pièce de terre size au dessus de la Planche de Feytiat, en contre échange la dite Abbessse cedde au dit Prieur une terre size au dessus de l'E-tanche du Chatenet. Pierre du Puytizo pour luy et pour son père et Gérard du Puytizo vasseaux du Chatenet tenanciers de la terre cedde par le dit Prieur, et Pierre Germain Bernard Rompnaudi et son frère Etienne, vasseaux de la ditte Abbessse et tenanciers de la terre cedde consentent à l'échange.* (A. H. V., A. 543, fol. 124).

Nous avons trouvé un acte datant de la même époque et concernant le couvent de la Drouille Blanche qui nous paraît être un véritable échange, bien que le mot n'y soit pas prononcé :

« *Universis presentes litteras inspecturis officialis Lemovicensis eternam in Domino salutem. No-veritis quod Bernardus de Cospiac miles dominus de Sancto Pardulpho et sua almodia uxor, sua filia quonda Helia de Rezes mulier defuncta et Helias Cospiac filius ascenserunt in perpetuum pro se et omnibus heredibus suis et dederunt ad perpetuam censum priorisse et conventui ac domui de Drulhia Alba stagnum de Royera in eo statu in quo est modo et illam terram contiguam chaussate*

stagni que sita est inter chaussatem stagni et molendinum de Drulia Alba que terra est sita sub levata per quem aqua ducitur et habet cursum suum. Et amplius nemus et rupieram et totam terram et vernhiam que habebant ultra aqua contigua chaussate et molendino quod limes sunt semita per quem aut per quam itur a dicta chaussata stagni versus mansam de Junhac et nemus quod est partem dexteram... Et dicti dederunt et concesserunt in perpetuum pro se et heredibus suis dicte priorisse Conventui et domui de Drulia Alba quod habeant et percipiant perpetuo terram glebas lapides et alia que erunt necessaria ad reparacionem aut emendacionem chaussate aut molendini... Pro quibus promissis Priorissa et conventus de Drulia Alba novum censum assignaverunt et reddidunt dictis conjungibus et filio eorundem et heredibus suis totum jus quod habebant aut habere seu requere possent in futurum in teneuris Petri Basilau et Bernardi sitis in parochia S. Sylvestri apud Chobanas de quibus teneuris habebant et percipiebant, ut assuerunt, annua trigenta solidos lemovicense moneta et unam eminam frumenti et duos sextarios siliginis et unam cartam ad mensuram de Razès et tres denarios censualia annuata percipienda in mestiis quas teneuras habuerint et acquiserunt ab Tanelli Damisello... Datum in calendas januarii Anno MCCLX (A. II. V., A. 4580).

Ce texte nous révèle une combinaison assez sin-

gulière que l'on ne peut comprendre si l'on n'est d'abord fixé sur la situation des lieux. L'étang de Royère (1) dont il est question se trouve situé à moins d'un kilomètre de la Drouille Blanche et ce couvent possédait alors un moulin bâti sur le ruisseau sortant de l'étang et à quelques mètres au-dessous de la chaussée, or l'étang, le ruisseau et les terres environnantes appartenaient à Bernard de Cospiac, seigneur de St-Pardoux (2), dont la seigneurie était distante d'une vingtaine de kilomètres de Royère ; il est bien évident que le couvent de la Drouille Blanche avait grand intérêt à acquérir ces biens au milieu desquels son moulin était enclavé et que le seigneur de St-Pardoux ne devait pas faire beaucoup de difficultés pour les lui céder ; en revanche il devait désirer percevoir pour lui la rente due aux religieuses de la Drouille Blanche par deux habitants du village de Chabanne, village situé sur ses possessions et peu éloigné de St-Pardoux. Un échange va donc intervenir, les religieuses prendront possession de l'étang, du ruisseau et des terres qui entourent leur moulin, le seigneur de St-Pardoux jouira de la rente de Chabanne. Mais ce n'est pas tout à fait ce que nous dit l'acte de 1260.

Nous voyons que le seigneur de St-Pardoux ne fait qu'accenser à la prieure de la Drouille Blanche ses

(1) Royère, commune de Bonnac, arrondissement de Limoges.

(2) Saint-Pardoux, commune du canton de Bessines, arrondissement de Bellac.

possessions de Royère, que cette prieure n'en jouira qu'en qualité de tenancière, et qu'en retour elle accense au seigneur de St-Pardoux la rente qui lui est due au village de Chabanne.

Quelle est donc exactement la nature juridique de cet acte compliqué ? Peut-on le considérer comme un véritable accensement ? A la rigueur cela est possible, mais à la condition de considérer l'acte comme double et comme contenant dans ses deux parties une clause sous-entendue. Il pourrait alors s'analyser de la façon suivante :

1° Bernard de Cospiac accense ses possessions de Royère à la Prieure de la Drouille qui lui cède comme redevance la rente qui lui est due au village de Chabanne.

2° La Prieure de la Drouille accense sa rente de Chabane au seigneur de St-Pardoux qui lui cède comme redevance les revenus de ses possessions de Royère.

Ne vaut-il pas mieux, au contraire, considérer cet acte comme une véritable vente, et dire que Bernard de Cospiac vend à la Prieure de la Drouille ses possessions de Royère moyennant une rente perpétuelle et certaines redevances en nature qui lui seront payées par deux débiteurs de l'acheteuse ? Nous ne le pensons pas, car l'acte ne dit nullement que les parties abandonnent leur droit de propriété, les termes employés indiquent, au contraire, qu'elles gardent chacune sur leurs bien certains droits que l'on peut déjà considérer comme un domaine di-

rect alors qu'elles ne cèdent que le domaine utile.

Il nous semble donc que nous pouvons voir dans cet acte intéressant, sous la forme d'un double accensement, un échange de revenus nécessité par la commodité de la perception pour les deux parties.

L'échange le plus important concernant l'Ordre de Grandmont est celui qui intervint en 1584 entre l'abbé de Neufville et le roi de France : Henri III cherchait un établissement pour les Hiéronymites qu'il avait ramenés de son Royaume de Pologne. Il les installa au Prieuré Grandmontain du Bois de Vincennes et donna en échange à l'Institut de saint Etienne le collège qu'avait fondé à Paris, en lui donnant son nom, un archidiacre de Chartres, appelé Mignon.

III. PROTECTION DES BIENS DE GRANDMONT.

L'Ordre de Grandmont n'était pas un Ordre militaire, il n'avait ni soldats, ni armées pour défendre ses biens ; aussi fut-il souvent dépouillé et eut-il besoin de chercher des protecteurs assez puissants pour prévenir les usurpations ou y remédier. Ces protecteurs ne lui ont pas manqué, l'autorité séculière et l'autorité ecclésiastique sont venues plusieurs fois à son aide. Souvent les rois d'Angleterre et les rois de France sont venus au secours des Grandmontains pour leur faire rendre des biens qui leur avaient été enlevés par violence. Le comte de Lusignan recommandait en 1285 à ses préposés de veiller sur les possessions de Grandmont comme sur les

siennes propres ; quelques années auparavant il avait même pris parti avec véhémence pour le Prieur de Grandmont contre les Templiers qui s'étaient emparés de certaines terres dépendant de la Celle de Francœur (Levesque, op. cit., p. 203).

En même temps l'autorité ecclésiastique portait contre les usurpateurs des biens grandmontains la terrible sentence de l'excommunication. Grégoire IX écrivait en 1229 aux archevêques de Bordeaux, de Bourges et de Tours :

« ... *Ideoque universitati vestrae per Apostolica scripta mandamus atque praecipimus quatenus illos qui possessiones vel res seu domos praedictorum Prioris et fratrum vel hominum suorum irreverenter invaserint aut ea injuste detinuerint quae praedictis Priori et fratribus ex testamento descendentium relinquuntur... monitione praemissa si laïci fuerint publice candeis accensis singuli in Ecclesiis vestris excommunicationis sententia percellatis si vero clerici, vel canonici regulares sive monachi fuerint eos appellatione remota, ab officio et beneficio suis pendatis, neutram relaxaturi sententiam donec praedictis Priori et fratribus plenarie satisficiant... » (Levesque, op. cit., p. 221).*

A la suite des guerres de religion nous avons vu que Rigaud de Lavour, élu abbé, ne put entrer à Grandmont qu'avec l'aide des gens d'armes de sa seigneurie qui durent livrer un sanglant combat aux troupes protestantes de St-Germain-Beaupré. A

la faveur de ces troubles un grand nombre des biens de l'Abbaye avaient été usurpés. Contre ces usurpateurs, grâce à un rescrit que Paul V adressa aux officialités de Limoges et de Clermont, l'Abbé parvint à recouvrer les biens de son Ordre :

« *Anno Domini 1605, Rigaldus Abbas Grandimontis, obtinuit a Paulo V rescriptum ad officiales Lemovicensem et Claromontensem contra invasores et detentores bonorum mobilium ac immobilium dicti Monasterii.* (Levesque, op. cit., p. 392).

CHAPITRE II

La Condition des Terres

Observations. — Pour étudier la condition juridique des biens possédés par l'Ordre de Grandmont, il nous faut distinguer en deux paragraphes, la condition générale de ses biens d'une part, et d'autre part la condition particulière qui résulte de leur mode d'exploitation. L'Ordre de Grandmont a acquis une quantité considérable de biens par donations, legs, achats, échanges. Quelle était la condition de ces biens ? Formaient-ils des alleux, des franchises-aumônes ou des tenures ? telle sera la question que nous étudierons dans le premier paragraphe. L'Ordre de Grandmont possédait-il sans démembrement ses biens en les exploitant lui-même ou bien, au contraire, en confiait-il l'exploitation à des tenanciers, des métayers ou des fermiers en s'en réservant la propriété et dans ce cas quels étaient les rapports entre ces tenanciers et le propriétaire ?

c'est ce que nous verrons dans le second paragraphe.

Nous devons, tout d'abord, faire remarquer que nous nous occupons seulement, dans ce chapitre, des immeubles par nature et plus particulièrement de la condition des terres ; nous parlerons des meubles et des biens corporels quand nous étudierons la fortune de Grandmont.

I. CONDITIONS GÉNÉRALES DES BIENS.

Les biens acquis par l'Ordre de Grandmont au temps du système féodal pouvaient être de natures diverses : Alleux, fiefs ou tenures roturières. Une fois entrés dans le patrimoine du monastère, gardaient-ils leur caractère antérieur, ou bien, au contraire, se transformaient-ils de façon à avoir une condition juridique nouvelle ? Il ne nous paraît pas possible de répondre d'une manière générale et il nous faut entrer dans un certain nombre de distinctions.

A. Alleux et franchises aumônes

En ce qui concerne les alleux, terres essentiellement libres, on ne voit pas, au premier abord, comment le fait qu'elles sont passées dans le patrimoine d'un ordre monastique pourrait modifier leur nature juridique, si, bien entendu, l'on suppose que leur propriétaire primitif n'a pas retenu, par devers lui, une partie de ses droits, et cependant, même en songeant à une aliénation complète et intégrale, on peut dire que dans le patrimoine ecclésiastique

l'alleu ne restera tel que s'il y a eu aliénation à titre onéreux : s'il s'agit en effet d'une vente d'alleu au monastère, l'acheteur, une fois qu'il aura payé son prix, sera quitte de toute obligation envers le propriétaire primitif et pourra posséder librement à titre d'alleu, le bien qu'il aura payé de ses deniers.

La situation ne sera pas tout à fait la même s'il s'agit d'une donation ou d'un legs. Le couvent, à qui l'alleu aura été donné ou légué, sera tenu d'un devoir de reconnaissance vis-à-vis de son bienfaiteur, reconnaissance qui se manifestera par des prières pour son âme et l'âme des siens. Il possédera librement le bien donné ou légué comme un alleu, mais le devoir de reconnaissance auquel il sera obligé devant Dieu envers son bienfaiteur fera dire qu'il possède en *franche aumône*. Tous les actes de donation qui nous ont été conservés mentionnent que le don est fait pour le salut de l'âme du donateur et de celles de ses parents et les donataires doivent contribuer, par leurs prières, à ce salut. Le mot d'aumône est d'ailleurs parfois expressément écrit dans les textes et comme, d'après M. Glasson (1), la franche aumône est une institution qui nous vient d'Angleterre et qui est particulièrement fréquente en Normandie, nous ne devons pas nous étonner de trouver ce mot dans la charte par laquelle le Roi Richard II donne aux Grandmontains le parc de Rouen :

(1) V. Glasson, *op.cit* , T. IV, p. 480

« *Sciatis nos, intuitu Dei et pro salute animae nostrae animarum omnium antecessorum et successorum nostrorum et pro stabilitate regni nostri, dedisse et concessisse, et praesenti carta confirmasse, Deo et bonis hominibus Ordinis Grandimontis, in puram et perpetuam eleemosynam, domum et parcum de Rothomago...* » (Levesque, op. cit., p. 416).

D'ailleurs, l'obligation de faire des prières pour l'âme du donateur à laquelle le donataire est tenu devant Dieu est la seule différence qui sépare, en l'espèce, la franche aumône de l'alleu. Le donateur abandonne tous les droits qu'il possède sur son bien, même celui de juridiction, s'il l'avait et, au cas où le donataire ne tiendrait pas son obligation de prier pour son âme, il ne peut pas reprendre son bien, ni même le contraindre à cet acte de reconnaissance. C'est ce qui explique que Loysel a pu dire dans ses *Institutes Coutumières* (I, 1, p. 56) :

« *Tenir en mainmorte, franc alleu et franche aumône, c'est tout un en effet.* »

B. Fiefs

S'il s'agit d'un fief, la situation change. On sait que la possession d'un fief impliquait pour le vassal certains devoirs envers son suzerain, devoirs qui découlent de l'hommage qu'il lui avait prêté. Or, ces devoirs étaient surtout au début des services personnels : services d'ost, de cour, de plevierie, qu'on ne pouvait demander à des moines de remplir. Aussi, du moment que le fief passait dans le patrimoine

monastique, ces services cessaient ; le bien était possédé par l'Ordre religieux en franche aumône. Mais le fief tenu en franche aumône ne devenait pas par cela même alleu (1), la nature du fief n'était pas définitivement éteinte, mais seulement interrompue par impossibilité d'en remplir les services ; ce qui le prouve, c'est que si la terre venait à être cédée à un laïque, elle reprendrait tous les caractères du fief et que les services féodaux seraient de nouveau dus par le nouveau vassal au suzerain.

On comprend facilement, d'après ce que nous venons de dire, qu'un suzerain ne voyait pas sans quelque déplaisir le fief de son vassal passer dans le patrimoine ecclésiastique : en effet, non seulement les services du fief allaient par cela même cesser, mais encore le couvent n'étant pas destiné à mourir et n'aliénant que très rarement ses biens, le suzerain perdait tout espoir de toucher les droits : (quint, requint, relief, etc.), qu'il percevait à chaque mutation de ses vassaux. Certains systèmes furent imaginés pour parer cet inconvénient. Dans quelques contrées, on établissait un homme vivant et mourant, qui possédait fictivement le fief au lieu et place du couvent. Nous ne trouvons aucune trace de cette institution dans les textes concernant Grandmont ; au contraire, il y est quelquefois fait mention du droit d'amortissement dont il nous faut dire un mot.

(1) V. E. Chénon : *Étude sur l'histoire des alleux en France*, p. 48, et E. Glasson, op. cit., T. IV, p. 484.

Ce droit était, à l'origine, payé par le couvent au seigneur qui avait subi un préjudice par l'entrée du fief dans le patrimoine monastique. En 1275, le Roi le réclame pour lui comme suzerain de tous les fiefs du royaume ; il confirme les amortissements antérieurs, mais décide que le droit devra être payé au trésor royal pour les fiefs et arrières fiefs acquis pendant les 30 années précédentes, ce n'est plus dès lors une réparation du préjudice causé au suzerain immédiat ; mais bien un véritable impôt (1), qui frappe les biens de main morte, et qui s'étend non seulement sur les fiefs, mais encore sur les censives et même les alleux. Sa quotité, égale à un certain nombre d'années du revenu du bien, variait suivant qu'il s'agissait d'un fief ou d'un alleu, d'une acquisition à titre onéreux ou gratuit, d'un bien dépendant directement du domaine de la Couronne, ou ne remontant au Roi de France, que par les degrés de la hiérarchie féodale. Mais, en 1372, on reconnaissait encore au seigneur immédiat du fief le droit à une indemnité, comme réparation du préjudice qu'il subissait au point de vue féodal (E. Glasson, op. cit. T. IV, p. 349 et suiv.).

C. Tenures

L'ordre de Grandmont a possédé à côté des alleux et des fiefs, certains biens en qualité de simple

(1) Le mot impôt est pris ici dans un sens très large, car il s'agit d'un droit fixe de mutation perçu, une fois pour toutes, au moment de l'entrée du bien dans le patrimoine monastique.

tenancier. On peut d'abord songer au cas où des tenanciers cèdent leurs terres au monastère ; ils ne peuvent donner plus de droits qu'ils n'en ont. Les possesseurs de tenures roturières ne sont pas obligés, comme ceux des fiefs, à rendre des services personnels ; ils doivent simplement certaines redevances et rien ne s'oppose à ce que ces redevances soient payées par un couvent. Certains services pénibles, charroi, par exemple, ou militaires (défense de château ou guet), dus par le tenancier, s'éteignaient cependant, lorsque la tenure passait dans le domaine monastique. C'est ce qui explique, sans doute, que le droit d'amortissement se soit étendu aux tenures roturières, et qui rend très probable la nécessité du consentement du seigneur foncier à cette mutation. Nous avons pourtant vu plus haut (1) dans l'acte de vente du pré de Trachéiras au couvent de la Drouille Noire (acte d'ailleurs assez récent puisqu'il ne date que de 1529) que la Prieure s'engage bien à payer au seigneur foncier la rente due pour le pré dont elle fait l'acquisition mais que le consentement de ce seigneur ne paraît pas avoir été obtenu ni même demandé.

Des seigneurs fonciers pouvaient également accenser leurs terres à un monastère, et cette combinaison a dû être assez fréquente à l'origine de notre Ordre, quand les terres avoisinant Grandmont étaient incultes ; leurs propriétaires les concédaient

(1 V. *Supra* p. 158.

alors aux Grandmontains (les Convers étaient, nous le savons, de merveilleux laboureurs) pour les défricher et les exploiter et percevaient une légère redevance prélevée sur leurs revenus. Nous avons vu plus haut (1) un exemple d'accensement fait au couvent de la Drouille Blanche et dont la particularité consiste en ce que la redevance due n'est pas prélevée sur les revenus de la tenure accensée, mais sur ceux d'une autre tenure dont les tenanciers sont ailleurs seigneurs fonciers.

Cette combinaison a disparu complètement au moment où les Grandmontains n'exploitent plus eux-mêmes leurs terres et sont devenus à leur tour de puissants seigneurs fonciers.

Un troisième mode de tenure consiste à céder à un couvent certains biens en le chargeant de certains services religieux nettement déterminés. Il ne faut pas confondre cette combinaison, d'une nature toute particulière, avec la Franche Aumône. Dans la Franche Aumône, il s'agit d'une obligation de prier toute morale, les donataires n'en sont tenus que devant Dieu et le donateur n'a aucun moyen de les contraindre à exécuter cette obligation ; dans la tenure avec charge de service divin, au contraire, les obligations du monastère sont clairement définies, le seigneur impose au couvent une charge nettement déterminée et, si le couvent ne l'exécute pas, le seigneur peut lui retirer la concession qu'il lui

(1) V. *Supra*, p. 160.

a faite et reprendre son bien. Nous en avons trouvé deux exemples qui, il est vrai, ne concernent pas des terres, mais seulement des biens incorporels et sont plutôt des fondations que des concessions de tenure, mais il est probable qu'il en a été de même pour certaines terres.

Le comte Palatin Hugues de Troie donne en 1190. à l'église de Grandmont une rente annuelle de 10 livres à percevoir sur les marchandises conduites aux grandes foires de Provins mais avec la charge de faire brûler perpétuellement nuit et jour un cierge devant le grand autel de saint Etienne.

« *Ego Hugo Trecensis Comes Palatinus notum facio presentibus et futuris quod ego dedi in perpetuam eleemosynam Deo et Ecclesiae Grandimontis pro remedio animae meae decem libras annui redditus in proventibus portarum de Pruvino assignatas et de primis nummis qui inde in mundinis Sancti Aygulfi provenient recepienda tali sub conventionem quod singulis diebus et noctibus in perpetuum ante altare Beati Stephani de Grandmonte cerens ardebit. Quod ut notum permaneat et ratum teneatur litteris annotatum sigillo meo confirmavi.* » (Chanoine Lecler, op. cit., p. 108).

Dans l'acte de 1574 que nous avons reproduit plus haut (1) nous avons vu que le seigneur du Mazet cédant à son gendre et à sa fille une partie de

(1) V. Supra, p. 152.

ses biens, les chargeait de payer annuellement une rente de six livres à l'Abbaye de Grandmont pour faire dire des messes pour le salut de son âme, et nous avons remarqué qu'il prenait grand soin de régler les moindres détails, la messe serait dite tous les vendredis par un religieux déterminé qui avant de la célébrer devait sonner trois coups de cloche.

Il s'agit là d'une véritable fondation mais, pour qu'il y ait tenure avec charge de service divin, il nous faut seulement supposer, et cela a dû se produire bien souvent, qu'au lieu d'assigner une rente au couvent le fondateur lui concède la jouissance d'une terre.

II. CONDITION PARTICULIÈRE DES BIENS DE GRANDMONT.

Nous venons de voir quelles étaient les conditions générales des terres de Grandmont, mais quelle que soit la diversité de ces conditions, qu'il s'agisse d'alleux, de franchises aumônes, de fiefs ou même de tenures par service divin, les autres n'étant qu'un accident exceptionnel excessivement rare, il faut bien voir que sur toutes ces terres le supérieur de l'Ordre, Prieur ou Abbé, jouissait de toutes les prérogatives attachées à une seigneurie et de tous les droits d'un véritable seigneur féodal, notamment, nous l'avons vu, des droits de justice.

A l'origine, le domaine de Grandmont n'était pas démembré, les moines exploitaient directement leurs terres : les convers, aidés peut-être de mercenaires défrichaient, labouraient, ensemençaient et ré-

collaient eux-mêmes et faisaient servir les revenus du domaine à la vie du monastère et à la célébration convenable des services divins. Mais, à la suite de l'accroissement considérable de la propriété grandmontaine, à la suite des déplorables querelles qui mirent aux prises les Clercs et les Convers et entraînèrent peu à peu la disparition des frères laïcs, on dut abandonner l'exploitation directe pour adopter le système des concessions, pratiqué depuis longtemps déjà par les seigneurs fonciers laïques.

La propriété grandmontaine est alors démembrée en ce que l'on appellera plus tard le domaine direct et le domaine utile. C'est ce régime que nous allons maintenant étudier ; l'idée en est très simple : le seigneur foncier concède à titre de tenure, à des paysans, un petit domaine qu'ils exploiteront librement, dont ils percevront les revenus, à la charge de payer une redevance annuelle au seigneur foncier. Nous avons vu, en étudiant les personnes, que la condition de ces tenanciers a varié suivant les époques, qu'ils ont pu être serfs, hôtes ou tenanciers libres, mais le régime des terres, lui, n'a pas varié et nous n'avons à étudier qu'une modalité uniforme, la *censive*.

1° *Sources*. — La censive, nous venons de le dire, a pour source ordinaire la concession : la terre est concédée à perpétuité avec réserve d'un droit supérieur et de certains services. La concession n'était cependant pas la source unique de la censive, il

pouvait arriver qu'un petit propriétaire consentît à reconnaître un puissant voisin comme seigneur censier de ses biens et à lui payer une redevance pour se mettre sous la protection de ses armes et de son château, protection fort utile aux époques troublées du Moyen Age. Cette source devait être cependant plus rare dans le domaine monastique car les couvents n'avaient pour protéger leurs tenanciers ni soldats, ni châteaux-forts mais seulement le respect (assez souvent violé du reste) que pouvaient inspirer les biens d'Eglise et les lieux conventuels.

2^o *Preuves.* — Le censitaire ne devait ni la foi ni l'hommage au censier, mais il jurait de se soumettre à sa juridiction, de payer le cens aux époques fixées, de rendre les services convenus, et se soumettait d'avance à la censure ecclésiastique pour le cas où il n'exécuterait pas ses obligations. Nous avons trouvé aux Archives de la Haute-Vienne une reconnaissance faite au couvent de la Drouille Blanche, au milieu du xiii^e siècle. Remarquons qu'il n'y est pas question du droit de juridiction, les Prieures de Grandmontaines n'ayant jamais possédé la justice, et, qu'à cette époque, les religieuses de l'Ordre de Grandmont avaient seules des tenanciers, les moines exploitant encore eux-mêmes leurs terres :

« *Nos Officialis curialis Lemovicensis notum facimus universis quod in nostra presentia, personaliter constitutus Geraldus de la Brutinea, de parochia de Ambazaco, recognovit in jure coram nobis*

et confessus fuit pro se et omnibus heredibus suis quod dilecta in Christo prioressa et domus de Drulhia Alba habet et levare et percipere consuerit quatuor sextarios siliginis ad mensuram de Ambazaco rendualis in manso de la Brutinia, sito in parochia de Ambazaco, quem ipse excolit et possidet et tenet tanquam suum, ratione legati facti dicte domui de Drulhia Alba a Petro de la Brutinia, fratre suo defuncto, quod quatuor sextarios idem Geraldus promisit coram nobis se redditurum annuatim pro se et heredibus suis dicte priorisse vel ejus mandato, in Assumptione Beate Marie. Recognovit presuper idem Geraldus se debere dicte priorisse, de retentione dicti redditus, duos sextarios siliginis ad eandem mensuram quos promisit se redditurum dicte vel ejus mandato juxta instantem Assumptionis Beate Marie et, ad hec promissa exequenda et observanda voluit et petüt idem Geraldus se et heredes suos dictum mansum tenentes et excolentes, si necesse fuerit per censuram ecclesiasticam competti cujus rei testimonium ad instantiam dictorum partium...

Datum quårto decimo colendorum januarii Anno Domini milesimo ducentesimo quinquagesimo nono (A. H. V. A. 531).

Ces reconnaissances devaient être renouvelées assez fréquemment, car au bout de quelques générations le souvenir du lien qui unissait le censitaire au Censier tendait à disparaître et il était bon de le

renouveler. Les reconnaissances étaient alors faites en bloc pour tous les domaines de l'Abbaye par un notaire royal assisté d'un notaire de la Chatellenie de Grandmont et en présence d'un vicaire, religieux représentant l'Abbé. Les Archives de la Haute-Vienne conservent la copie de deux de ces reconnaissances : l'une de 1496 en latin, l'autre de 1577 en français, la copie a été faite par les soins de l'Abbé de la Marche de Parnac au xviii^e siècle.

3° *Obligations du Censier.* — Le Censier n'avait, en principe, aucune obligation, en sa qualité de seigneur foncier il devait rendre la justice aux Censitaires et leur assurer la jouissance paisible de leur tenure. Nous avons cependant trouvé dans la Reconnaissance de 1577 deux textes qui imposent au seigneur foncier des obligations positives.

Les tenanciers du village de Muret doivent avoir le droit d'usage sur la forêt du même nom qui ne fait cependant pas partie de leur tenure :

« *Les dits tenantiers recognoissants ont droict d'usage et d'exploit sur les bois et forets de Muret pour y prendre bois à bastir, ediffier et clore leur domaine et pour le payssage et pascage de leurs pourceaux et autre leur bestail suivant et ainsy qu'il est contenu au titre de recognoissance du 15 de may 1496* ». (A^h H. V. 89. A. 5451, fol. 258).

L'abbé de Grandmont doit contraindre ses tenanciers du village de la Combe Thouron à aller faire

moudre leur grain au moulin de la Tricherie dont le meunier se reconnaît censitaire de l'Abbaye :

« ...Et neanmoins a recognut estre homme et subject de laditte Abbaye et a promis ne charger ledit moulin d'aucune autre rente et ne recognoitre autre seigneur à la charge toutesfois que le dit seigneur Abbé sera tenu contraindre les tenantiers et habitans du village de La Combe Thouron d'aller moudre leur grain au dit moulin de la Tricherie. » (Ibidem, fol. 113).

4° *Obligations du Censitaire.* — La principale des obligations du Censitaire était de payer chaque année au censier à l'une des grandes fêtes une redevance appelée *Cens*. Cette redevance ne représentait nullement la valeur locative de l'immeuble concédé au tenancier, mais plutôt une reconnaissance du droit supérieur du Censier. C'est ainsi que nous voyons dans la reconnaissance de 1496 que Jean Vauzelle pour une maison, un jardin et un pré situés à Grandmont, doit payer 2 livres de cire, 2 sous et 6 deniers, Pierre Lemaigre de Maynaud, pour une maison et un jardin, 11 livres de cire et 8 chapons, Jean Coulon, pour un grand jardin situé en la ville de Limoges, doit annuellement sept sols six deniers. (A. H. V., 90, 5453).

En 1577 le cens n'a pas augmenté ainsi qu'on peut le constater pour les deux tenures suivantes du village de Grandmont :

« Maison près le pont Tabourin doit une gelyne et demy-livre de cire, plus une autre maison size le long de la grande rue, doit cire une livre et demy et deux gelynes, plus une terre située au Puy de la Mouillais, doit 6 deniers, plus une autre terre située au Puy Froumigier, doit 4 deniers. Maison de la Tanizière, doit cire une livre plus un jardin appelé de l'Ordinau, doit cire un quarteron et 14 deniers, plus pour la part d'une terre size au Puy-la-Mouillais, doit 15 sols... etc. » (A. H. V., 89, 5451, fol. 30).

Quelque modique que soit ce cens, les religieux éprouvaient cependant souvent d'assez sérieuses difficultés pour le percevoir ; et nous trouvons en particulier dans la liève de 1582 concernant le Chatenet et la Drouille, mention de nombreuses plaintes adressées par les prieures à l'autorité ecclésiastique ou civile pour contraindre leurs tenanciers à exécuter leurs obligations.

Le cens, nous l'avons vu, est dû à des époques déterminées, mais il comprend des redevances de différentes natures, il est facilement divisible. C'est ainsi que les habitants du Petit-Coudier reconnaissent pour la tenure de ce village « *devoir chacun an à Monseigneur l'Abbé et à son couvent de l'Abbaye et chef d'Ordre du dit Grandmont, scavoir : sept quartes de seigle mesure de Grandmont, 21 sols d'argent, quinze livres de cire, une gelyne, deux journaux, l'un à faucher et l'autre à faner, payables le dit argent et gelyne à Noël, le dit bled à chacune*

feste d'Assomption Nostre Dame d'aoust, la cire à Pasques et les journaux à la Saint Jean-Baptiste... » (Ibidem, fol. 1).

Cela fait au total une redevance assez importante ; mais il faut remarquer que les tenanciers du Petit-Coudier sont au nombre de huit, et que ces redevances ne représentent pas seulement le cens recognitif. La reconnaissance ajoute en effet : « ...le tout par chacun an de cens et rente féodale fontière et directe avec le droit de dixme accoustumée, droits de lods et revente, honneurs et autres droits seigneuriaux... »

Ces redevances devaient être portées par les tenanciers à l'Abbaye. Le cens était donc portable, ce pendant la liève de 1582 nous apprend que la rente d'un setier seigle due par les tenanciers de Salesse à la prieure de la Drouille-Noire est quérable. (A. H. V. A. 543, fol. 194).

La plupart du temps le cens est dû par un village entier sans que l'on détermine la part de chaque habitant :

« Le 28 avril 1593 arpentement fait de la tenue de la Font de la Tine, à Salesse, paroisse de Bonniac, par Martin, contenant six setercs deux coupes et demy pour laquelle est due à la dame de la Drouille-Noire un setier seigle, mesure de Limoges, de rente foncière et quérable. Ils sont huit tenantièrs. Signé, Martin, arpenteur. » (A. H. V., A. 543, fol. 194).

Mais il faut remarquer qu'il s'agit là d'un arpentement qui a pour but de déterminer la redevance totale due par la tenure de Salesse. Dans les actes de reconnaissance on est beaucoup plus explicite. Dans la reconnaissance du Petit-Coudier, tous les tenanciers s'engagent solidairement à payer les redevances.

« ...Lesquels un chacun d'eux solidairement l'un pour l'autre, et un chacun d'eux seul pour le tout renonçant au bénéfice de division, discussion et ordre de leur bon gré et vullonté ont reconnu et confessé être tenanciers propriétaires et possesseurs par ces présentes du lieu mas et village du Petit Coudier et devoir... » (A. H. V., 89, 545, fol. 1).

La solidarité n'était cependant pas une règle absolue. La prieure de la Drouille-Noire reconnaît que la redevance due par le village de La Gasnerie n'est pas solidaire, mais que chaque tenancier doit en être tenu pour sa part :

« Le 29 octobre 1682, dame Marguerite de Fougère, prieure de la Drouille-Noire, Ordre de Grandmont, ayant le 29 juin dernier assigné au Grand Conseil M. Léonard Daniel, sieur de la Gasnerie, avocat, pour y être condamné solidairement comme principal tenancier du village de la Gasnerie en paiement des arrérages de 29 années dernières de la rente de 3 septiers seigle, mesure du Doignon sur le village et tenement de la Gasnerie le dit sieur Daniel

ayant demandé en communication les titres consistant en 2 condamnations rendues en la Chatellenie du Doignon des 19 may 1536 et 15 septembre 1595 et 2 arpentements de 1617 et 1654 à la vue desquels le dit sieur Daniel aurait soutenu que la ditte rente n'était point solidaire mais seulement payable par quotité sur chacun des tenanciers du dit village de la Gasnerie dans lequel elle était quérable et que, suivant la disposition de la coutume de la Marche, les arrérages n'en pouvaient être demandés que de 3 années courantes à compter de l'exploit. Les quelles deffenses la ditte dame prieure ayant trouvé raisonnables, le dit sieur Daniel et les autres contenciers de la Gasnerie payent chacun leur quotité des dits arrérages de la dite rente annuelle et perpétuelle de 3 septiers seigle mesure du Doignon des 4 années 1678, 1679, 1680 et 1681. Signé, Mazeau, notaire. (A. H. V., A, 543, fol. 204).

Ce texte nous fait en outre supposer que la rente était inprescriptible (personne n'a songé à opposer la prescription à la demande de la prieure) (1), mais que les arrérages de la redevance n'étaient pas dus au-delà de 30 ans, une disposition de la coutume de la Marche décide même que les arrérages ne peuvent être réclamés que pour 3 années échues et l'année courante.

(1) Les tenanciers de Tramont, paroisse de Bonnac opposèrent en 1485 la prescription à la Prieure de la Drouille-Noire, mais furent déboutés et condamnés à payer une rente de 9 septiers de seig'le. (A. H. V. A. 474, fol. 14).

Le paiement du cens n'était pas la seule obligation du censitaire, il devait également payer le surcens ou le champart, plus certains droits en cas de mutation, droits de lods et de vente fixés dans une reconnaissance de 1573. (A. II. V., A. 90, 5453, fol. 184) à 3 et 4 deniers par livre pour le cas où la tenure aurait été vendue ou échangée avec soulte, droit de saisine si la mutation se produit par acte gratuit ou après décès, droit de rachat à chaque mutation du seigneur (élection d'un nouvel Abbé) fixé pour les tenanciers du Petit-Coudier à deux torches de cire du poids de 2 livres 1/2 pièce ; il devait également à son seigneur certains services, charrois, curage des fossés, guet en temps de guerre, etc. Nous n'avons trouvé nulle part d'autre trace de banalité que l'obligation pour les tenanciers de La Combe-Thourau d'aller faire moudre leur grain au Moulin de Tricherie (1).

5° *Sanction des obligations du Censitaire.* — Il est probable qu'à l'origine le censitaire qui ne remplissait pas ses obligations pouvait se voir retirer sa concession. Il pouvait d'ailleurs, s'il trouvait ses charges trop lourdes, s'en exonérer en abandonnant sa tenure, en déguerpir. En 1517, des tenanciers sont ainsi mis en demeure de payer le cens ou de déguerpir :

« Le 15 juillet 1517 commission du Parlement de

(1) V. *Supra*, p. 181.

Bordeaux pour Dame Loyse de Coignac, prieure de la Drouille Noire, contre MM. Jacques et Pierre Bidou aux fins qu'ils déguerpissent en faveur de la ditte dame le lieu appelé la Borderie de la Drouille Noire dont elle est dame directe et foncière sis en la paroisse de Beaune confrontant... si mieux ils n'aiment payer à la ditte dame la rente foncière de 6 septiers seigle mesure de Limoges et de 35 sols, au refus de quoy elle peut les assigner au seneschal du Lymosin. Signé de Marcilhac. » (A. H. V., A 543 fol. 195).

Mais, la plupart du temps, on n'en venait pas à cette extrémité on se contentait de pratiquer une saisie gagerie, qui interrompait la jouissance du censitaire récalcitrant et sur le produit de cette saisie on prélevait le cens dû. Ce fut la procédure employée au début du xvii^e siècle par la Prieure de la Drouille Noire contre les tenanciers de la Gasnerie :

« Le 18 juin 1612 adjudication des fruicts du village de La Gasnerie pour et en faveur de Léonard Bayard du consentement des commissaires et de la dame prieure de la Drouille Noire faisant saisie. Signé Jôhanaud, sergent. Le 29 janvier 1613 Léonard Bayard de Puymaud, adjudicataire des fruicts du village de la Gasnerie, saisis par Dame Antoinette de Gontaut, prieure de la Drouille Noire, pour avoir payement des arrérages de la rente perpétuelle de 3 septiers de seigle, mesure du Doignon, a elle due sur le dit village de la Gasnerie, paroisse de St-

Martin-Teressus, se trouvant reliquataire envers la ditte prieure de 10 quartz et 2 coupes et de divers frais le tout esvalué à la somme de 10 livres promet de les payer à la ditte prieure le jour des Rameaux prochain. Acte reçu par de Noalhes, notaire à Ambazac. » (A. H. V., A 543, fol. 203).

6° *Régime des eaux.* — Nous devons, avant de terminer, faire remarquer que les Grandmontains se sont nourris presque exclusivement de poissons, aussi se réservaient-ils jalousement le droit de pêche sur les innombrables étangs de leurs domaines, les tenanciers devaient entretenir les étangs, les nettoyer, fournir des hommes de corvée pour la pêche, ils pouvaient, à condition de ne pas nuire au régime des étangs, se servir des ruisseaux les alimentant pour leurs besoins agricoles, mais ils n'avaient aucun droit sur leurs produits.

B. Fermage et métayage

Le fermage a toujours été excessivement rare dans l'Ordre de Grandmont. Cependant au xiv^e siècle les religieuses de La Drouille Blanche affermaient une maison qu'elles possédaient à Limoges (A. H. V. A 3241) et au xviii^e siècle lorsque la conventualité fut supprimée à La Drouille Blanche et que la mense de ce Prieuré fut unie à celle du Chatenet, la Prieure du Chatenet chercha un fermier pour les revenus de ce domaine. De 1775 à 1789, La Drouille Blanche fut affermée moyennant le paie-

ment de 1250 livres par an (L. Guibert, *op. cit.*, Appendice):

Il n'est pas question de métayage dans les documents que nous avons eus entre les mains, mais il faut remarquer que dans certains cas la situation des tenanciers se rapprochait beaucoup de celle des métayers. Sans doute il existe des différences théoriques essentielles entre la censive et le métayage, mais dans la pratique nous constatons de grandes analogies, la situation des tenanciers très rapprochés de l'Abbaye, vivant des revenus de leur tenure, mais en donnant à Grandmont une part importante à titre de redevances annuelles nous paraît assez voisine de celle des métayers et c'est ce qui explique sans doute que ces terres se sont, dans la suite, définitivement incorporées au domaine direct de l'Abbaye et que c'est sous le nom de métiairies qu'ont été vendues après la suppression de l'Ordre, les anciennes tenures du Mas, des Chênes, de la Borderie, des Prés, du Petit Coudier toutes voisines de l'Abbaye.

Mais il ne faudrait pas croire que cette transformation ait été générale ; la liquidation des biens de Grandmont nous prouve, au contraire, que le plus souvent c'est une évolution en sens inverse qui s'est produite. Le lien qui rattachait les tenanciers à l'Abbaye s'est rompu, le domaine direct s'est peu à peu effacé, et les tenanciers ont été considérés comme les propriétaires exclusifs de leurs tenures. Cela s'est surtout produit dans les tenures éloignées et ne

payant qu'un cens minime. On comprend aisément que le lien qui unissait au Prieuré de la Drouille Noire les 10 à 12 tenanciers du village de la Gasnerie éloignés de 4 ou 5 lieues de ce prieuré et ne payant à eux tous qu'une rente minime de 3 setiers de seigle par an, ait été un lien très fragile qui devait disparaître à la suppression du prieuré, il en a été de même pour beaucoup d'autres tenures, le seigneur foncier disparu, les tenanciers sont devenus des propriétaires absolument indépendants et libres de toute charge à qui les successeurs de l'Ordre n'osèrent pas, même avant la Révolution, réclamer un cens reconnaîtif d'un droit supérieur désormais éteint.

En ce qui concerne les étangs nous venons de dire que les moines s'en étaient réservé la propriété exclusive et c'est ce qui nous explique qu'encore de nos jours il n'est pas rare de trouver dans les cantons d'Ambazac, de Nantiat, de Bessines et de Laurière, des propriétaires possédant des étangs enclavés dans des terres ne leur appartenant pas : ces propriétaires sont les successeurs directs de l'Abbaye de Grandmont tandis que les propriétaires des rives ont succédé aux anciens tenanciers de l'Ordre devenus propriétaires exclusifs.

CHAPITRE III

La Fortune de Grandmont

I. LES MEUBLES.

Grandmont est l'une des abbayes dont les richesses mobilières ont été très considérables. Sa bibliothèque, ses Archives, son Trésor étaient au XVIII^e siècle l'objet de l'admiration et aussi, il faut bien le dire, de la convoitise de tous. Loménie de Brienne évaluait à 200.000 livres les possessions mobilières de l'Abbaye. Au moment de la suppression de l'Ordre un procès-verbal de 1771 énumère et décrit les livres, manuscrits, vases sacrés, châsses, chasubles qui étaient conservés à l'Abbaye, on est frappé de leur quantité et surtout de leur richesse et l'incomparable valeur artistique de certaines croix ou châsses ornées de précieux bijoux et d'émaux limousins a fait émettre l'hypothèse assez vraisemblable que Grandmont avait été au Moyen Age un des premiers foyers de l'art de l'émail dans le centre de la France.

Il faut bien reconnaître, pourtant, que la plupart des richesses du Trésor de Grandmont avaient été donnés à l'Abbaye par de puissants seigneurs étrangers à notre province; et que le P. Levesque, toujours si prompt à narrer ce qui peut rehausser la gloire de son Ordre ne dit pas un mot de ce passé artistique. Mais, quelles que soient les richesses mobilières de Grandmont, nous n'aurions pas dans une étude comme la nôtre à y insister davantage, si nous ne jugions utile de reproduire une anecdote rapportée par Bonaventure de St-Amable et qui nous montre que, dans les temps difficiles, les Grandmontains n'hésitèrent pas à engager l'une de leurs plus précieuses reliques pour se procurer de l'argent.

« L'année 1481, revint la Sainte Croix de Grandmont que Pierre Redondaud, 7^e abbé de cet Ordre avoit prise secretement et engagée à Riom en Auvergne chez un marchand pour une somme considérable qui lui étoit nécessaire pour faire son voyage au Concile de Pise où il avoit été appelé. Après la mort de cet Abbé, Guillaume Fumel, son successeur, n'ayant pas assez d'argent pour dégager cette sainte relique députa F. Michel de la Vallée, prieur de Chavano, avec des marchands de Limoges qui fournirent les emprunts et la rapportèrent chez eux à Limoges et comme ils refusoient de rendre et remettre cette sacrée croix dans l'Abbaye à cause qu'il n'y avoit point de quoi rembourser ces

marchands ont eut un mandement royal pour la recouvrer. Jacques Brayer, gentilhomme de la Chambre du Roy, fut député commissaire de cette affaire avec l'Official de Limoges qui scavoit le lieu de son dépôt. Une veuve l'avoit engagée pour 450 livres que le commissaire du roy paya et alors un marchand qui disoit y avoir 600 ecus dessus s'opposa à sa délivrance, de sorte qu'il fallut encore le contenter. Cette vraie croix fut portée devant le roy Louis XI, devant lequel les moines de Grandmont prouvèrent la propriété qu'ils avoient eue et l'engagement d'icelle par le dit Redondaud. » (Bonaventure de St-Amable, op. cit., p. 729).

II. LES REVENUS DE GRANDMONT.

Les revenus de Grandmont étaient de diverse nature. Nous nous bornerons à dire un mot des redevances des tenanciers, des dîmes et des pensions dues par les prieurés à l'Abbaye chef d'Ordre.

* A. *Redevances des tenanciers*

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons déjà dit des redevances en argent et en nature dues par les tenanciers de l'Abbaye ; remarquons seulement que ses tenures s'étendaient sur plus de 50 paroisses, et que, si chaque tenancier pris en particulier n'avait à payer qu'une redevance modique, leur grand nombre fournissait un total imposant et faisait de ces redevances une source considérable de revenu. C'est ainsi que, dans la seule paroisse de

St-Sylvestre, même en n'y comprenant pas les nombreuses tenures situées dans la franchise de l'Abbaye, on voit dans la reconnaissance de 1577 que les tenanciers réunis doivent payer annuellement 42 livres 18 sous et 1 denier, 76 setiers 3 quintes de seigle, 57 setiers d'avoine, 2 setiers de froment, 14 livres de cire, 15 chapons, 27 gélines, 1 pourceau et 2 moutons, aussi est-il probable que les redevances en nature ajoutées au produit des étangs suffisaient à la nourriture des moines, que la cire servait à l'entretien du luminaire de l'église et que l'argent pouvait être capitalisé ou employé en réparations urgentes.

B. Dîmes

La dîme, impôt prélevé par l'Eglise sur les fidèles en raison des services spirituels et matériels qu'elle leur rendait, n'appartenait pas de plein droit à l'Abbaye de Grandmont. L'Institut de saint Etienne, nous l'avons vu, n'était le patron d'aucune paroisse dont il aurait touché les revenus. Cependant, les Grandmontains avaient acquis par donations ou legs certaines dîmes partielles dans quelques paroisses :

« *Guy de Razès et de Monisme donna pour son anniversaire à Grandmont en 1356, six sextiers de seigle de rente sur sa part des dixmes de Bessines* ». (Bonaventure de St-Amable, *op. cit.*, p. 440).

« *Durand évêque de Limoges en la même année*

(1243) donna des lettres patentes au prieur de Grandmont et aux religieux, pour posséder en paix toutes les dîmes qu'ils avaient acquises dans les paroisses de St-Sylvestre, d'Ambazac et de St-Martin de Jussac. » (Ibidem, p. 559).

Ces dîmes se partageaient entre l'Abbé de Grandmont et le seigneur laïque ou ecclésiastique, patron de la paroisse, et autres décimateurs. Dans la reconnaissance de 1577 le curé de Thouron reconnaît à l'abbé de Grandmont le droit à une part des dîmes de sa paroisse :

« Sachent tous qu'il appartiendra que le 1^{er} jour d'octobre l'an 1577, par devant Guillaume Descoutures, notaire royal, sous le scel de la Chatellenie de Grandmont, au lieu dit de Grandmont en la Marche, diocèse de Limoges, a esté présent estably Venerable messire Leonard de la Combe, prestre, curé et recteur de l'Eglise parroissiale de Thouron, lequel libéralement, de son bon gré et vollonté a reconnu et confessé que messieurs les religieux de l'Abbaye de Grandmont absents, mais F. Gabriel Chairdebœuf leur sindic présent pour eux faisant stipulant et acceptant, ont droict et sont en possession et puissance de prendre et tenir par chascun an la quantité de 4 septiers de bled seigle, mesure de Limoges, sur la dîme du village appelé la Combe de Thouron et, de toute sa souvenance, l'a vut jouir et prendre sur la ditte dîme les 4 septiers de bled ; de laquelle déclaration a esté conceddé acte au sin-

dic pour valloir et servir en temps et lieux que de raison. Faict au dict Grandmont, ez présence de MM. Vincent Gamaud et Michel Mosneron, tesmoingts cognus et le dict de La Combe qui ont signé l'original. » (A. H. V., H. 5451, fol. 114).

La perception de ces dîmes donnait lieu assez souvent à des contestations et à des difficultés. Au ^{xvii}^e siècle, le curé de Meuzac, accompagné d'hommes armés, vint lever les dîmes du village du Cluzeaud. alors qu'elles étaient réservées à la prieure du Chatenet.

« Le 4 octobre 1681, dame Marie de la Cane, prieure du Chatenet, assigne au Grand Conseil M. François Lansade, curé de Meuzat, pour s'y voir condamner à telle peine et amende que de droit pour être venu dans son prieuré du Cluzeaud prendre par force et à main armée, rompre les portes des granges, battre les dîmes appartenant à la ditte dame où le dit Lansade n'avoit jamais rien pris et lesquelles appartiennent incontestablement à la ditte dame et par possession, privilège et exemption, à rendre les dits grains et dîmes et à se voir inhiber à l'avenir d'user de semblable façon de faire à peine de mille livres et de tous dépens. »

Le 25 mai 1682, déclaration et attestation de plusieurs témoins que le curé de Meuzat est venu en 1681, avec plusieurs personnes armées de fusils et de pistolets, enlever et battre les dîmes du Cluzeaud. » (A. H. V., A. 543, fol. 111).

En 1739, un procès qui éclate entre l'abbé de Grandmont, M. de la Guérinière, et le sieur Barbou, seigneur de Monisme, nous apprend que dans l'importante paroisse de Bessines la dîme se partageait entre plusieurs codécimateurs, une moitié revenait au Chapitre de Limoges patron de la paroisse, l'autre moitié se divisait entre le sieur Barbou qui en percevait un tiers et l'abbé de Grandmont un autre tiers, le troisième tiers appartenait au sieur Barbou et au curé de Bessines qui se le partageaient également. La requête de l'Abbé de Grandmont, du 15 mai 1740 (publiée dans le mémoire pour le sieur Barbou, p. 3), nous apprend que la répartition ne se faisait pas sur le produit des dîmes, mais seulement sur les villages qui devaient la payer. L'Abbe de Grandmont, le sieur Barbou et le curé de Bessines tiraient chaque année au sort les villages de la paroisse ; dans le lot du curé, le seigneur tirait encore au sort la moitié des villages, et chaque codécimateur percevait ensuite dans chaque village de son lot la moitié de la dîme ; l'autre moitié étant réservée au Chapitre de Limoges.

C. Pensions des Prieurés

Dès l'origine, le chef d'Ordre de Grandmont avait été autorisé à prélever, à titre exceptionnel, certains subsides sur les maisons secondaires, le fait se renouvela plusieurs fois et l'on en arriva à admettre que chaque année les Prieurs devaient envoyer au Chapitre Général une certaine somme prélevée sur

les revenus de leur prieuré. Jean XXII, dans une bulle de 1325 (Levesque, op. cit., p. 275), prend des mesures sévères contre les prieurs qui ne paieraient pas ces pensions : on doit d'abord les avertir et si, au bout de deux mois, ils ne se sont pas exécutés ils sont privés de leur bénéfice, s'ils tardent quatre mois ils encourent l'excommunication, enfin, au bout de six mois, l'Officialité peut faire saisir et vendre les biens et revenus du prieuré pour payer au chef d'Ordre la pension qui lui est due. Nous n'avons trouvé aucun renseignement sur la quotité de ces pensions ; il n'en est plus question à la fin du xiv^e siècle, et nous pensons qu'elles ont dû disparaître au moment où toutes les maisons secondaires ont été pourvues de prieurs commendataires.

III. LES CHARGES.

Dès l'origine, les Papes et les Rois qui avaient pris l'Ordre de saint Etienne sous leur protection exemptèrent des impositions ordinaires ou extraordinaires les maisons de Grandmont.

Innocent III, au début du xiii^e siècle, leur écrivait :

« *Nullus a vobis decimas exigere aut extorquere praesumat.* (Levesque, op. cit., p. 192).

A la même époque, le Roi Richard II, dans la charte de fondation du parc de Rouen, décidait que tous les domaines des Grandmontains aux duchés de Normandie et d'Aquitaine, aux comtés d'Anjou

et de Poitou seraient exempts de toutes corvées, banalités, tailles et exactions.

« *Volumus... ut sint immunes et liberi, tam per terram quam per mare conductio facta absque venda, teloneo, passagio, foagio, vinagio, pondere, mensura, excubiis, exercitu, equitatu, rivagio, fossagio, muragio, pasnagio, molinagio, fornagio, pontagio, nauvagio, tallia, monagio, biano et ab omnibus emendis et forestis et de omnibus consuetudinibus actionibus, exactionibus, impositionibus et quibuscumque servitentibus quorumcumque nomine impositis indictis seu indicendis in presentibus seu futuris quoquo modo imponendis.* » (Levesque, op. cit., p. 419).

Saint Louis, Roi de France, confirme dans les mêmes termes ces exemptions et François I^{er}, dans le dernier privilège latin qui ait été concédé à Grandmont, déclare ratifier toutes les immunités accordées à l'Ordre par ses prédécesseurs. Mais il est probable que, déjà à cette époque, l'exemption d'imposition dont jouissait l'Ordre n'était plus absolue. Nous avons vu comment il avait dû payer, au profit du Roi, un droit d'amortissement pour toute acquisition nouvelle ; d'autre part, ses richesses étaient trop considérables pour ne pas être soumises à l'impôt ordinaire et, de fait, au xvi^e et au xviii^e siècles toutes les maisons de Grandmont payent les décimes.

A ces charges fiscales, s'ajoutaient pour chaque

prieuré, les pensions qu'il devait verser chaque année au chef d'Ordre et les sommes qu'il devait consacrer annuellement aux réparations urgentes des bâtiments. D'autre part, dans les paroisses où l'Ordre percevait des dîmes, il fallait compléter la portion congrue faite au curé, ou même dans la paroisse d'Ambazac, où presque toutes les dîmes étaient perçues par l'abbaye de Grandmont, payer entièrement la pension du curé et du vicaire bien que leur nomination n'appartint pas à l'Ordre.

Au moment de la suppression de Grandmont, un état indique de la manière suivante les charges et dettes annuelles de l'abbaye chef d'Ordre :

Réparation aux bâtiments de tous		
les biens	2000	livres.
Décimes de Limoges	2857	—
Décimes de Bourges.....	150	—
Pension du curé d'Ambazac et d'un		
vicaire	800	—
Supplément de portion congrue au		
curé de Rilhac.....	30	—
Supplément de portion congrue au		
curé de Saint-Pardoux.....	30	—
Supplément de pension au curé de		
Saint-Léger.....	20	—
Supplément de pension au curé de		
Saint-Goussand	40	—
Rente constituée en faveur de l'ab-		
baye de Saint-Germain-des-Prés.....	400	—
TOTAL.....	6327	—

A la même époque, l'ensemble des charges annuelles de l'Ordre est évalué à 21.117 livres qui, soustraites d'un revenu de 106.212 livres, laissent aux 68 religieux qui composent alors l'ancienne observance un revenu annuel net de 85.095 livres, soit 1.250 livres par tête.

QUATRIÈME PARTIE

La Destruction de Grandmont

CHAPITRE PREMIER

Les Préliminaires

I. GRANDMONT AU XVIII^e SIÈCLE.

Au XVIII^e siècle, l'Ordre de Grandmont était en pleine décadence, les deux observances réunies ne comptaient guère plus de 100 religieux jouissant d'un revenu de plus de 100.000 livres. Les anciennes vertus qui avaient jadis fait l'admiration de tous et valu aux Grandmontains le nom de Bons

Hommes, avaient disparu et, si l'on en croit un avocat limousin qui, il est vrai, écrivait pour un adversaire litigieux de l'Ordre, les religieux Grand-montains se seraient vivement froissés de ce qu'on les ait appelés dans un acte de procédure de 1740 Moines et non pas Messieurs :

« Monsieur l'Abbé de la Guérinière demande la radiation des termes qu'il prétend être injurieux et qu'il dit avoir été employés dans la requête du sieur Barbou... Le croira-t-on jamais, cette plainte amère a été surtout occasionnée par la qualification de moines qui a été appliquée aux religieux de Grandmont. Leur supérieur général est choqué qu'on ne les ait pas appelés Messieurs. Par quelle fatalité un titre si beau en lui-même et dont le véritable sens présente une idée de perfection, lui est-il devenu si odieux ? (Mémoire pour le sieur Barbou, p. 18).

On n'entendait plus parler que des querelles et des dissensions sans cesse renouvelées au sein de l'Institut de saint Etienne. Nous avons vu, qu'en 1734, les Prieurs des plus importantes maisons de l'Ordre avaient tenté vainement de faire ordonner par le Roi la réunion au Chapitre général malgré l'opposition de l'abbé de la Guérinière. Leur échec contribua sans doute à aigrir encore plus les rapports entre les Prieurés et le chef d'Ordre et les querelles se multiplièrent. En 1748 venait cependant d'être élu un Abbé dont la vertu, la douceur et l'esprit de conciliation semblaient devoir ra-

mener la paix à Grandmont. Louis Guibert a tracé du dernier abbé général de l'Ordre un portrait remarquable, tant par la clarté et la précision de la pensée que par l'élégance et la force du style.

« François-Xavier Mondain de la Maison Rouge, né en 1706, appartenait à une famille noble de la Marche dont l'existence est constatée dès le xv^e siècle. François Xavier, entré fort jeune dans l'Ordre, remplissait la charge de syndic de l'Abbaye lorsqu'il fut élu Abbé Général le 26 mai 1748 par la communauté assemblée en présence de M. de Saint-Contest, intendant de la Généralité de Limoges. Son nom réunit 32 suffrages sur 45 votants, son élection fut sans difficulté confirmée et approuvée. C'était, au témoignage de tous ses contemporains et de l'aveu de ses adversaires eux-mêmes, un digne et saint prêtre, un moine irréprochable. « M. l'abbé de la Maison Rouge, écrit en 1770 l'abbé Legros, est un modèle vivant de toutes les vertus chrétiennes et religieuses, c'est un Bon Homme dans toute la force du terme consacré à l'ancienne dénomination des disciples de saint Etienne de Muret. » Tous ceux qui ont parlé de lui s'accordent à louer sa simplicité, sa douceur, sa charité, sa fidélité à ses devoirs, sa noble résignation. Par malheur, il manquait à cet excellent homme une qualité et un défaut indispensables pour remplir sa mission dans les temps troublés qu'il allait traverser : l'énergie et la méfiance. Placé à la tête d'un Ordre de tout

temps divisé, où la discipline n'existait pour ainsi dire plus et dont la Règle avait été tant de fois modifiée que l'esprit du fondateur s'était presque entièrement perdu, jeté au milieu d'intrigues et de rivalités déjà anciennes, M. de la Maison Rouge ne montra ni assez de faiblesse pour désarmer toutes les haines, ni assez de vigueur pour prévenir tous les tiraillements, réprimer toutes les usurpations et étouffer toutes les révoltes. Fatalité singulière ! Ce moine simple et pieux, qui n'aspirait qu'à la paix, dut lutter toute sa vie, lui, si dévoué à ses frères, passa 40 ans à se débattre contre leurs mesquines jalousies, leurs exigences et leurs trahisons ; sujet respectueux, humble catholique, il résista pendant vingt ans à l'Intendant et au Roi, à l'Evêque et au Souverain Pontife, se laissant parfois aller à des accès de découragement mais repoussant toutes les transactions qui lui semblaient contraires à son devoir et supportant tous les revers avec une dignité touchante qui augmentait les sympathies du public pour sa cause. » (L. Guibert, op. cit. p. 119).

Pendant les premières années qui suivirent son élection l'abbé de la Maison Rouge eut à s'occuper des démêlés du Chef d'Ordre avec le Prieur du collège Mignon D. Vitcoq, mais au moment même où il pouvait se flatter d'avoir apaisé tous les conflits, un grave danger menaçait son Ordre.

II. HOSTILITÉ CONTRE LES ORDRES MONASTIQUES.

Au début de la seconde moitié du XVIII^e siècle,

aussi bien dans le clergé séculier que dans l'entourage de Louis XV, se dessinait très nettement un courant hostile à tous les Ordres Religieux.

A l'assemblée du clergé de 1765, l'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne, se lamentait sur la triste situation des Ordres monastiques en France et conseillait de s'adresser au Pape pour qu'il nomme des cardinaux ayant mission de rétablir la discipline et la régularité dans les monastères et de prévenir le roi pour qu'il appuie la demande de l'Assemblée auprès du Saint-Siège. Il ne parlait d'ailleurs pas de la Commende qui était à cette époque le plus grand des maux dont souffraient les Ordres religieux. Ses conclusions furent adoptées et transmises à Louis XV, auprès duquel Choiseuil était alors tout puissant : Un arrêt du Conseil du 23 mai 1766 ordonna la création d'une commission chargée de réformer les Ordres Religieux et de recueillir les documents sur leur situation. La commission comprenait 5 archevêques ou évêques et 5 représentants du Conseil d'Etat, sous la présidence du Cardinal de la Roche-Aymon, archevêque de Bourges. Le 31 juillet suivant le Roi donna à cette commission *Cour juridiction et connaissance interdites par Sa Majesté à toutes ses Cours et autres juges.*

Malgré les protestations du Pape, Clément XIII et de l'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, la commission se mit au travail, mais les résultats de l'enquête à laquelle elle se livra ne parurent pas assez concluants, on aurait voulu que les religieux

confessassent eux-mêmes leur relâchement et leur impuissance à se réformer. Le 3 avril 1767 Louis XV rendit un 3^e arrêt établissant la nécessité de réunir le Chapitre général de chaque Institut pour constater les réformes à apporter dans l'Ordre. Mais, bientôt, à la suite des incidents de Parme, la rupture est consommée entre la Cour de France et le Saint Siège et il n'est plus question d'en appeler à l'intervention du Pape.

Le gouvernement prend en main la réforme des Ordres religieux. Un édit de mars 1768, décide quelle doit être cette réforme : l'âge des religieux sera d'au moins 21 ans et chaque couvent d'hommes comprendra au moins huit religieux profès. Cette dernière disposition menaçait Grandmont dont la plupart des prieurés comptaient un très petit nombre de religieux.

D. Razat, procureur général pour les deux Observances, résidant à Paris au collège Mignon, acquis aux idées de la commission et résigné à voir supprimer son Ordre, n'hésita pas à écrire aux commissaires :

« Le Procureur général de Grandmont pénétré de la plus vive douleur de l'impossibilité où se trouve son Ordre d'exécuter fidèlement l'Edit que Sa Majesté a fait publier au sujet des unions et des vœux prévoit que le Conseil sera forcé par la nature des circonstances à supprimer l'Ordre... Le but du Chapitre Général ne peut être considéré que sous deux

points de vue : le 1^{er} est de faire exécuter l'Edit et le 2^o de supprimer l'Ordre. NN. SS. les Commissaires sont déjà convaincus du premier point. Il est même confirmé par l'Abbé Général de l'Ordre qui l'annonce dans son Mémoire et qui, forcé de donner un plan d'Union, est obligé, pour le rendre possible, de demander des choses impossibles telles que l'extinction d'une douzaine de Commendes.

Il ne resterait donc que le second point à remplir ; les religieux, qui sont presque tous de bonne famille, seraient fort plus contents si le Roi, pressé par la nature des circonstances actuelles, supprimait cet Ordre sans leur aveu que s'ils étaient obligés de le donner ; on ménagerait par là leur délicatesse et on les mettrait dans le monde à l'abri de tout reproche sur l'objet de leur suppression. En marge : Si MM. les commissaires veulent que le Procureur général présente une requête pareille à ce modèle il le fera. » (Arch. N^{les}, o. 547).

Le résultat de cette trahison, que l'abbé de la Maison Rouge ne connut jamais, ne se fit pas attendre : le secrétaire de la commission, Thiérot, écrivit un rapport dans lequel il juge l'Ordre de Grandmont dans les termes excessivement sévères que l'on va lire :

« Dans tous les temps les Grandmontains ont fait profession d'ignorance (1) ; de tous les Ordres Reli-

(1) Cette affirmation est inexacte. Nous avons vu qu'au XV^e siècle, l'étude des lettres, de la théologie et du droit était florissante à Grandmont.

gieux c'est indubitablement lui qui s'est le moins distingué du côté de l'amour des lettres et des productions de l'esprit. Il est de notoriété que dans les monastères de l'Ordre la pratique des observances régulières est si peu en vigueur que l'on n'y connaît même pas la Règle de saint Etienne ni les autres règlements qui ont été faits depuis ; on n'y garde aucune décence, soit dans la célébration des offices, soit dans la conduite intérieure et même au dehors. Les religieux qui composent ces communautés sont, la plupart, des hommes grossiers, sans étude, sans politesse et sans aucune des connaissances essentielles à des personnes ecclésiastiques, livrés à une entière oisiveté, leur occupation la plus sérieuse est celle de la chasse ou de la pêche. On ne fait ces observations que pour démontrer que, quand on voudrait réformer cet Ordre, l'entreprise serait véritablement impossible parce que, pour y ressusciter l'amour de la Règle et l'esprit du saint fondateur, il y faudrait un certain nombre d'hommes qui en fussent inspirés eux-mêmes pour l'inspirer aux autres, or il est certain qu'il n'y en a point ni parmi les inférieurs ni parmi les supérieurs. » (Arch. N^{los}, ibidem).

A la suite de ce rapport la commission décida de faire convoquer le Chapitre général de l'Ordre, mais en le limitant soigneusement à l'Observance générale, car elle avait pu gagner le vicaire général de l'Etroite Observance, D. Nicod et savait que la suppression des maisons qui avaient adopté la réforme

de Ch. Frémon serait chose facile. Un arrêt du Conseil du 17 juin 1768 fixa la réunion de ce Chapitre au 25 septembre de la même année.

III. LE CHAPITRE DE 1768.

Le Chapitre se réunit à Grandmont à la date fixée par l'arrêt du 17 juin, il était composé de tous les prieurs de l'Ancienne Observance et d'un religieux de chaque maison ; l'archevêque de Toulouse et l'évêque de Mirepoix, commissaires du roi y assistaient. Les commissaires déclarèrent que le roi demandait un retour libre, mais complet, à la règle de saint Etienne et le rétablissement de la conventualité. La première partie de cette injonction affola les religieux et il semble bien qu'on ne leur fournit aucune explication sur les mitigations possibles. Le Chapitre voulut scinder sa réponse, mais les commissaires ne le permirent pas et remirent à l'Abbé l'ordre suivant qui avait été rédigé en prévision de cette éventualité.

« De par le Roi. Sa Majesté fait défense au sieur abbé de Grandmont d'admettre ou permettre qu'il soit admis, soit dans l'Ancienne Observance, soit dans la Réforme du dit Ordre, aucun novice à la profession religieuse jusqu'à ce qu'il plaise à Sa Majesté de lui faire connaître Ses intentions. Fait à Versailles, le 18 septembre 1768. Signé LOUIS et plus bas PHELIPPEAUX.

Le Chapitre, prévoyant, dès lors, la suppression,

supplia les commissaires de demander au roi de les autoriser à se retirer avec une pension viagère dans une autre congrégation et d'obtenir du Pape le bref nécessaire. C'est ce que voulait l'archevêque de Toulouse qui, en rendant compte de sa mission à ses collègues, déclare dans un discours retrouvé par Louis Guibert aux Archives Nationales que, dans l'impossibilité de rétablir la Règle, même avec des mitigations importantes (dont il n'avait pas parlé au Chapitre Général), la destruction de l'Ordre est inévitable ; mais cette destruction doit se faire lentement ; on peut, dès à présent unir les monastères, mais les religieux seront conduits par l'Abbé de la Maison Rouge tant qu'il vivra, et Loménie de Brienne termine son discours par cette phrase qui résume parfaitement le plan qui allait être adopté par la commission des réguliers :

« L'Ordre de Grandmont cessera d'exister en France sans déchirement, sans que personne soit tourmenté, sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'autorité. Il cessera de lui-même et ses biens passeront à des établissements utiles suivant les différents diocèses dans lesquels ils sont situés. » (L. Guibert, op. cit., p. 236).

CHAPITRE II

La Suppression des deux Observances

I. SUPPRESSION DE L'ETROITE OBSERVANCE.

Les Réformés possédaient huit maisons et 44.000 livres de revenu, défalcation faite des charges il ne leur restait guère plus de 30.000 livres, ils étaient pauvres mais leurs maisons généralement en meilleur état que celles de la Commune Observance nécessitaient peu de frais d'entretien. Elles comp-
taient, en 1768, 42 membres y compris 2 novices. Nous avons déjà dit que le Vicaire Général de la Réforme, D. Nicod, s'était laissé gagner à la cause de la commission des réguliers dont il s'efforça de seconder les desseins ; il imitait en cela D. Razat mais, tandis que l'abbé de la Maison Rouge ignora toujours la conduite de ce dernier, il connut très bien les agissements de D. Nicod et en conçut une profonde douleur, ainsi qu'il résulte d'une de ses

lettres conservée aux Archives de la Haute-Vienne et publiée par Louis Guibert.

Au lendemain de l'Edit de 1768 Dom Nicod, dans des rapports adressés à Loménie de Brienne, demande qu'on autorise la réunion de la Réforme de Grandmont à la Réforme de Cluny, et n'hésite pas à attaquer vivement la Commune Observance, en effrayant ses frères par la perspective d'un retour à la règle primitive de saint Etienne sans aucune mitigation et par la menace des pires disgrâces il leur avait arraché leur consentement à la réunion à un autre Ordre. Rien cependant n'aurait été plus facile dans l'Etroite Observance que d'obéir aux prescriptions de l'édit de 1767, il aurait suffi de transférer quelques moines d'une maison dans une autre. La commission des Réguliers le comprit et n'osa pas entrer immédiatement dans les vues de D. Nicod. En 1768, des lettres patentes royales ordonnent aux Réformés de se réunir dans les 4 prieurés de Macheret, Louye, Epoisse et Thiers, la conventualité devait être supprimée dans les 4 autres et leurs revenus afferchés ou mis en régie. Mais, D. Nicod n'essaya même pas de tenter cette réforme, qu'il déclara impossible à exécuter vu l'éloignement des maisons et le petit nombre des religieux, il demanda seulement que son Observance fut rattachée à une autre congrégation, Ste-Vanne, Cluny ou les Chartreux, mais il fut impossible d'arriver à s'entendre avec l'un de ces Ordres religieux, il fallut donc décider que chaque religieux de l'Etroite Ob-

servance pourrait s'agréger individuellement à l'Ordre qui lui plairait. C'est ce que firent les Lettres Patentes du 1^{er} septembre 1779 qui consacrent la suppression définitive de la Réforme de Grandmont :

« ...Les évêques procéderont à l'extinction suppression et union des menses conventuelles des monastères pour en être les revenus appliqués à tels établissements ecclésiastiques qu'ils jugeront convenables. » (L. Guibert, op. cit., p. 211).

Toutes les maisons de l'Étroite Observance étaient complètement évacuées en 1773.

II. SUPPRESSION DE L'ANCIENNE OBSERVANCE.

Le 28 octobre 1768, l'abbé de la Maison-Rouge reçut l'ordre de renvoyer les cinq novices qui attendaient à Grandmont le temps de leur profession, cet ordre fut immédiatement exécuté, il était en lui-même significatif et ne devait laisser aucun doute sur le sort qui attendait l'Institut de saint Etienne. L'abbé de la Maison-Rouge conservait encore, pourtant, des illusions et préparait un plan de réforme. Mais Loménie de Brienne s'occupait de faire rédiger les lettres patentes qui, suivant sa propre expression, devaient procurer l'extinction d'un Ordre sans la prononcer, ce qui produisait un très grand effet sans exciter, pour ainsi dire, aucune sensation. C'est là tout le système de l'archevêque de Toulouse, système, on le voit, très habile, et qui,

comme le fait remarquer Louis Guibert, a pu abuser le zèle et la piété du bon roi Louis XVI ; il ne faut pas que la Commission ait l'air d'agir par elle-même, elle ne doit se mettre en mouvement que sur la prière des religieux et dans la mesure où elle est sollicitée par eux, enfin, tout dans ses actes, c'est encore Loménie de Brienne qui le dit, doit respirer la protection et non l'anéantissement. Les lettres patentes du 24 février 1769 nous font voir combien ce programme a été fidèlement exécuté. Elles prononcent en effet la suppression de l'Ordre de Grandmont d'une façon définitive sous des apparences assez anodines.

« ...Nous avons dispensé et dispensons les Religieux de l'Ancienne Observance de l'Ordre de Grandmont de l'exécution des articles 57 et 10 de Notre Edit de mars 1768 ce faisant leur avons permis et permettons de demeurer jusqu'à leur décès dans le monastère de la dite Observance et de continuer d'y vivre sous l'autorité de l'Abbé supérieur général de tout l'Ordre et leurs supérieurs locaux sans néanmoins qu'il puisse être reçu à l'avenir dans la dite observance aucun nouveau sujet au noviciat ou à la profession religieuse. Avons autorisé et autorisons les archevêques et évêques, dans le diocèse desquels sont situés les monastères de la dite observance à procéder, si faire se doit, suivant les formes prescrites par les saints Canons et les Ordonnances du Royaume à l'extinction, suppression et union des

dots monastères ainsi et aux conditions auxquelles il a été consenti par les dits religieux et à la charge expresse que, préalablement à tout autre emploi, il sera pris sur les revenus des dits monastères les sommes nécessaires pour la subsistance, nourriture et entretien des dits religieux ; eu égard à leurs besoins et aux revenus des dits monastères, à laquelle subsistance, nourriture et entretien voulons que les biens des dits monastères soient et demeurent spécialement affectés, même en cas de translation ou de sécularisation d'aucun des dits religieux. » (L. Guibert, op. cit., p. 260).

La légalité de ces lettres patentes est douteuse, les unions ne peuvent être décidées qu'en cas d'absolue nécessité et l'on n'alléguait rien qui put les justifier ; de plus, l'Ordre de Grandmont était exempt de la juridiction de l'Ordinaire, il aurait fallu le consentement du supérieur et l'on sait que l'Abbé de la Maison-Rouge se refusait énergiquement à le donner. Quant au Pape il aurait dû également, en tant que supérieur immédiat de l'Abbé de Grandmont, être consulté.

Mais, qui aurait protesté contre cette illégalité ? L'Abbé ne manqua pas de le faire, mais il était seul et ne fut appuyé, comme il était en droit de l'attendre, ni par ses religieux ni par le Pape. Clément XIII venait de mourir alors que les relations étaient rompues entre Rome et Versailles, et le nouveau Pape : Ganganelli, qui avait pris le nom de

Clément XIV, cherchait à tout pacifier. Il allait accorder la suppression de la Compagnie de Jésus, les relations amicales étaient reprises entre la France et le Saint-Siège. L'intérêt des deux cours était de ne pas compromettre de nouveau la paix par l'affaire de Grandmont. C'est sans doute la raison pour laquelle Rome ne protesta pas contre les lettres patentes de février 1769.

En même temps, certains Grandmontains, qui semblent avoir hâte maintenant de voir supprimer leur Ordre, supplient le Roi de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour réunir l'abbaye de Grandmont à un établissement ecclésiastique quelconque et fixer les pensions viagères qui seront payées à chaque religieux sur les revenus de l'abbaye.

Un arrêt du Conseil du 9 mars 1771 ordonne de procéder à l'inventaire des biens de l'abbaye. Turgot, intendant du Limousin, se chargea de cette mission sur un de ses subordonnés, M. de l'Epine, mais, lorsque ce dernier arriva à Grandmont, le 17 avril, il se heurta à l'opposition des religieux. M. de l'Epine demanda des instructions à Turgot. Elles arrivèrent deux jours après, elles étaient catégoriques, M. de l'Epine devait continuer les opérations de l'inventaire et au besoin se faire ouvrir les portes par la force ; l'Abbé de la Maison-Rouge s'inclina et consentit à assister à l'apposition des scellés, mais il se pourvut immédiatement devant le Conseil d'Etat contre la validité de ces opéra-

tions. Il fut débouté de sa demande par un arrêt du Conseil du 22 juin de la même année.

Entre temps, le 25 mai 1771, le Roi rendait un Brevet qui était la condamnation définitive de l'Ordre par l'autorité laïque :

« Aujourd'hui 25 mai 1771, le Roi étant à Versailles, Sa Majesté bien informée de l'insuffisance de la dotation du siège épiscopal de Limoges et de l'inefficacité de tous les moyens qu'un zèle louable a fait employer conformément aux vues de Sa Majesté par l'Abbé général de l'Ordre de Grandmont, pour rassembler un certain nombre de religieux qui concourussent avec lui au rétablissement de la vie régulière, du moins dans l'abbaye chef-lieu du dit Ordre, diocèse de Limoges, en sorte qu'il n'est plus possible d'espérer le rétablissement de la vie régulière, du moins dans le dit Ordre ni même seulement dans l'abbaye chef-lieu, et que le petit nombre des dits religieux ainsi que l'âge avancé du grand nombre d'entre eux peuvent rendre prochaine son extinction et étant nécessaire de pourvoir tant aux besoins du dit siège épiscopal de Limoges qu'à l'application des biens de la dite abbaye. Sa Majesté a permis et permet au sieur évêque de Limoges de poursuivre en Cour de Rome l'extinction et suppression du titre de l'abbaye de Grandmont du dit diocèse de Limoges et l'union à perpétuité en faveur du siège épiscopal de Limoges de tous les biens, droits, fruits et revenus en dépen-

dant ainsi que de la mense conventuelle d'icelle, ensemble de ceux des Prieurés ou autres bénéfices qui auraient été réunis à la dite abbaye et situés dans le dit diocèse, pour la dite union avoir lieu vacation arrivant par le décès ou la démission de l'Abbé général de Grandmont, m'ayant, Sa Majesté, commandé d'expédier toutes lettres et dépêches nécessaires en Cour de Rome et pour assurance de sa volonté, le présent brevet qu'Elle a signé de Sa main et fait contresigner par moi, ministre et secrétaire d'Etat et de Ses Commandements et Finances. Signé : Louis et plus bas : Phelippeaux. » (A. H. V., C 659, fol. 1 et 2).

Le siège épiscopal de Limoges était alors occupé par Mgr Charles Duplessis d'Argentré, prélat fort distingué, issu de la famille du célèbre jurisconsulte Bertrand d'Argentré. L'union à sa mense épiscopale des biens de Grandmont allait lui permettre de faire face aux énormes dépenses nécessitées pour la reconstruction de son Palais épiscopal de Limoges, aussi, se basant sur cette coïncidence l'a-t-on souvent accusé d'avoir sollicité la destruction de l'Abbaye de Grandmont pour payer ses dettes avec ses dépouilles. Louis Guibert fait, avec raison, justice de cette accusation qui ne repose sur aucun fondement. L'évêque de Limoges, à la suite, de l'invitation du gouvernement français que nous avons citée plus haut, a demandé à Rome l'union à son siège épiscopal des biens grandmontains qui étaient dans son

diocèse, on ne peut pas l'accuser pour cela, pas plus que les 15 autres évêques qui ont agi de même chacun pour leur diocèse, d'être la cause de la ruine d'un Ordre qui était déjà irrémédiablement détruit puisqu'il avait dû renvoyer ses novices, qu'il lui était interdit d'en recevoir d'autres, et que le plus grand nombre de ses membres, malgré la résistance de l'Abbé, s'étaient retirés avec une pension viagère dans une maison religieuse.

A la suite du Brevet Royal de 1771, la commission des Réguliers s'occupa de la procédure canonique pour obtenir à Rome l'union. Le dossier de l'Affaire fut envoyé au Cardinal de Bernis, ambassadeur de France, qui le présenta au Pape. Mais Clément XIV avait reçu un mémoire de l'Abbé de la Maison Rouge lui exposant qu'il avait voulu réformer son Ordre, mais que le gouvernement lui en avait ôté les moyens. En présence de ces deux versions contradictoires et, malgré les instances du Cardinal de Bernis, le Souverain Pontife décida d'ordonner une nouvelle enquête qu'il confia à Mgr Phelipeaux d'Herbaut, archevêque de Bourges. Cette enquête fut désastreuse pour l'Abbé de la Maison Rouge, car il n'y avait plus de novices à Grandmont et la plupart des religieux avaient déjà déserté les prieurés, l'Abbé expliqua vainement que cette triste situation n'était que la conséquence des multiples arrêts antérieurs, l'archevêque de Bourges s'en tint, dans son procès-verbal, que M. de la Maison Rouge refusa de signer, à la constatation

de cette triste situation, sans vouloir en indiquer la cause. Malgré cette enquête, le Pape hésitait encore, il demanda de nouveaux renseignements à l'archevêque de Bourges qui paraît avoir été gagné aux idées des Commissaires, enfin, cédant aux instances pressantes et répétées de l'ambassadeur de France, Clément XIV, par la Bulle du 6 août 1772, supprime et éteint, à perpétuité, le titre et l'Ordre de Grandmont et prononce l'Union qui lui est demandée par le Roi.

Tout n'était cependant pas fini, la Bulle pour être exécutée devait avoir été fulminée en France, et l'abbé de la Maison Rouge, après de longues hésitations, car il devait en coûter à sa conscience de prêtre de prendre une détermination aussi hardie, se décida à recourir aux tribunaux du Royaume pour s'opposer à l'exécution de la Bulle de Clément XIV. Nous n'entrerons pas dans le détail de cette interminable procédure, que Louis Guibert a scrupuleusement étudiée dans son livre. Pendant huit ans les arrêts succèdent aux arrêts, c'est une avalanche de mémoires, de plaidoyers, d'enquêtes et de contre-enquêtes, de requêtes et d'oppositions. Finalement le Conseil d'Etat évoque devant lui toute l'affaire avec toutes ses circonstances et dépendances et, par un arrêt du 19 septembre 1780, déclare qu'il n'y a pas eu abus et que la Bulle de Clément XIV doit être exécutée. M. de Maufoult officiel métropolitain de Bourges put alors procéder à la fulmination de la Bulle et rendre le décret

d'Union de l'Abbaye de Grandmont au siège épiscopal de Limoges, mais il y eut encore de nouvelles difficultés et ce décret ne fut confirmé qu'en 1784 par lettres patentes royales. Il était permis aux religieux de vivre à Grandmont, comme ils avaient fait jusqu'alors ; mais leur nombre avait énormément diminué ; il ne restait plus que quelques vieillards groupés autour du dernier abbé qui connut enfin quelques années de tranquillité et de paix. Il mourut le 11 avril 1787 à l'âge de 81 ans. C'est avec lui que finit l'Institut de saint Etienne, et, si l'on songe qu'à cette date la tourmente révolutionnaire est toute proche on ne peut s'empêcher de trouver troublante l'étrange prophétie que M. le chanoine Lecler a trouvée dans les antiquités de Grandmont du F. Pardoux de la Garde (1).

« *Vae et Iterum Vae, Quando arbor grandis subvertetur,*
Multae ruinae tribulatio et desolatio sequetur. »

(1) Chanoine Lecler, op cit. p. 455.

CHAPITRE III

La Liquidation de Grandmont

I. LES PERSONNES.

Un certain nombre de Grandmontains, dès qu'ils avaient été mis en possession de leurs pensions viagères s'étaient, sans attendre la Bulle de Clément XIV, réfugiés dans leur famille ou dans des maisons religieuses. Il n'en restait plus que cinq à l'Abbaye au moment de la mort de l'Abbé de la Maison Rouge, leurs noms nous sont connus par l'acte d'inhumation du 12 avril 1787. Trois d'entre eux : D. Beaubreul, D. Le Bailhe et D. Fabre, n'attendirent pas qu'on les fit sortir du monastère et se retirèrent dans leurs familles. D. Muret et D. Pichon restèrent, avec quelques domestiques, les seuls hôtes de l'Abbaye mais, bientôt, on leur ordonna de sortir en leur assignant une pension fixée pour le premier à 1800 livres et pour le second à 1500. D. Muret se retira dans la famille, D. Pichon obtint de

Mgr d'Argentré de se retirer à Muret, premier berceau de l'Ordre, où il put dire la messe dans une antique chapelle, mais il en fut chassé par la Révolution.

II. LES BIENS.

Voici d'après Louis Guibert quelle fut l'attribution des biens de Grandmont :

DIOCÈSES	MONASTÈRES	NOMBRE DE RELIGIEUX	REVENU NET	ATTRIBUTION
Limoges...	Grandmont	9	27 779 livres	au siège épiscopal de Limoges
	Badeix	1	400 —	
	Bonneval.	1	450 —	
Paris	Collège de Grandmont. . .	3	6.500 —	au collège Louis-le-Grand.
Férgueux .	La Faye-Jumilhac	3	2.761 —	au séminaire.
Blois	Boulogne.....	3	3 350 —	id.
	Le Bois-d'Allone.....	3	3.308 —	
Poitiers....	La Vayolle.....	1	533 —	au grand et au petit séminaire.
	Puy-Chevrier.....	2	1.000 —	
Tours.....	Bois-Rayer.....	3	2 270 —	id.
	Chinon.....	2	2 244 —	
	Vayer.....	2	2.283 —	
Le Mans ..	Bercey.....	3	1.574 —	au séminaire.
	La Haye-des-Bons-Hommes ..	3	3 305 —	
Angers.....	La Primaudière	3	2 075 —	au grand et au petit séminaire.
	Breuil-Bellay.....	1	1.771 —	
Rodez	Le Sauvage.	2	2 300 —	au séminaire.
Cahors.....	Francœur.....	2	2 117 —	à la cathédrale.
Le Puy....	Viaye.....	3	1.271 —	en faveur des vieux prêtres.
Seez.....	Chenegallon.....	4	3.858 —	à la cathédrale.
Evreux	Beaumont.....	3	4.175 —	au collège d'Evreux.
Lisieux....	Grandmont-les-Rouen.....	9	8.000 —	au séminaire et au collège.
Beauvais..	Le Mesnil.....	2	1.781 —	id.
		68	85.095 —	

Les biens de l'Étroite Observance, dont les revenus nets étaient évalués à 17060 livres étaient attribués de la même façon : les revenus de Chavànon Epoisse, La Faye de Nevers et Vieuxpou étaient attribués respectivement aux séminaires diocésains de Clermont, Châlon-s.-Saône, Nevers et Sens, ceux de Macheret au Chapitre de la cathédrale de Troyes, ceux de St-Michel au Chapitre de la cathédrale de Lodève, ceux de Louye se partageaient entre l'Hôpital de Dourdan, le séminaire de Chartres et les moines bénédictins de St-Remy des Landes qui s'étaient établis dans les bâtiments de l'ancien prieuré en 1774, enfin, à Thiers on établit un autre système, le prieur, sans doute D. Nicod, fut nommé abbé commendataire et jouit seul des revenus du prieuré à la charge de payer 600 livres par an, à différentes œuvres diocésaines.

Il y eut quelques difficultés pour l'attribution de biens dépendant directement de l'Abbaye de Grandmont, mais situés dans d'autres diocèses que celui de Limoges, c'étaient des revenus provenant des anciens prieurés où la conventualité avait disparu. Le détail de ces revenus nous est fourni par Louis Guibert :

Grandmont-Châtaignier au diocèse de Bourges		900 livres
Peutilloux	id. id.	280 —
Sermaize	id. Saintes	600 —
La Lance	id. id.	500 —
Andilly	id. id.	400 —
Barbetorte	id. Luçon	800 —
La Garde	id. Saintes	545 —
Rentes à Montmorillon....	id. Poitiers	100 —
Rentes en Périgord	id. Périgueux	115 —
Tot L		4240 —

L'évêque de Limoges réclamait pour sa mense épiscopale l'attribution de ces revenus, mais il dut se heurter à l'opposition des évêques dans le diocèse desquels ils étaient situés. Il obtint finalement gain de cause et reçut de Loménie de Brienne la lettre suivante :

« Tout revenu qui ne constitue pas un prieuré, quoique situé dans un autre diocèse, appartient à la mense conventuelle et doit être uni à votre évêché. Il faut prendre garde cependant que ces revenus ne soient pas le seul résidu du patrimoine d'un prieuré dont le titre n'aurait pas été éteint, mais je ne le crois pas. » (A. H. V. I. 1200).

La distribution du mobilier se fit très lentement, les reliques et vases sacrés furent distribués à différentes paroisses du diocèse, les objets précieux, bijoux, manuscrits, livres de la bibliothèque avaient été transportés à l'évêché de Limoges, mais aux premiers signes de la Révolution Mgr Duplessis d'Argentré s'empressa de les vendre même à vil prix, c'est ainsi que des objets d'art furent cédés comme vieux cuivre, et que les manuscrits de la bibliothèque furent achetés au poids par un imprimeur et un relieur qui firent des dos de livre avec ces précieux parchemins (abbé Legros).

L'attribution des biens de l'Ordre de Grandmont ne devait pas être définitive. Le collège Louis Le Grand, qui avait hérité des immeubles du collège Mignon, s'empressa de s'en débarrasser. Le 18 jan-

vier 1770, 2 maisons sont vendues 60.000 l. à M. de Constar procureur, pour le compte de M. de Hausay, avocat au Parlement (arch. Nationales, S. 6317). Le collège lui-même fut loué pour 6 ans moyennant le prix de 4.400 livres pour les 3 premières années et de 4.800 pour les trois autres.

La révolution devait achever la laïcisation de tous les biens provenant de l'ancienne abbaye de Grandmont. Conformément au décret de l'Assemblée Nationale ordonnant la vente des biens du clergé, les domaines de la ci-devant Abbaye de Grandmont furent mis en vente. Le résultat de l'adjudication nous est connu pour les dépendances de l'ancien chef d'Ordre. Cette adjudication eut lieu en 1791 à différentes dates.

Le 12 avril l'étang de la Pécherie (commune de St-Sylvestre) est adjugé 12.100 l. ; les héritages rentes et champarts formant le prieuré de Rousset 29.400 livres.

Le 18 avril on adjuge pour 14.100 livres l'étang de Tricherie (Thouron).

Le 23 mai différentes terres sont vendues 21.766 livres, l'adjudication du 30 mai fut de beaucoup la plus importante.

« 30 mai, maison de la ci-devant Abbaye de Grandmont, prés, terres, bois composant la réserve, avec 3 étangs appelés les Sauvages, le Malessart et un petit moulin adjugés..... 41.000 livres

Domaines dépendant du monastère ensemble 71.250 livres

Le total des adjudications montait à 189.716 livres. » (A. H. V. Req., 1. Ser. Q., fol. 158).

On commença immédiatement la démolition des bâtiments de l'ancienne Abbaye et le 29 Prairial an I, le maire de St-Sylvestre assisté de 2 officiers municipaux et du receveur de l'enregistrement de Compreignac procéda à la vente des matériaux bois, poutres, chevrons, fonte et briques, pour 22 120 livres.

La démolition ne fut pas achevée et, en 1817, il y avait encore sur l'emplacement de l'Abbaye un amas de décombres. Un entrepreneur de Limoges acheta, à cette époque, tous ces matériaux qu'il transporta à Limoges pour bâtir la maison Centrale de correction transformée aujourd'hui en caserne d'infanterie (1).

Une pauvre chapelle fut édiflée sur l'emplacement de ces ruines, elle seule subsiste aujourd'hui, pour évoquer le souvenir de la puissante et opulente Abbaye de Grandmont.

III. CONCLUSION.

L'histoire de la destruction de Grandmont, où nous n'avons fait que résumer brièvement l'ouvrage remarquable de Louis Guibert, sert de conclusion générale à notre étude. Nous plaçant au point de vue juridique, nous n'avons pas eu à nous occu-

(1) Caserne des Bénédictins.

per du rôle économique de Grandmont, il y aurait matière à une ample étude si l'on voulait rechercher les bienfaits et les progrès que les disciples de saint Etienne ont apportés à l'agriculture de notre province ; on pourrait également rechercher l'influence qu'a eue l'Institut Grandmontain dans la formation de la petite propriété ; il serait encore intéressant d'élucider la question de savoir si Grandmont fut véritablement une école d'Art et si ses moines furent les précurseurs des célèbres émailleurs limousins, enfin, n'oublions pas que l'Abbaye avait des dépendances dans la France entière et que nous avons dû, en général, nous limiter au Limousin. Il n'entre pas non plus, dans notre dessein, d'apprécier l'opportunité de la mesure qui détruisit l'Ordre de Grandmont et d'en rechercher les responsabilités. Nous croyons utile, cependant, de reproduire, en terminant, le Décret d'Union qui a rendu définitive cette destruction. On verra les services matériels et spirituels que rendait l'Abbaye dans un village de la Marche, aujourd'hui pauvre, déserté et ignoré, et le souci que l'on a eu, en supprimant l'Ordre, souci tout à fait louable, d'imposer à ceux qui allaient jouir des biens temporels de l'Ordre le soin de pourvoir à ces besoins, malheureusement la tourmente révolutionnaire a empêché que ce décret reçut d'application. Voici le texte de ce document, tel que nous l'avons trouvé aux Archives de la Haute-Vienne :

« Tout vu et considéré, le Saint nom de Dieu in-

voqué, Nous Official Commissaire susdit de l'autorité qui nous a été confiée par le Souverain Pontife, avons éteint et supprimé, éteignons et supprimons par ces présentes à perpétuité, le titre de l'Abbaye, chef d'Ordre et monastère de Grandmont, ancienne Observance au diocèse de Limoges, ensemble les monastères prieurés et annexes de Brouzeau, de Bonneval, de Boisverd, de St-Martin, de Ste-Catherine (1) d'Etricor de Treizen et d'Espagné dont les titres sont situés dans l'étendue du diocèse de Limoges, ce faisant nous avons uni et incorporé, unissons et incorporons par ces présentes aussi à perpétuité à l'Evêché et Siège Episcopal de Limoges tous les biens, fonds, domaines et édifices, meubles et immeubles appartenant à la dite Abbaye et dépendant tant de la mense Abbatiale que de la mense conventuelle et des monastères, prieurés ou annexes susdits, si aucun sont, dont les titres sont situés dans le diocèse de Limoges et précédemment unis et incorporés à la dite Abbaye et monastère de Grandmont et généralement tous les biens situés dans l'étendue du diocèse de Limoges en dépendant dont aujourd'hui ont dû jouir les abbés et religieux de Grandmont aux charges dont les dits biens et droits sont tenus à quelque titre que ce soit et en outre aux charges, clauses et conditions ci-après indiquées :

(1) Il y a là certainement erreur, Saint-Martin et Sainte-Catherine ne formaient pas deux annexes distinctes mais une seule. Saint-Martin-Sainte-Catherine est aujourd'hui chef-lieu d'une commune de l'arrondissement de Bourgneuf, à la limite du département de la Creuse et de la Haute-Vienne.

1° Toutes les messes obiit ou fondations dont était tenue l'Abbaye de Grandmont en vertu tant de sa fondation primitive et particulière que de l'union qui lui a été faite des prieurés ci devant énoncés seront acquittés à perpétuité par les églises et par les curés et vicaires des différentes paroisses où sont situés les biens affectés aux dites fondations ; si aucune il y a et en cas que les dites fondations fussent affectées généralement sur les biens de l'Abbaye sans qu'ils puissent être déterminés ni connus pour être situés dans une paroisse plutôt que dans une autre, elles seront acquittées par la paroisse de St-Sylvestre et par les curés et vicaires du dit lieu, à l'effet de quoi il sera par le dit seigneur évêque de Limoges, dressé un état des dites fondations messes et obiit lequel contiendra la répartition d'icelles et le nom des paroisses où elles devront être acquittées et les rétributions dues pour icelles seront par le dit seigneur Evêque de Limoges et sur les biens unis à son évêché remises à cet effet aux fabriques des dites paroisses et payées conformément aux règlements et tarifs du diocèse.

2° Pour procurer à la paroisse de Saint-Sylvestre dédommagement des secours spirituels qu'elle pouvait trouver à l'Abbaye de Grandmont il y sera établi un second vicaire amovible auxiliaire aux hono-
raires de la somme de 300 livres par an laquelle ensemble celle de 100 livres dont on augmentera la rétribution annuelle du premier vicaire déjà établi se-

ra payée et acquittée par les évêques de Limoges sur les revenus de la dite Abbaye.

3° Il sera pareillement payé sur les dits biens annuellement et à perpétuité à la fabrique de l'église de la dite paroisse de Saint-Sylvestre une somme de 100 livres pour fournir à l'entretien de l'église et aux charges du service divin.

4° Il sera établi à perpétuité au village de Grandmont un maître d'école à la nomination et destitution des évêques de Limoges auquel il sera annuellement payé par eux la somme de 300 livres pour fournir l'instruction gratuite aux garçons et à tous les pauvres du lieu et de la dépendance de la dite abbaye.

5° Il sera également payé annuellement et à perpétuité sur les dits biens unis à la mense épiscopale de Limoges, la somme de 2.400 livres pour être employée à l'établissement d'une école gratuite pour les jeunes filles du dit village de Grammont et de la paroisse de Saint-Sylvestre au traitement et gouvernement des pauvres malades, vieillards infirmes et orphelins de la paroisse de St-Sylvestre et autres voisins de la dépendance de la dite abbaye, et pour placer le dit établissement il sera destiné par l'évêque de Limoges un logement convenable soit dans une partie des bâtiments actuellement existants, soit en construisant une nouvelle maison à son

choix et pris par le dit seigneur évêque de Limoges sous le bon plaisir de Sa Majesté toutes les mesures nécessaires pour pourvoir au dit établissement, soit par le moyen des sœurs de Saint-Vincent de Paul, soit par tel autre, qui sera par lui jugé le meilleur et agréé par Sa Majesté.

6° Toutes les pensions et redevances établies par le présent décret seront exemptes de toutes retenues décimes impositions, frais de réparation, entretien de bâtiments (autres néanmoins que ceux de la Maison ordonné par l'article précédent dont l'entretien doit être pris sur les revenus affectés et autres charges quelconques dont peuvent être tenus les dits biens unis et demeureront fixés à perpétuité à la valeur en argent d'un septier de blé froment mesure de Paris par chaque somme de 20 livres en telle sorte que les sommes affectées à chaque établissement soient représentatives des dits septiers de grain conformément à l'évaluation faite par l'édit du mois de mai 1768 par lequel les portions congrues ont été fixées et en cas qu'il soit jugé nécessaire d'augmenter le prix des grains suivant lesquels sont évaluées les dites portions congrues les dites redevances et pensions augmenteront dans la même proportion en vertu des présentes).

7° Toutes les dites charges et redevances ci-dessus imposées auront lieu à commencer du jour auquel M. l'évêque de Limoges entrera en jouissance

des revenus unis par le présent décret par la mort, cession ou démission des sieurs abbés et religieux de la dite abbaye de Grandmont et leur sortie des immeubles claustraux de quelque manière qu'elle puisse avoir lieu et à la même époque il sera tenu d'établir un second vicaire à la paroisse de St-Sylvestre, d'y établir pareillement le maître d'école de pourvoir à l'augmentation des honoraires du premier vicaire ainsi qu'à l'acquit dans les différentes paroisses de la situation des biens de toutes les messes obiit et fondations qui sont actuellement acquittés et qui doivent l'être par les dits sieurs abbé ou religieux.

8° Et néanmoins la redevance de 2400 livres affectée à l'enseignement de la jeunesse et au soulagement des malades, vieillards et orphelins ne sera due et payée par M. l'évêque de Limoges qu'à compter du jour que les pensions viagères qui pourront être attribuées aux abbé et religieux en cas de cession ou démission de leur part se trouveront par le décès successif d'aucun d'eux fournir un revenu libre et suffisant pour le paiement des dites 2400 livres.

9° Dans le cas de cession ou démission du dit sieur Mondain de la Maison Rouge, titulaire actuel de la dite Abbaye il lui sera par M. l'évêque de Limoges payé une pension viagère de 6.000 livres au moins ou de telle autre somme qu'il plaira à Sa Ma-

jesté déterminer, payable de quartier en quartier et d'avance et exempte de toutes charges et impositions quelconques.

10° Les pensions seront à l'égard de chacun des religieux qui se sont retirés ou se retireront par la suite de la dite Abbaye de Grandmont de la somme de 1000 livres au moins ou de telle autre qu'il plaira pareillement à Sa Majesté leur attribuer payables de quartier en quartier et d'avance et exemptes de toutes charges et impositions quelconques, lesquelles pensions par le décès des dits religieux s'éteindront au profit de M. l'évêque de Limoges.

Donné à Bourges sous le scel de notre Cour le 27^e jour du mois de juin de l'année 1781.

Signé en la minute : Maufoult, Official et Commissaire apostolique.

Plus bas : Pour M. l'Official juge et commissaire apostolique : De Roy, greffier et Scellé. »

(A. H. V. : G 659, fol. 21 et 22).

Vu : Le Doyen,
P. CAUWES.

Vu par le président de la thèse,
E. CHÉNON.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

Table des Matières

BIBLIOGRAPHIE	7
AVANT-PROPOS	13

PREMIÈRE PARTIE. — APERÇU HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les Origines</i>	17
I. Fondation de l'Ordre	17
II. Saint Etienne de Muret	18
III. La prospérité de l'Ordre	22
CHAPITRE SECOND. — <i>Dissensions et Querelles. — Réforme de Jean XXII</i>	22
I. Les Querelles du XIII ^e siècle	29
II. Réforme de Jean XXII	35
III. Les Résultats de la Réforme	37
CHAPITRE TROISIÈME. — <i>La Commende et la Réforme du XVII^e Siècle</i>	41
I. La Commende	41
II. Les Guerres de Religion	44
III. La Réforme du XVII ^e siècle	46
IV. La Décadence de Grandmont	48

DEUXIÈME PARTIE. — LA CONDITION DES PERSONNES

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les Clercs</i>	50
I. L'Abbé	50
II. Les Prieurs	75
III. Les Moines	83
IV. Les Religieuses	98
V. Les Prêtres séculiers	110

CHAPITRE SECOND. — <i>Les Laïques</i> ..	114
I. Les Frères convers.....	114
II. Les Frères donnés.....	119
III. Les Serfs.....	122
IV. Les Tenanciers.....	125
CHAPITRE TROISIÈME. — <i>La Juridiction de Grandmont</i> ...	128
I. Juridiction spirituelle.....	129
II. Juridiction seigneuriale.....	138

• TROISIÈME PARTIE. — LES BIENS

CHAPITRE PREMIER. — <i>Origine des Biens</i>	147
I. Règle de saint Etienne de Muret concernant la possession des biens	147
II. Modès d'acquisition des biens de Grandmont.....	151
III. Protection des biens de Grandmont....	164
CHAPITRE SECOND. — <i>La condition des Terres</i>	167
I. Condition générale des Biens.....	168
II. Condition particulière des Biens de Grandmont.....	176
CHAPITRE TROISIÈME. — <i>La Fortune de Grandmont</i>	191
I. Les Meubles.....	191
II. Les Revenus de Grandmont	193
III. Les Charges.....	198

QUATRIÈME PARTIE. LA DESTRUCTION DE GRANDMONT

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les Préliminaires</i>	202
I. Grandmont au XVIII ^e siècle	202
II. Hostilité contre les Ordres monastiques.	205
III. Le Chapitre de 1768.....	210
CHAPITRE SECOND. — <i>La Suppression des deux Observances</i>	212
I. Suppression de l'Etroite Observance....	212
II. Suppression de l'Ancienne Observance..	214

CHAPITRE TROISIÈME. — <i>La Liquidation de Grandmont..</i>	223
I. Les Personnes.....	223
II. Les Biens.....	224
III. Conclusion.....	228
TABLE DE MATIÈRES.....	237
